



2 MAR 1965

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 27 février 1965

Quebec, Saturday, February 27, 1965

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro, de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

Lettres patentes**A. C. service feu sécurité inc.
A. C. Safety Fire Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1964, constituant en corporation: André Charbonneau, ingénieur, Marie-Paule Pélouquin, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Charbonneau, tous deux de 6470, rue Lemay, et René Charbonneau, rentier, 2688, boulevard Rosemont, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, instruments, objets et articles servant à la protection contre le feu, sous le nom de « A. C. service feu sécurité inc. — A. C. Safety Fire Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

5741-64

Les Ameublements Poulin & frère limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Ernest Poulin, marchand, Yvette Dufour, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ernest Poulin, tous deux de 900, rue Rose-de-Lima, et Jean-Claude Lemieux, instructeur peintre, 1037, rue du Collège, tous trois de St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques et tous autres accessoires pouvant servir à l'usage

Letters Patent**A. C. service feu sécurité inc.
A. C. Safety Fire Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Charbonneau, engineer, Marie-Paule Pélouquin, housewife, wife separate as to property of the said André Charbonneau, both of 6470 Lemay St., and René Charbonneau, annuitant, 2688 Rosemont Blvd., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus, instruments, objects and articles used for protection against fire, under the name of "A. C. service feu sécurité inc.—A. C. Safety Fire Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

5741-64

Les Ameublements Poulin & frère limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Poulin, merchant, Yvette Dufour, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Ernest Poulin, both of 900 Rose-de-Lima, and Jean-Claude Lemieux, paint-instructor, 1037 du Collège St., all three of St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on business dealing in electrical apparatus and all other accessories which may

domestique, sous le nom de « Les Ameublements Poulin & frère limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et en 600 action privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal. Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0 243-65

Les Appartements Notre-Dame inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Bellerose, plombier, 10325, Grande-Allée, Mario Beaulieu, notaire, 3293, Place Chazelle, André Marceau, ingénieur, 7806, Lajeunesse, Edgar Milot, entrepreneur, 8030, Drolet, Guy Bissonnette, avocat, 4351, Oxford, tous cinq de Montréal, Luc Geoffroy, avocat, 821, Briand, Chambly, Robert Dulude, avocat, 90, Galt, est, Dorion, et Lyse St-Louis, secrétaire, fille majeure 611, Mercille, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Appartements Notre-Dame inc. », avec un capital total de \$225,045, divisé en 45 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2065, rue Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0 5991-64

Arell Machining Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, c.r., avocat et sollicitateur, 5010, rue Sherbrooke, ouest, Westmount, Anette April, avocat, fille majeure, 418, avenue des Pins ouest, et Claude Mousseau, administrateur, 5865, place Decelles, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines et machinerie, sous le nom de « Arell Machining Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 150-65

The Army Navy & Air Force Veterans in Canada, Rosemount Unit No. 347 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

be used for household purposes, under the name of "Les Ameublements Poulin & frère limitée", with a total stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$50 each and into 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at St-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 243-65

Les Appartements Notre-Dame inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Bellerose, plumber, 10325 Grande-Allée, Mario Beaulieu, notary, 3293 Place Chazelle, André Marceau, engineer, 7806 Lajeunesse, Edgar Milot, contractor, 8030 Drolet, Guy Bissonnette, advocate, 4351 Oxford, all five of Montreal, Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand, Chambly, Robert Dulude, advocate, 90 Galt East, Dorion, and Lyse St-Louis, secretary, fille majeure, 611 Mercille, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Appartements Notre-Dame inc.", with a total capital stock of \$225,045, divided into 45 common shares of \$1 each and 2,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2065 Maisonneuve St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 5991-64

Arell Machining Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Lajeunesse, q.c., barrister and solicitor, 5010 Sherbrooke Street West, Westmount, Anette April, advocate, spinster of the full age of majority, 418 Pine Avenue West, and Claude Mousseau, executive, 5865 Decelles Place, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in machines and machinery, under the name of "Arell Machining Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 150-65

The Army Navy & Air Force Veterans in Canada, Rosemount Unit No. 347 Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 1er jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Jeffrey Johnson, administrateur, 395), Arthur Champoux, Montréal Nord, Westley Bonneville, gérant, 3005, boulevard St-Joseph, Montréal, Edwin Joseph Giles, vendeur, 5303, St-Urbain, Montréal, Edward James Potter, vendeur, 330, avenue Curson, St-Lambert, et Herbert James Johnson, retraité, 7451, 22e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club pour l'accommodation, la convenance et la récréation des vétérans de guerre et de leurs amis, sous le nom de « The Army Navy & Air Force Veterans in Canada, Rosemount Unit No 347 Inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera 2805, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

5364-64

L'Association culturelle Duvernay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Beaulieu, directeur général des études, 52, rue St-Paul, Terrebonne, Roland Bernard, administrateur, secrétaire-trésorier, 4895, rue St-Germain, St-Vincent-de-Paul, et Yvan Dubois, directeur de service d'éducation physique et d'activités dirigées, 118, rue Desmarceaux, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Développer et promouvoir les activités sportives, culturelles et sociales au sein de la Commission Scolaire Régionale Duvernay, sous le nom de « L'Association culturelle Duvernay ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

247-65

Association des cabarets et hôtels de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Rudolphe Messier, vendeur, Rachel Laverdure, ménagère, épouse dudit Michel-Rudolphe Messier, tous deux de 6560, 40e avenue, Montréal, et Gérard Vachon, vendeur, 5039, rue Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches afin d'améliorer le commerce des cabarets et hôtels de la province de Québec, sous le nom de « Association des cabarets et hôtels de la province de Québec ».

the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Jeffrey Johnson, executive, 3950 Arthur Champoux, Montreal North, Westley Bonneville, manager, 3005 St Joseph Boulevard, Montreal, Edwin Joseph Giles, salesman, 5303 St-Urbain, Montreal, Edward James Potter, salesman, 330 Curson Avenue, St-Lambert, and Herbert James Johnson, retired, 7451, 22nd Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, convenience and recreation of war veterans and their friends, under the name of "The Army Navy & Air Force Veterans in Canada, Rosemount Unit No. 347 Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 2805 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

5364-64

L'Association culturelle Duvernay

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Beaulieu, general study director, 52 St-Paul St., Terrebonne, Roland Bernard, administrator, secretary-treasurer, 4895 St-Germain St., St-Vincent-de-Paul, and Yvan Dubois, director of physical education and trained activities service, 118 Desmarceaux, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To develop and promote sports, cultural and social activities of the Regional School Board of Duvernay, under the name of "L'Association culturelle Duvernay".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at St-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

247-65

Association des cabarets et hôtels de la province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Rudolphe Messier, salesman, Rachel Laverdure, housewife, wife of the said Michel-Rudolphe Messier, both of 6560, 40th A e., Montreal, and Gérard Vachon, salesman, 5039 Adam St., Montreal, for the following purposes:

To carry on research in order to improve the business of night club owners and hotel-keepers in the Province of Quebec, under the name of "Association des cabarets et hôtels de la province de Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera 6560, 40e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

193-65

**Association des locataires
de la cité et banlieue de Québec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-action: J.-Henri Beauchamp, rentier, 66, St-Louis, app. 5, Québec, Marcel Turgeon, avocat, 42, de l'Hôpital, Loretteville, et Jean Gauvin, avocat, 1350, Garnier, Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les locataires de Québec et environs et promouvoir leurs intérêts, sous le nom de « Association des locataires de la cité et banlieue de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5252-64

Balmoral motel-hôtel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul Payeur, hôtelier, Thetford Mines, Edgar Houle, comptable, et Jacques O'Bready, avocat, ces deux derniers de 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Balmoral motel-hôtel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 350 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

192-65

Baril et frère Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Marie Baril, peintre, 272, 73e avenue, Chomedey, André Baril, peintre, 148, Quintal, Laval-des-Rapides, et Maurice

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at 6560, 40th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

193-65

**Association des locataires
de la cité et banlieue de Québec inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Henri Beauchamp, annuitant, 66 St-Louis, Apt. 5, Quebec, Marcel Turgeon, advocate, 42 de l'Hôpital, Loretteville, and Jean Gauvin, advocate, 1350 Garnier, Quebec, for the following purposes:

To group into an association tenants in Quebec and the surrounding district and to promote their interests, under the name of "Association des locataires de la cité et banlieue de Québec inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

5252-64

Balmoral motel-hôtel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Payeur, hotelier, Thetford Mines, Edgar Houle, accountant, and Jacques O'Bready, advocate, the latter two of 230 King street, west, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as hoteliers, under the name of "Balmoral motel-hôtel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each, 350 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 350 preferred shares class "B" of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

192-65

Baril et frère Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Baril, painter, 272, 73rd Avenue, Chomedey, André Baril, painter, 148 Quintal, Laval-des-Rapides, and Maurice Baril, carpenter,

Baril, charpentier, 9722, boulevard Olympia, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de « Baril et frère Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

147-65

Édouard Beauchesne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Édouard Beauchesne, commerçant, Rachel Bergeron, ménagère, épouse commune en biens dudit Édouard Beauchesne, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, et Gaston Girard, manoeuvre, tous trois de Ste-Julie, comté de Verchères, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Édouard Beauchesne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Julie, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

263-65

Beaufort Realities (1964) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, autorisant la fusion de la compagnie « Westpark Development Corp. » constituée en corporation par lettres patentes, en date du 3e jour de février 1960; de la compagnie « Builders Fuel and Mortgage Corp. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962; de la compagnie « Sources Construction Limited » constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1959, et de la compagnie « Beaufort Realities Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 31e jour d'octobre 1956, toutes lesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Beaufort Realities (1964) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2225, boulevard Hymus, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

5856-64 — 1255/42

9722 Olympia Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Baril et frère Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

147-65

Édouard Beauchesne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Beauchesne, tradesman, Rachel Bergeron, house-keeper, wife common as to property of the said Édouard Beauchesne, and duly authorized by him for these presents, and Gaston Girard, laborer, all three of Ste-Julie, county of Verchères, for the following purposes:

To carry on a business and industry dealing in lumber, under the name of "Édouard Beauchesne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Julie, County Verchères, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

263-65

Beaufort Realities (1964) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Westpark Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1960, "Builders Fuel and Mortgage Corp.", incorporated by letters patent dated the 21st day of June, 1962, "Sources Construction Limited", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1959, and "Beaufort Realities Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1956, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Quebec Companies Act, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Beaufort Realities (1964) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each and into 600 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the new company is at 2225 Hymus Boulevard, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

5856-64 — 1255/42

Beauharnois Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, 36, avenue Roxboro, Westmount, Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 285, chemin Garden, Terrebonne Heights, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Beauharnois Holding Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 5610-64

Beauvais & Lusignan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 190, avenue Putney, St-Lambert, Kay Krompiec, secrétaire, et Céline Trudeau, secrétaire, ces deux dernières filles majeures, de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Rendre des services et faire des études et recherches dans le domaine de la construction, sous le nom de « Beauvais & Lusignan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Louis-Octave Crémazie, suite 1222, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 281-65

Bellevue construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Joly, entrepreneur, Patricia Barnett, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Joly, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 196, St-Jean-Baptiste, Ste-Geneviève, et Kathleen Helena Redehalgh, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Brock Fuger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 126, Chestview, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bellevue construction inc. », avec un capital total de \$25,000,

Beauharnois Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, 36 Roxboro Avenue, Westmount, Carol Partridge, secretary, fille majeure in the full enjoyment of all her rights, 285 Garden Road, Terrebonne Heights, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Beauharnois Holding Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 8,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 5610-64

Beauvais & Lusignan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, 190 Putney Ave., St-Lambert, Kay Krompiec, secretary, and Céline Trudeau, secretary, the latter two filles majeures, of 1155 Dorchester Blvd., West Montreal, for the following purposes:

To render service and to carry on studies and research in the field of construction, under the name of "Beauvais & Lusignan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company will be at 50 Place Louis-Octave Crémazie, suite 1222, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 281-65

Bellevue construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Joly, contractor, Patricia Barnett, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Joly, and duly authorized by him for these presents, both of 196 St-Jean-Baptiste, Ste-Geneviève, and Kathleen Helena Redehalgh, housewife, wife contractually separate as to property of Brock Fuger, and duly authorized by him for these presents, 126 Chestview, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Bellevue construction inc.", with a total capital stock of

divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5921-64

BeTex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Guy Lebrun, 13, rue Pépin, Bertrand Lamothe, 805, rue Monseigneur-Roy, tous deux avocats, et Denise Corbin, secrétaire, fille majeure, 239, chemin du Passage, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « BeTex inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

151-65

Bilodeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Perreault, 4353, Girouard, Montréal, Rémi Geoffrion, 227, Langlois, Varennes, et Guy Roy, 545, Lallemand, St-Jean, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs et libraires, sous le nom de « Bilodeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

204-65

Blanchard Industries Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Blanchard, manufacturier, Marguerite Morin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Blanchard, tous deux de 243, rue Quintal, Daniel Blanchard, manufacturier, et Marie-Blanche Brisebois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Daniel Blanchard, ces deux derniers de 337, rue Bazin, tous quatre de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom

\$25,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5921-64

BeTex inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lebrun, 13 Pépin St., Bertrand Lamothe, 805 Monseigneur-Roy, both advocates, and Denise Corbin, secretary, fille majeure, 239 chemin du Passage, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on a business dealing in cement and its by-products, under the name of "BeTex inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

151-65

Bilodeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard, Montreal, Rémi Geoffrion, 227 Langlois, Varennes, and Guy Roy, 545 Lallemand, St-John's, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors and stationers, under the name of "Bilodeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

204-65

Blanchard Industries Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Blanchard, manufacturier, Marguerite Morin, housekeeper, wife separate as to property of the said Roger Blanchard, both of 243 Quintal St., Daniel Blanchard, manufacturier, and Marie-Blanche Brisebois, housekeeper, wife separate as to property of the said Daniel Blanchard, the latter two of 337 Bazin St., all four of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business dealing in plumbing, heating and refrigeration, under the name of

de « Blanchard Industries Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7779, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

156-65

Bock et frère limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Stanley Herbert Hartt, étudiant en droit, 5526, avenue Ashdale, Côte-St-Luc, Marjorie Maud Cornell, 1555, avenue Summerhill, Montréal, et Delphine Alma Matthew, 3420, avenue Hingston, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Bock et frère limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

83-65

Gilles Boisvert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gilles Boisvert, vendeur de meubles, 293 King, ouest, Sherbrooke, Jean-Marcel Bernier, 741, 81e avenue, Chomedey, et Jean-Guy Vaugeois, 3105, St-Zotique, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Gilles Boisvert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 303, rue King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

93-65

Maurice Bonenfant & cie Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Maurice Bonenfant, entrepreneur-électricien, Simone Bonenfant, teneur de livres, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Bonenfant, tous deux de 128, rue Villeneuve, ouest, et Bernard Robert, comptable, 507, Place d'Armes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

«Blanchard Industries Co. Inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7779 Casgrain St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

156-65

Bock et frère limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Herbert Hartt, student-at-law, 5526 Ashdale Avenue, Côte-St-Luc, Marjorie Maud Cornell, 1555 Summerhill Avenue, Montreal, and Delphine Alma Matthew, 3420 Hingston Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Bock et frère limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

83-65

Gilles Boisvert inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Boisvert, furniture salesman, 293 King West, Sherbrooke, Jean-Marcel Bernier, 741 81st Ave., Chomedey, and Jean-Guy Vaugeois, 3105 St-Zotique, Montreal, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all electrical merchandise, under the name of "Gilles Boisvert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 303 King St. West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

93-65

Maurice Bonenfant & cie Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Bonenfant, electrical contractor, Simone Bonenfant, bookkeeper, wife contractually separate as to property of the said Maurice Bonenfant, both of 128 Villeneuve street, west, and Bernard Robert, accountant, 507 Place d'Armes, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, sous le nom de « Maurice Bonenfant & cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

318-65

To carry on business as electrical contractors, under the name of "Maurice Bonenfant & cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

318-65

T. M. Briggs Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluxe, Thomas H. Briggs, entrepreneur plombier, 5501, Randall, tous deux de Côte-St-Luc, et Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue North, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « T. M. Briggs Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

27-65

T. M. Briggs Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluxe, Thomas H. Briggs, plumbing contractor, 5501 Randall, both of Côte-St-Luc, and Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "T. M. Briggs Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0

27-65

Brubec Ltd. Brubec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Ernest William Mockridge, gérant, 512, rue Leroyer, St-Lambert, et Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Brubec Ltd.—Brubec ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

95-65

Brubec Ltd. Brubec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, 512 Leroyer Street, St-Lambert, and Theodore William Martinson, clerk, 4217 Western Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Brubec Ltd.—Brubec ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 390 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0

95-65

Buffet Jacquot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Yolande Lussier, gérante, route rurale, St-Damase, Jacques Bélisle, gérant, et

Buffet Jacquot inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yolande Lussier, manager, Rural Route, St-Damasc, Jacques Bélisle, manager, and Pierrette Bélisle,

Pierrette Bélisle, maîtresse de maison, épouse séparée de biens dudit Jacques Bélisle, ces deux derniers de 199, rue St-Étienne, St-Damase, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Jacquot inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Damase, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

290-65

Albéric Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Albéric Caron, commerçant, 835, de Bienville, Robert Caron, vendeur, 835, Bougainville, et Roger Couture, vendeur, 1899, boulevard Benoit XV, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de tabac et de ses produits, sous le nom de « Albéric Caron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

386-65

Carrière St-Edwidge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul Bourque, commerçant, St-Alphonse-de-Rodriguez, comté de Joliette, Raynald Fréchette, avocat, et Maurice Allard, avocat, ces deux derniers de 138, Wellington, nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de la pierre, sous le nom de « Carrière St-Edwidge inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Edwidge-de-Clifton, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

316-65

Centre d'accueil Désy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Ro-

housewife, wife separate as to property of the said Jacques Bélisle, the two latter of 199 St-Étienne St., St-Damase, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Buffet Jacquot inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Damase, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

290-65

Albéric Caron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albéric Caron, trader, 835 de Bienville, Robert Caron, salesman, 835 Bougainville, and Roger Couture, salesman, 1899 Benoit XV Blvd., all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in tobacco and its products, under the name of "Albéric Caron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 190 Ste-Foy Road, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

386-65

Carrière St-Edwidge inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Paul Bourque, trader, St-Alphonse-de-Rodriguez, county of Joliette, Raynald Fréchette, advocate, and Maurice Allard, advocate, the two latter of 138 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

The industry and business dealing in stone, under the name of "Carrière St-Edwidge inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Edwidge-de-Clifton, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

316-65

Centre d'accueil Désy inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond

berge, marchand, St-Gabriel de Brandon, Ernest Champagne, rentier, St-Gabriel-de-Brandon, Raymond Trudeau, gérant, St-Gabriel-de-Brandon, Frank Turcot, gérant, St-Charles-de-Mandeville, Roch Meunier, échevin, St-Gabriel-de-Brandon, Germain Frappier, maire, St-Damien-de-Brandon, Joseph-Hormidas Sarrazin, maire, St-Gabriel-de-Brandon, Dr Laurier Boutet, médecin, St-Gabriel-de-Brandon, Gérard Piette, marchand, St-Gabriel-de-Brandon, Julien Desrochers, marchand, St-Gabriel-de-Brandon, Jean Ranger, commis, St-Damien-de-Brandon, Jérôme Gingras, notaire, St-Gabriel-de-Brandon, et Conrad Morin, vendeur, St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre d'accueil pour personnes âgées, sous le nom de « Centre d'accueil Dézy inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5614-64

Charlevoix automobiles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Bouchard, garagiste, Thérèse Gilbert, marchande, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Bouchard, et Marcel Bouchard, inspecteur forestier, tous trois de St-Urbain, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Charlevoix automobiles Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-St-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

277-65

Le Châtelet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, c.r., 134, Finchley, tous deux avocats, de Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, avenue Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un motel, hôtel et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Le Châtelet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Château-Richer, district judiciaire de Québec.

Roberge, marchand, St-Gabriel de Brandon, Ernest Champagne, annuitant, St-Gabriel-de-Brandon, Raymond Trudeau, manager, St-Gabriel-de-Brandon, Frank Turcot, manager, St-Charles-de-Mandeville, Roch Meunier, alderman, St-Gabriel-de-Brandon, Germain Frappier, mayor, St-Damien-de-Brandon, Joseph-Hormidas Sarrazin, mayor, St-Gabriel-de-Brandon, Dr. Laurier Boutet, physician, St-Gabriel de Brandon, Gérard Piette, marchand, St-Gabriel de Brandon, Julien Desrochers, marchand, St-Gabriel de Brandon, Jean Ranger, clerk, St-Damien de Brandon, Jérôme Gingras, notary, St-Gabriel de Brandon, and Conrad Morin, salesman, St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To establish and direct an old people's home, under the name of "Centre d'accueil Dézy inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5614-64

Charlevoix automobiles Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Bouchard, garageman, Thérèse Gilbert, merchant, wife separate as to property of the said Jean-Paul Bouchard, and Marcel Bouchard, forestry inspector, all three of St-Urbain, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles and to operate as garagemen, under the name of "Charlevoix automobiles Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie-St-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

277-65

Le Châtelet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, q.c., 134 Finchley, both advocates, of Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a motel, hotel and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Le Châtelet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Château-Richer, judicial district of Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 103-64

Chez Doreene Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Chomedey, Ann E. Clark, 3455, Durocher, et Leonora Shap, 403, boulevard St-Joseph, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, articles, habillements et fournitures, sous le nom de « Chez Doreene Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6615, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 133-65

**Cinquante Artistes incorporée
Fifty Artists Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Dorothy Ménard, réceptionniste, 1225, St-Marc, app. 802, Montréal, Roger Bertrand, artiste-portraitiste, 187, rue Sherbrooke, est, Montréal, et Lucette Aschwanden, agent d'immeubles, épouse judiciairement séparée de biens de Guy Labrosse, 2650, rue de la Picardière, Duvernay, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'objets d'art et d'artisanat, sous le nom de « Cinquante Artistes incorporée — Fifty Artists Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 5938-64

Club Es-Ski-Mo Jonquière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Lauréa Bergeron, mécanicien, 64, des Érables, Jonquière, Théophaue Gagnon, technicien, 179, Ste-Gertrude, Jonquière, et Valérien Rasmussen, gérant, 132, Ste-Famille, Kénogami, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 103-65

Chez Doreene Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald G. Freed, lawyer, 1396 Carol Crescent, Chomedey, Ann E. Clark, 3455 Durocher, and Lenora Shap, 403 St-Joseph Boulevard, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of garments, apparel, clothing and furnishings, under the name of "Chez Doreene Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6615 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 133-65

**Cinquante Artistes incorporée
Fifty Artists Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dorothy Ménard, receptionist, 1225 St-Marc, Apt. 802, Montreal, Roger Bertrand, portrait-artist, 187 Sherbrooke East St., Montreal, and Lucette Aschwanden, real estate agent, wife judicially separate as to property of Guy Labrosse, 2650 de la Picardière St., Duvernay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in objects d'Arts and crafts, under the name of "Cinquante Artistes incorporée — Fifty Artists Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,000 preferred category "A" of \$10 each and into 2,000 preferred category "B" of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 5938-64

Club Es-Ski-Mo Jonquière inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lauréa Bergeron, mechanic, 64 des Érables, Jonquière, Théophaue Gagnon, technician, 179 Ste-Gertrude, Jonquière, and Valérien Rasmussen, manager, 132 Ste-Famille, Kénogami, for the following purposes:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club Es-Ski-Mo Jonquière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

217-65

Club nautique du Saguenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Gravel, instituteur, 307, rue Angers, Jean-Yves Gagnon, mécanicien de machines fixes, 756, rue St-Hubert, tous deux de Jonquière, et Laurier Létourneau, plombier, 57, rue St-Roch, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Stimuler l'intérêt de tous les citoyens pour les sports et les activités nautiques en général, sous le nom de « Club nautique du Saguenay inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

148-05

Commodités provinciales Illimitées inc. Unlimited Provincial Commodities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, Bertrand Bernier, avocat, 1275, de Castelnau, et Diane Le Menn, secrétaire, fille majeure, 7192, des Érables, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs magasins à rayons, sous le nom de « Commodités provinciales Illimitées inc.—Unlimited Provincial Commodities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5871-64

La Compagnie électrique Pioneer de Québec inc.

Pioneer Electric of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, John

To form and direct a sports club, under the name of "Club Es-Ski-Mo Jonquière inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

217-65

Club nautique du Saguenay inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Gravel, teacher, 307 Angers St., Jean-Yves Gagnon, mechanic, for stationary machines, 756 St-Hubert St., both of Jonquière, and Laurier Létourneau, plumber, 57 St-Roch St., Chicoutimi-North, for the following purposes:

To stimulate the interest of all citizens for the nautical sports and activities generally, under the name of "Club nautique du Saguenay inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

148-05

Commodités provinciales Illimitées inc. Unlimited Provincial Commodities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard, Bertrand Bernier, advocate, 1275 de Castelnau, and Diane Le Menn, secretary, fille majeure, 7192 des Érables, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate one or several department stores, under the name of "Commodités provinciales Illimitées inc.—Unlimited Provincial Commodities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5871-64

La Compagnie électrique Pioneer de Québec inc.

Pioneer Electric of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Henry Ernest Colby, John Arthur Alexander

Arthur Alexander Swift, Walter Creighton Leggat, Michael Edgar Rioux, Thomas Ross Anthony Malcolm, Paul Michael Demers, tous les six avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous les sept de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'électriciens et vendre des appareils et accessoires électriques, sous le nom de « La Compagnie électrique Pioneer de Québec inc.—Pioneer Electric of Québec Inc. », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

276-65

**Confections Laurette inc.
Laurette Sportswear Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lucien Joly, industriel, Lucien Brault, marchand, Robert Geoffroy, entrepreneur, Roger Bilodeau, gérant, tous quatre de St-Jean-de-Matha, et Aline St-Georges, contremaitresse, fille majeure, St-Zénon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Confections Laurette inc.—Laurette Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean-de-Matha, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

272-65

Conseil des arts de Joliette

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Lindsay, c.s.v. professeur, Séminaire de Joliette, Joliette, Marcel Masse, professeur, 9, rue Gauthier, St-Paul, comté de Joliette, et René Charette, directeur général de la S.S.J.B. du diocèse de Joliette, 549, rue Ste-Angélique, nord, Joliette, pour les objets suivants:

Promouvoir les arts et la culture dans le milieu joliettain, sous le nom de « Conseil des arts de Joliette ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

206-65

Swift, Walter Creighton Leggat, Michael Edgar Rioux, Thomas Ross Anthony Malcolm, Paul Michael Demers, all six advocates, and Galen Lee Prime, manager, all seven of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians and to deal in electric appliances and accessories, under the name of "La Compagnie électrique Pioneer de Québec inc.—Pioneer Electric of Québec Inc.", with a capital stock divided into 8,000 shares having no par value.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

276-65

**Confections Laurette inc.
Laurette Sportswear Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Lucien Joly, industrialist, Lucien Brault, merchant, Robert Geoffroy, contractor, Roger Bibeau, manager, all four of St-Jean-de-Matha, and Aline St-Georges, forelady, fille majeure, St-Zénon, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Confections Laurette inc.—Laurette Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jean-de-Matha, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

272-65

Conseil des arts de Joliette

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Lindsay, c.s.v. professor, Joliette Seminary, Joliette, Marcel Masse, professor, 9 Gauthier St., St-Paul, county of Joliette, and René Charette, general director of the S.S.J.B. of the diocese of Joliette, 549 Ste-Angélique St., North Joliette, for the following purposes:

To promote arts and culture in the Joliette area, under the name of "Conseil des arts de Joliette".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

206-65

Coram Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno J. Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, James Galileo, 6959, rue Stuart, tous trois de Montréal, et Albert Malouf, c.r., 110 Marlboro Drive, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Coram Construction Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7947, rue De Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

284-65

Lucien Corbeil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lucien Corbeil, gérant de brasserie, 410, rue Cockburn, Yvon Lozeau, gérant de caisse, 93, rue Rajotte, tous deux de Drummondville, et Yvonne Champagne, secrétaire, fille majeure, St-Cyrille-de-Wendover, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents licenciés pour la vente et la distribution de la bière, du porter et des boissons alcooliques, sous le nom de « Lucien Corbeil inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 9,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 410, rue Cockburn, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

190-65

Corporation de loisirs
de St-Joseph-de-la-Rive

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Tremblay, hôtelier, Michel Tremblay, gérant de caisse populaire, Raymond Tremblay, boulanger, Jean-Marc Tremblay, négociant en gros, Roger Desgagnés, capitaine, Jean-Baptiste Normand, capitaine, Albert Tremblay, exploitant d'un service de taxi, Claude Desgagnés, navigateur, Gérard Desgagnés, capitaine, et Yvonne Cimon, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Desgagnés, tous dix de St-Joseph-de-la-Rive, pour les objets suivants:

Coram Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno J. Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, James Galileo, 6959 Stuart Street, all three of Montreal, and Albert Malouf, c.c., 110 Marlboro Drive, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Coram Construction Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7947 De Lorimier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0

284-65

Lucien Corbeil inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Corbeil, brewery manager, 410 Cockburn street, Yvon Lozeau, "caisse" manager, 93 Rajotte street both of Drummondville, and Yvonne Champagne, secretary, spinster of the full age of majority, St-Cyrille-de-Wendover, for the following purposes:

To carry on business as licensed agents for the sale and distribution of beer, porter and alcoholic beverages, under the name of "Lucien Corbeil inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each, 9,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 500 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 410 Cockburn street, Drummondville, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

190-65

Corporation de loisirs
de St-Joseph-de-la-Rive

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Tremblay, hotel-keeper, Michel Tremblay, "caisse populaire" manager, Raymond Tremblay, baker, Jean-Marc Tremblay, wholesale dealer, Roger Desgagnés, captain, Jean-Baptiste Normand, captain, Albert Tremblay, taxi service operator, Claude Desgagnés, navigator, Gérard Desgagnés, captain, and Yvonne Cimon, housewife, wife common as to property of the said Gérard Desgagnés, all ten of St-Joseph-de-la-Rive, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Corporation de loisirs de St-Joseph-de-la-Rive ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Joseph-de-la-Rive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 149-65

Créations Darnel Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Sabourin, commis, Aline Primeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Sabourin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 7830, Curé-Clermont, Anjou, Guy Martin, bijoutier, et Denise Lahaie, opératrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Martin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 8868, boulevard Lajeunesse e, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Créations Darnel Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 4819-64

**Crossroads Association Inc.
Association Carrefour inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond H. Bertrand, courtier d'assurance, 4221, avenue Wilson, Montréal, Roger Ouimet, juge de la cour supérieure, 464, avenue Elm, Westmount, Paul-Marcel Gélinas administrateur, 592, rue Davaar, Outremont, et Gabrielle Einsle administrateur, célibataire, 6020, avenue Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Établir dans la province de Québec, des foyers pour les étudiants des autres pays, sous le nom de « Crossroads Association Inc.— Association Carrefour Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 5419-64

The organization of recreational centers, under the name of "Corporation de loisirs de St-Joseph-de-la-Rive".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at St-Joseph-de-la-Rive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 149-65

Créations Darnel Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Sabourin, clerk, Aline Primeau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Sabourin, and duly authorized by him for these presents, both of 7830 Curé-Clermont, Anjou, Guy Martin, jeweller, and Denise Lahaie, operator, wife contractually separate as to property of the said Guy Martin, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 8868 Lajeunesse Blvd, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch-makers and in other similar trades, under the name of "Créations Darnel Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 4819-64

**Crossroads Association Inc.
Association Carrefour inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond H. Bertrand, insurance broker, 4221 Wilson Avenue, Montreal, Roger Ouimet, judge of the superior Court, 464 Elm Avenue, Westmount, Paul-Marcel Gélinas, administrator, 592 Davaar Street, Outremont, and Gabrielle Einsle, administrator, spinster, 6020 Wilderton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish in the Province of Quebec homes for students from other countries, under the name of "Crossroads Association Inc.— Association Carrefour inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and possess, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 5419-64

Crystal Stores Limited
Magasins Crystal limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1964, constituant en corporation: George Assaly, marchand, Leona Assaly, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit George Assaly, tous deux de 395, avenue Revere, Mont Royal, et Edmund David, vendeur, 7030, rue Garnier, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et exercer, au détail, un commerce de magasins à rayons d'articles variées, sous le nom de « Crystal Stores Limited — Magasins Crystal limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 340 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

2-65

D. Carpet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, avocat, 847, avenue Dunlop, Outremont, Antoine Paré, avocat, 358, avenue Olivier, Westmount, et Évariste Lavoie, comptable, 6991, Briand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de couvre-parquets, sous le nom de « D. Carpet Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

296-65

DeLong Real Estate Inc.
Immeuble DeLong inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jacques Lanctot, courtier en immeubles, 49, DeLong Drive, Ottawa, province d'Ontario, François Groulx, notaire, chemin Castelbeault, Hull-Sud, et Jacques Laframboise, notaire, rue Eddy, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « DeLong Real Estate Inc. — Immeuble DeLong inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5038-64

Crystal Stores Limited
Magasins Crystal limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Assaly, merchant, Leona Assaly, housewife, wife contractually separate as to property of the said George Assaly, both of 395 Revere Avenue, Mount Royal, and Edmund David, salesman, 7030 Garnier Street, Montreal, for the following purposes:

To operate and carry on a business of retail variety and department stores, under the name of "Crystal Stores Limited — Magasins Crystal limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$10 each, 340 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each and 2,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

2-65

D. Carpet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Barbeau, advocate, 847 Dunlop Ave., Outremont, advocate, 358 Olivier Ave., Westmount, and Évariste Lavoie, accountant, 6991 Briand, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in floor coverings, under the name of "D. Carpet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

296-65

DeLong Real Estate Inc.
Immeuble DeLong inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lanctot, real estate broker, 49 DeLong Drive, Ottawa, Province of Ontario, François Groulx, notary, chemin Castelbeault, Hull-South, and Jacques Laframboise, notary, Eddy St., Hull, for the following purposes:

To carry on a business as a real estate, construction and investment company, under the name of "DeLong Real Estate Inc. — Immeuble DeLong inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5038-64

Luc Dion automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Luc Dion, commerçant, Claudette Nadeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Luc Dion, tous deux de 91, rue Dorval, et J.-Gérard Couture, comptable agréé, 45, Trans-Canada, ouest, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Luc Dion automobiles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 219-65

Luc Dion automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Dion, trader, Claudette Nadeau, housewife, wife separate as to property of the said Luc Dion, both of 91 Dorval St., and J.-Gérard Couture, chartered accountant, 45 Trans-Canada West, all three of Lévis, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garage-men, under the name of "Luc Dion automobiles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 219-65

Dollard TV Sales & Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, rue Fulton, Montréal, Harry Blank, avocat, 4625, avenue Miller, Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 6427, MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et de machinerie électriques, sous le nom de « Dollard TV Sales & Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 29-65

Dollard TV Sales & Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton street, Montreal, Harry Blank, advocate, 4625 Miller Avenue, Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald, Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus and machinery, under the name of "Dollard TV Sales & Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 29-65

**Édifice Amiens inc.
Amiens Building Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, et James Galileo, 6959, rue Stuart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Édifice Amiens inc.—Amiens Building Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4904, rue Amiens, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 81-65

**Édifice Amiens inc.
Amiens Building Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, and James Galileo, 6959 Stuart street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Édifice Amiens inc.—Amiens Building Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4904 Amiens street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 81-65

Elsee Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcelle St-Jean, 100, Marien Est, Sarah Miller, 5394, place Grovehill, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Samuel David Rudenko, c.r., avocat, 3980, chemin Côte-des-Neiges, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Elsee Investments Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

184-65

Encans agricoles Léo Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Georges-Henri Durocher, secrétaire, 147, rue St-Eustache, Guy Bélisle, notaire, 47, Grande-Côte, et Denise Poirier, secrétaire, 218, rue Dorion, tous trois de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire tous genres d'encans agricoles, sous le nom de « Encans agricoles Léo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

307-65

Les Entreprises Berthelet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gustave Monette fils, avocat, 815, Dunlop, Outremont, Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, Montréal, Pauline Gallant, 500, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Isabelle Lemay, 6640, St-Denis, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Les Entreprises Berthelet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

198-65

Elsee Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcelle St-Jean, 100 Marien East, Sarah Miller, 5394 Grovehill Place, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Samuel David Rudenko, q.c., advocate, 3980 Côte-des-Neiges Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Elsee Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

184-65

Encans agricoles Léo Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Durocher, secretary, 147 St-Eustache St., Guy Bélisle, notary, 47 Grande-Côte, and Denise Poirier, secretary, 218 Dorion St., all three of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on all kinds of farm auctions, under the name of "Encans agricoles Léo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

307-65

Les Entreprises Berthelet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gustave Monette Jr., advocate, 815 Dunlop, Outremont, Gilles Filion, advocate, 11645 Guertin, Montreal, Pauline Gallant, 500 St-Joseph Blvd East, Montreal, and Isabelle Lemay, 6640 St-Denis, Montreal, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Les Entreprises Berthelet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

198-65

Les Entreprises B.M.C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Maurice Tremblay, ferblantier, 95, Guy, Jacq es-Cartier, Bernard Demers, plombier, 260, Emond, Jacq es-Cartier, et Claude Trudeau, comptable, 2326, Marie-Victorin, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers et ferblantiers, sous le nom de « Les Entreprises B.M.C. inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 4398-64

Les Entreprises de la Côte Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Sam Greenberg, ingénieur en construction, 901, Alexis-Nihon, St-Laurent, Saul Ettinger, constructeur, 5014, Ponsard, et Naomi Hughes Hallett, secrétaire, célibataire, fille majeure, 3375, Ridgewood, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Les Entreprises de la Côte Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, chemin Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 213-65

Les Entreprises Fortier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roland Fortier, mécanicien, Fernande Turcotte, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Fortier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 361, 7e rue, Thetford Mines, et Marc Savard, garagiste, 364, rue Carrette, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, instruments, produits servant à purifier l'air et l'eau, sous le nom de « Les Entreprises Fortier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 218-65

Les Entreprises B.M.C. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Tremblay, tinsmith, 95 Guy, Jacques-Cartier, Bernard Demers, plumber, 260 Emond, Jacques-Cartier, and Claude Trudeau, accountant, 2326 Marie-Victorin, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and tinsmiths, under the name of "Les Entreprises B.M.C. inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 4398-64

Les Entreprises de la Côte Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sam Greenberg, engineer-builder, 901 Alexis-Nihon, St-Laurent, Saul Ettinger, builder, 5014 Ponsard, and Naomi Hughes Hallett, secretary, spinster of the full age of majority, 3375 Ridgewood, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Les Entreprises de la Côte Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7 Ste-Catherine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 213-65

Les Entreprises Fortier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Fortier, mechanic, Fernande Turcotte, housewife, wife common as to property of the said Roland Fortier, and duly authorized by him for these presents, both of 361, 7th St., Thetford Mines, and Marc Savard, garageman, 364 Carrette St., Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of machines, instruments, products used to purify the air and water, under the name of "Les Entreprises Fortier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 218-65

Les Entreprises M. D. M. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Simone Marquis, secrétaire, veuve de feu Francis Dugas, 4048, Boyce, Montréal, Anne-Marie Hallé, 163, de l'Éspinay, et Monique Manzerolle, 525, 8^e rue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises M. D. M. Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

314-65

Les Entreprises René Léger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, Pauline Gallant, secrétaire, 500, boulevard St-Joseph, est, et Isabelle Lemay, secrétaire, 6640, St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Les Entreprises René Léger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

199-65

Les Entreprises Roger Pilon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 4 janvier 1965, autorisant la fusion des compagnies « Roger Pilon inc. », et « Les Entreprises Roger Pilon Itée », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date, respectivement, du 13 mai 1958 et du 15 mars 1957, dans le but d'exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, avec un capital total de \$100,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 8,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Les Entreprises Roger Pilon inc. ».

Le siège social de la nouvelle compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

65-65 — 1256/33

Les Entreprises M. D. M. Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Simone Marquis, secretary, widow of the late Francis Dugas, 4048 Boyce, Montreal, Anne-Marie Hallé, 163 de l'Éspinay, and Monique Manzerolle, 525, 8th St., the latter two secretaries, filles majeures in use of their rights, of Quebec, for the following purposes:

To carry on as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises M. D. M. Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

314-65

Les Entreprises René Léger inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Filion, advocate, 11645 Guertin, Pauline Gallant, secretary, 500 St-Joseph Blvd. East, and Isabelle Lemay, secretary, 6640 St-Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Les Entreprises René Léger inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

199-65

Les Entreprises Roger Pilon inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the January 4, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of the companies "Roger Pilon inc.", and "Les Entreprises Roger Pilon Itée", both incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated respectively from May 13, 1958 and March 15, 1957, for the purpose of operating a business as builders and general building contractors with a total capital stock of \$100,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 8,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The name of the new company is "Les Entreprises Roger Pilon inc."

The head office of the new company shall be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this February 1, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

65-65 — 1256/33

Les Entreprises St-Nicolas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Monique Manzerolle, 525, 8e rue, Micheline Roberge, 328, Marie-de-l'Incarnation, et Anne-Marie Hallé, 163, de l'Espinay, toutes trois secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises St-Nicolas inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 255-65

Équipement commercial Boutin inc.
Boutin Commercial Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Yvon Rouleau, vendeur, J.-François Giguère, vendeur, et Marc Duguay, notaire, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Équipement commercial Boutin inc.—Boutin Commercial Equipment inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 229-65

Eugo limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Thomas Stuart Gillespie, avocat, Guy Ambrose Miller, gérant de recouvrement, et Colin Richard Chisholm, commis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, moteurs, véhicules et outillage, sous le nom de « Eugo limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 173-65

Les Entreprises St-Nicolas inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monique Manzerolle, 525, 8th St., Micheline Roberge, 328 Marie-de-l'Incarnation, Anne-Marie Hallé, 163 de l'Espinay, all three secretaries, filles majeures in use of their rights, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises St-Nicolas inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and into 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 255-65

Équipement commercial Boutin inc.
Boutin Commercial Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Rouleau, salesman, J.-François Giguère, salesman, and Marc Duguay, notary, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Équipement commercial Boutin inc.—Boutin Commercial Equipment Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 229-65

Eugo limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas Stuart Gillespie, advocate, Guy Ambrose Miller, collection manager, and Colin Richard Chisholm, clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, engines, vehicles and equipment of all kinds, under the name of "Eugo limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 173-65

Federal Acceptance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, 36, avenue Roxboro, Westmount, et Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 3772 avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance, sous le nom de « Federal Acceptance Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

235-65

Fega Insurance Claims Inc.**Réclamations d'assurances Fega inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de réclamations, sous le nom de « Fega Insurance Claims Inc.—Réclamations d'assurances Fega inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1490, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

201-65

Filatext Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Bernard Robert Benson, avocat, 652, avenue Lansdowne, Westmount, Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5500, avenue Rosedale, app. 3, Côte-St-Luc, et June Sullivan Jones, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Manufacturer des tricots, textiles, fils et toutes sortes de produits du textile et en faire le commerce sous le nom de « Filatext Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Federal Acceptance Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, 36 Roxboro Avenue, Westmount, and Carol Partridge, secretary, fille majeure in the full enjoyment of all her rights, 3772 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Federal Acceptance Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

233-65

Fega Insurance Claims Inc.**Réclamations d'assurances Fega inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as claims agents, under the name of "Fega Insurance Claims Inc.—Réclamations d'assurances Fega inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1490 Fleury St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

201-65

Filatext Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne Avenue, Westmount, Martin Aaron Aster, law-student, 5500 Rosedale Avenue, apt. 3, Côte-St-Luc, and June Sullivan Jones, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To manufacture of and deal in knitwear, textiles, yarns and textile products of all kinds, under the name of "Filatext Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

70-65

Fine Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Sandro Pessina, administrateur, Giovanna Pessina, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sandro Pessina, tous deux de 6256, chemin Deacon, Montréal, et Jack Greenstein, avocat, 4830, avenue Fulton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Fine Fabrics Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 908, 400, rue Ontario, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

28-65

Four Fifty-One Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Menashe Broder, 4750, avenue Plamondon, C. Joshua Borenstein, 5891, avenue Decelles, tous deux avocats, Gloria Levine, secrétaire, épouse séparée de biens de Harry Freedman, 3270, avenue Ellendale, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Four Fifty-One Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

278-65

Foyer d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gaëtan Boily, notaire, 350, Bergeron, est, Louis-Henri Savard, courtier en immeubles, 242, Labrecque, Paul-Émile Harvey, courtier en assurances, 319, Bergeron, est, Léopold Naud, courtier, 151, Price, et Jean Bouchard, ajusteur d'assurance,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

70-65

Fine Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sandro Pessina, executive, Giovanna Pessina, housewife, wife separate as to property of the said Sandro Pessina, both of 6256 Deacon Road, Montreal, and Jack Greenstein, advocate, 4830 Fulton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Fine Fabrics Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at room 908, 400 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

28-65

Four Fifty-One Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Menashe Broder, 4750 Plamondon Avenue, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles Avenue, both advocates, Gloria Levine, secretary, wife separate as to property of Harry Freedman, 3270 Ellendale Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Four Fifty-One Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

278-65

Foyer d'Alma inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaëtan Boily, notary, 350 Bergeron East, Louis-Henri Savard, real estate broker, 242 Labrecque, Paul-Émile Harvey, insurance broker, 319 Bergeron East, Léopold Naud, broker, 151 Price, and Jean Bouchard, insurance adjuster, 596 du Pont East,

596, du Pont, est, tous cinq d'Alma, pour les objets suivants:

Établir et diriger un foyer pour vieillards, sous le nom de « Foyer d'Alma inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

5568-64

G. C. Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Denis Côté, Gérard Côté, manufacturiers, et Berthe Dion, ménagère, épouse dudit Gérard Côté, tous trois de 440, boulevard Lallamme, La Providence, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de tricots et de textiles, sous le nom de « G. C. Knitting Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$100 chacune, 40 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 940 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Providence, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

4860-64

Gestima inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Alfred Allen, André Legault, comptables, Guy R. Boudreau, Jean-Jacques Martel, courtiers d'assurances, Marc Duguay, notaire, Gérard Falardeau, ingénieur professionnel, Yvan Gobeil, entrepreneur, Claude Poissant, professeur, Dominique Mayer, gérant, Julien Allard, commerçant, Eugène Trudel, coordonnateur, et Raymond Audette, marchand, tous douze d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Gestima inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

5392-64

Gigi Knit Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin

all five of Alma, for the following purposes:

To establish and direct an old people's home, under the name of "Foyer d'Alma inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5568-64

G. C. Knitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Côté, Gérard Côté, manufacturers, and Berthe Dion, housewife, wife of the said Gérard Côté, all three of 440 Laflamme Blvd., La Providence, for the following purposes:

The industry and business dealing in knitwear and textiles, under the name of "G. C. Knitting Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20 common shares of \$100 each, 40 preferred class "A" shares of \$100 each and 940 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Providence, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

4860-64

Gestima inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Allen, André Legault, accountants, Guy R. Boudreau, Jean-Jacques Martel, insurance brokers, Marc Duguay, notary, Gérard Falardeau, professional engineer, Yvan Gobeil, contractor, Claude Poissant, professor, Dominique Mayer, manager, Julien Allard, trader, Eugène Trudel, co-ordinator, and Raymond Audette, merchant, all twelve of Amos, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestima inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5392-64

Gigi Knit Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, West-

Belvédère, Westmount, Earl H. Drymer, 5045, avenue Borden, Montréal, tous deux avocats, et Mary Adler, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, Elizabeth, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus tricotés, sous le nom de «Gigi Knit Mills Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 160-65

Gordon Clothing (1965) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, étudiant en droit, 5367, Westmore, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin côte-St-Luc, #15, Despina Zannis, 7471, avenue Stuart, #4, et Marcia Shetzen, 2705, avenue Kent, ces deux dernières secrétaires, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de «Gordon Clothing (1965) Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 26-65

Gouverneurs de l'hôpital Marie-Enfant

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Tasche-reau, ingénieur, 3488, Côte-des-Neiges, Montréal, Paul A. Embregts, assureur-vie, gérant, 7495, Mulberry, Pierre Normandin, courtier d'assurance, 58, Wicksteed, tous deux de Mont-Royal, Paul Vaillancourt, fils gérant, 66, Courcelet, et Hector Lamontagne, industriel, 60, Holyrood, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de «Gouverneurs de l'hôpital Marie-Enfant».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 5200, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 208-65

mount, Earl H. Drymer, 5045 Borden Avenue, Montreal, both advocates, and Mary Adler, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth, Chomedey, for the following purposes:

To deal in knitted fabrics, under the name of "Gigi Knit Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 160-65

Gordon Clothing (1965) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barry H. Shapiro, student-at-law, 5367 Westmore, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, #15, Despina Zannis, 7471 Stuart Avenue, #4, and Marcia Shetzen, 2705 Kent Avenue, the latter two secretaries, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Gordon Clothing (1965) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 26-65

Gouverneurs de l'hôpital Marie-Enfant

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Tasche-reau, engineer, 3488 Côte-des-Neiges, Montreal, Paul A. Embregts, life insurers, manager, 7495 Mulberry, Pierre Normandin, insurance broker, 58 Wicksteed, both of Mount-Royal, Paul Vaillancourt, son, manager, 66 Courcelet, and Hector Lamontagne, industrialist, 60 Holyrood, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To form an association to come to the assistance of the poor and needy, under the name of "Gouverneurs de l'Hôpital Marie-Enfant".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 5200 Bélanger St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 208-65

Granda, Leduc, Ruest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: John L. Granda, 2007, rue Raymond Simon Leduc, 1955, boulevard Tessier, tous deux agents d'assurances, de Chomedey, et Jean-Paul Ruest, courtier d'assurances, 6564, 10^e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Granda, Leduc, Ruest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6568, 10^e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

5813-64

Grenier & frères Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Laurent Grenier, gérant, Marie-Ange-Isabelle Grenier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Laurent Grenier, tous deux de 1995, Beaudet, St-Laurent, et Guy Grenier, vendeur, 659, boulevard Martineau, St-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Grenier & frères Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 959, 3^e avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

44-65

Hanna confection inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Joseph Hanna, commerçant, Amélia Nassif, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph Hanna, tous deux de 454, 6^e avenue, et Priscille Gauthier, secrétaire, fille majeure, 780, 7^e avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Hanna confection inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

46-65

Granda, Leduc, Ruest inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Granda, 2007 Raymond St., Simon Leduc, 1955 Tessier Blvd., both insurance agents, of Chomedey, and Jean-Paul Ruest, insurance broker, 6564, 10th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Granda, Leduc, Ruest inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6568, 10th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5813-64

Grenier & frères Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Grenier, manager, Marie-Ange Isabelle Grenier, housekeeper, wife separate as to property of the said Laurent Grenier, both of 1995 Beaudet, St-Laurent, and Guy Grenier, salesman, 659 Martineau B vd., St-David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all electrical merchandise, under the name of "Grenier & frères Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$500 each.

The head office of the company will be at 959, 3rd Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9675

44-65

Hanna confection inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Hanna, tradesman, Amélia Nessif, secretary, wife separate as to property of the said Joseph Hanna, both of 454, 6th Ave., and Priscille Gauthier, secretary, fille majeure, 780, 7th Ave., all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on a business and industry dealing in ladies wear under the name of "Hanna confection inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

46-65

Hannah & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Jauvin, administrateur, 2404, boulevard Pie IX, Montréal, Clarice Mendell, commerçante, épouse divorcée de Bill Usto, 1000, Marlboro, Mont-Royal, et Diane-Muriel Hawkins, commerçante, épouse judiciairement séparée de corps et de biens d'Alfred S. Pollock, 155, avenue Lockhart, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Hannah & Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 155, avenue Lockhart, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 25-65

Hannah & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Jauvin, administrator, 2404 Pie IX Blvd., Montreal, Clarice Mendell, merchant, divorced wife of Bill Usto, 1000 Marlboro, Mount-Royal, and Diane-Muriel Hawkins, merchant, wife judicially separate as to bed and board, of Alfred S. Pollock, 155 Lockhart Ave., Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Hannah & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 155 Lockhart Ave., Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 25-65

Les Impressions Piché & frère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Léopold Morin, voyageur, 1068, de Salaberry, Laurent Piché, imprimeur, 711, rue Racine, tous deux de Québec, et Eugène Piché, imprimeur, 24, avenue Bellevue, Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Impressions Piché & frère inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 274-65

Les Impressions Piché & frère inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Morin, traveller, 1068 de Salaberry, Laurent Piché, printer, 711 Racine, both of Quebec, and Eugène Piché, printer, 24 Bellevue Ave., Cap-Rouge, for the following purposes:

To operate as printers, editors, engravers, binders and other similar types of business, under the name of "Les Impressions Piché & frère inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 274-65

**Inel entrepreneurs électriciens inc.
Inel Electrical Contractors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Michel-A. Gagnon, 3769, avenue Grey, Paul Fortin, 1533, avenue McGregor, tous deux avocats, de Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Inel entrepreneurs électriciens inc.— Inel Electrical Contractors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

**Inel entrepreneurs électriciens inc.
Inel Electrical Contractors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel-A. Gagnon, 3769 Grey Avenue, Paul Fortin, 1533 McGregor Avenue, both advocates, of Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as contracting electricians and to carry on business dealing in electrical appliances and accessories, under the name of "Inel entrepreneurs électriciens inc.— Inel Electrical Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

222-65

Informo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul J. R. Durocher, industriel, Claudette Campeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul J. R. Durocher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 25, Place Montmorency, Guy Belliveau, imprimeur, 146, Breton, Roger Bussière, ingénieur conseil, 184, Giroux, tous quatre de Laval-des-Rapides, Dr Roger-E. Lapointe, docteur en psychologie, 134, avenue Taillandier, Boucherville, Claude Gendron, journaliste, 435, de Bernières, Duvernay, Laurence Paré, gérante d'affaires, fille majeure, 575, Glengarry, app. 116, Mont-Royal, et Gill Plasse, publiciste, 5694, 17^e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'information dans tous les domaines, sous le nom de « Informo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

235-65

International Dance Studio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Clive Victor Allen, 2444, Benny Crescent, #206, Montréal, Charles Edward Emery, 227, Elizabeth Circle, Rosemère, et Yves Lauzon, Como, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Enseigner et donner des cours dans l'art de la danse et les arts s'y rapportant, sous le nom de « International Dance Studio Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2035, rue Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

64-65

Investigations techniques de Québec, limitée

Quebec Technical Investigations, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: François-Xavier Lamontagne, entrepreneur, 10, Grande-Allée, ouest, Paul Rousseau,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

222-65

Informo inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul J. R. Durocher, industrialist, Claudette Campeau, housekeeper, wife separate as to property of the said Paul J. R. Durocher, and duly authorized by him for these presents, both of 25 Place Montmorency, Guy Belliveau, printer, 146 Breton, Roger Bussière, advisory engineer, 184 Giroux, all four of Laval-des-Rapides, Dr. Roger-E. Lapointe, doctor in psychology, 134 Taillandier Avenue, Boucherville, Claude Gendron, journalist, 435 de Bernières, Duvernay, Laurence Paré, business manager, fille majeure, 575 Glengarry, apt. 116, Mount-Royal, and Gill Plasse, publicist, 5694, 17th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business agents of information in all fields, under the name of "Informo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

235-65

International Dance Studio Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clive Victor Allen, 2444 Benny Crescent, #206, Montreal, Charles Edward Emery, 227 Elizabeth Circle, Rosemère, and Yves Lauzon, Como, all three advocates, for the following purposes:

To teach and to give instruction in the art and method of dancing and related arts, under the name of "International Dance Studio Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2035 Mansfield Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

64-65

Investigations techniques de Québec, limitée

Quebec Technical Investigations, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François-Xavier Lamontagne, contractor, 10 Grande-Allée, West, Paul Rousseau, architect, 1170

architecte, 1170, rue Salaberry, tous deux de Québec, et Joseph-Henri Coulombe, ingénieur professionnel, 2799, rue Ville-Marie, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire office de conseillers dans toutes les matières qui relèvent généralement des techniques commerciales, industrielles et scientifiques, sous le nom de « Investigations techniques de Québec, limitée — Quebec Technical Investigations, Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

220-65

J B entrepreneurs inc.

Avis ext donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Joly, entrepreneur, Patricia Barnett, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Joly, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 196, St-Jean-Baptiste, et Wildor Brunet, entrepreneur, 15085, boulevard Gouin, ouest, tous trois de Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « J B entrepreneurs inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5633-64

Kebec Marina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Hervé Fillion, agent, 1484, Notre-Dame, est, Lachine, Adrien-R. Langlois, gérant, 5445, rue St-Zotique, est, Montréal, et Jean-M. Bériault, industriel, 1, avenue des Lilas, Dorval, pour les objets suivants:

Ériger des « Marinas », abris pour bateaux, et tous les commerces s'y rapportant, sous le nom de « Kebec Marina Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

53-65

**Laiterie Gatineau Itée
Gatineau Dairy Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Salaberry St., both of Québec, and Joseph-Henri Coulombe, professional engineer, 2799 Ville-Marie St., Ste-Foy, for the following purposes:

To act as counsellors in all matters dealing generally in commercial, industrial and scientific technicalities, under the name of "Investigations techniques de Québec, limitée — Quebec Technical Investigations, Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

220-65

J B entrepreneurs inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Company Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating Jean-Guy Joly, contractor, Patricia Barnett, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Joly, and duly authorized by him for these presents, both of 196 St-Jean-Baptiste, and Wildor Brunet, contractor, 15085 Gouin boulevard, west, all three of Ste-Geneviève, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "J B entrepreneurs inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5633-64

Kebec Marina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Hervé Fillion, agent, 1484 Notre-Dame East, Lachine, Adrien-R. Langlois, manager, 5445 St-Zotique street east, Montreal, and Jean-M. Bériault, industrial, 1 des Lilas Avenue, Dorval, for the following purposes:

To erect marinas, boat houses and all connected businesses, under the name of "Kebec Marina Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

53-65

**Laiterie Gatineau Itée
Gatineau Dairy Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Charles U. Mongeon, gérant, 760, rue Ben, Ottawa, Jacques L'Heureux, comptable agréé, 290, chemin de Montréal, Eastview, tous deux de la province d'Ontario, et Alonzo Carrière, gérant, 503, Notre-Dame, Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laiterie Gatineau ltée — Gatineau Dairy Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 503, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5502-64

Laurentian Transit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: C.-Antoine Geoffrion, 23, Sunnyside, Westmount, Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Préville, Claude E. Leduc, 105, avenue Beverly, Mont Royal, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, Montréal, Jean Lefrançois, 191, avenue Maplewood, Outremont, et Pierre L. Lapointe, 3797, Vendôme, Montréal, tous les sept avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Laurentian Transit Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

177-65

Lecavalier Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Fugère, agent d'assurance, 4866, rue Edward, Pierrefonds, Gérald Fugère, commerçant, 12078, James Morrice, Montréal, et Jean-Paul Fugère, réalisateur, 11625, rue Guertin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et partie et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lecavalier Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 305, boulevard des Laurentides, St-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

153-65

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles E. Mongeon, manager, 760 Ben St., Ottawa, Jacques L'Heureux, chartered accountant, 290 Montreal Road, Eastview, both of the Province of Ontario, and Alonzo Carrière, manager, 503 Notre-Dame, Gatineau, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Laiterie Gatineau ltée — Gatineau Dairy Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 503 Notre-Dame St., Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5502-64

Laurentian Transit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: C.-Antoine Geoffrion, 26 Sunnyside, Westmount, Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, Préville, Claude E. Leduc, 105 Beverly Avenue, Mount Royal, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, Montreal, Jean Lefrançois, 191 Maplewood Avenue, Outremont, and Pierre L. Lapointe, 3797 Vendôme, Montreal, all seven advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Laurentian Transit Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 500,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

177-65

Lecavalier Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Fugère, insurance agent, 4866 Edward St., Pierrefonds, Gérald Fugère, tradesman, 12078, James Morrice, Montreal, and Jean-Paul Fugère, producer, 11625 Guertin St., Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing motor vehicles, their accessories and part and to carry on as garagemen, under the name of "Lecavalier Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 305 des Laurentides Blvd., St-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

153-65

Réal Leduc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1965, constituant en corporation: **Réal Leduc**, commerçant, **Amos**, **Donald Sigouin**, comptable, et **Claire-Hélène Duval**, secrétaire, fille majeure 1137, chemin Rouyn, ces deux derniers de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fermiers, sous le nom de « **Réal Leduc inc.** », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à **Amos**, district judiciaire d'**Abitibi**.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 117-65

Jean-Guy Legault assurances limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: **Joseph-Edmond-Donat Legault**, courtier en assurance, 7924, rue Lajeunesse, **Montréal**, **Jean-Guy Legault**, courtier en assurance, et **Paulette Leduc**, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit **Jean Guy Legault**, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 2190, rue Capitaine-Bernier, **Montréal**, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « **Jean Guy Legault assurances limitée** », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à **Montréal**, district judiciaire de **Montréal**.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 262-65

Lewin Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: **George Whelan**, 201, rue Sherbrooke, **Beaconsfield**, **Morton Bessner**, 1775, rue Boudrias, **St-Laurent**, **Paul Cohen**, 7920, chemin côte **St-Luc**, **Montréal**, et **Nathaniel Leonard Rappaport**, c.r., 3050, chemin **St-Sulpice**, **Montréal**, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de « **Lewin Electronics Ltd.** », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1095, avenue **Van Horne**, **Outremont**, district judiciaire de **Montréal**.

Réal Leduc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, incorporating: **Réal Leduc**, trader, **Amos**, **Donald Sigouin**, accountant, and **Claire-Hélène Duval**, secretary, fille majeure, 1137 Rouyn Road, the two latter of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as farmers, under the name of "Réal Leduc inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 6,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at **Amos**, judicial district of **Abitibi**.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 117-65

Jean-Guy Legault assurances limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, incorporating: **Joseph-Edmond-Donat Legault**, insurance broker, 7924 Lajeunesse St., **Montreal**, **Jean-Guy Legault**, insurance broker, and **Paulette Leduc**, housewife, wife contractually separate as to property of the said **Jean-Guy Legault**, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 2190 Capitaine-Bernier St., **Montreal**, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jean-Guy Legault assurances limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at **Montreal**, judicial district of **Montreal**.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 262-65

Lewin Electronics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, incorporating: **George Whelan**, 201 Sherbrooke Street, **Beaconsfield**, **Morton Bessner**, 1775 Boudrias Street, **St-Laurent**, **Paul Cohen**, 7920 Côte-St-Luc Road, **Montreal**, and **Nathaniel Leonard Rappaport**, q.c., 3050 St. Sulpice Road, **Montreal**, all four advocates, for the following purposes:

To deal in electronic and electrical apparatus, under the name of "Lewin Electronics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1095 Van Horne Avenue, **Outremont**, judicial district of **Montreal**.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 111-65

Librairie Au Passe-Temps inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul E. Addison, comptable agréé, 784, 37e avenue, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Librairie Au Passe-Temps inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6643, boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0 5254-64

Maison Natt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 4502, avenue Lacombe, Montréal, tous deux avocats, Georgette Lavoie, réceptionniste, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, et Phyllis Stern, secrétaire, 5739, Trans Island, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de tailleurs, sous le nom de « Maison Natt inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 3,300 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1681, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 78-65

Masson Mansions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: James Reha, 466, Lockhart, Raoul Blouin, 1560, Rockland, George Koury, 1755, Rockland, et Rudy Kozel, 4224, Powell, tous quatre constructeurs, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 111-65

Librairie Au Passe-Temps inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Addison, chartered accountant, 784, 37th Avenue, Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Avenue, and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Avenue, all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Librairie Au Passe-Temps inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 6643 Monk Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 5254-64

Maison Natt inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 4502 Lacombe Avenue, Montreal, both advocates, Georgette Lavoie, receptionist, 217 Georges-Vanier street, Pont-Viau, and Phyllis Stern, secretary, 5739 Trans Island, Montreal, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, under the name of "Maison Natt inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 60 common shares of \$100 each, 100 class "A" preferred shares of \$10 each and 3,300 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1681 Ste-Catherine street east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 78-65

Masson Mansions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Reha, 466 Lockhart, Raoul Blouin, 1560 Rockland, George Koury, 1755 Rockland, and Rudy Kozel, 4224 Powell, all four builders, of Mount Royal, for the following purposes:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Masson Mansions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 84-65

M. Meshwork Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Michael Meshwork, vendeur, Freda Miller, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michael Meshwork, tous deux de 5716, avenue Westluka, Côte-St-Luc, et Irving Meshwork, manufacturier, 5725, Côte-St-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets, sous le nom de « M. Meshwork Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5716, avenue Westluka, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 165-65

R. D. Minz Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Ralph D. Minz, marchand, Mme Ralph D. Minz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ralph D. Minz, tous deux de 4290, rue Braille, Montréal, et Alexander Cybulsky, marchand, 11335, Racette, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de marchands généraux, sous le nom de « R. D. Minz Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 417, rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 79-65

Monte Carlo Uniforms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, c.r., avocat, 4915, avenue Fulton, Montréal, Sonya Schneyer, secré-

To carry on the business of general contractors, under the name of "Masson Mansions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 84-65

M. Meshwork Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Meshwork, salesman, Freda Miller, housewife, wife separate as to property of the said Michael Meshwork, both of 5716 Westluka Avenue, Côte-St-Luc, and Irving Meshwork, manufacturer, 5725 Côte-St-Luc, Hampstead, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise, under the name of "M. Meshwork Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5716 Westluka Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 165-65

R. D. Minz Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ralph D. Minz, merchant, Mrs. Ralph D. Minz, housewife, wife separate as to property of the said Ralph D. Minz, both of 4290 Braille Street, Montreal, and Alexander Cybulsky, merchant, 11335 Racette, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "R. D. Minz Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 417 St. Peter Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0 79-65

Monte Carlo Uniforms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, q.c., advocate, 4915 Fulton Avenue, Montreal, Sonya Schneyer, secretary, fille ma-

taire, fille majeure, usant de ses droits, 1110, Sherbrooke, ouest, Montréal, et Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et en faire le commerce, sous le nom de « Monte Carlo Uniforms Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5490, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

109-65

Morgan textiles et coupons ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Michael Morganstein, manufacturier, 6300, rue Lennox, app. 1005, Myer Morganstein, marchand, 5873, avenue Decelles, Larry Morganstein, marchand, 5873, avenue Decelles, et Ann Clark, secrétaire, célibataire, 3455, Durocher, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Morgan textiles et coupons ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7498, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

80-65

M-Tronics Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Juan Antonio Monico, physicien, Judith Lyrel Hurst, infirmière licenciée, épouse contractuellement séparée de biens dudit Juan Antonio Monico, tous deux de 3445, Hutchison, Penthouse No 1, et Lionel J. Blanchay, étudiant en droit, 4946, avenue Grosvenor, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux, parties constituant dispositifs et appareils électriques, électroniques mécaniques et électro-mécaniques, sous le nom de « M-Tronics Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

130-65

jeune usant de ses droits, 1110 Sherbrooke West, Montreal, and Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Monte Carlo Uniforms inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5490 St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

109-65

Morgan textiles et coupons ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Morganstein, manufacturer, 6300 Lennox Street, Apt. 1005, Myer Morganstein, merchant, 5873 Decelles Avenue, Larry Morganstein, merchant, 5873 Decelles Avenue, and Ann Clark, secretary, spinster, 3455 Durocher, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Morgan textiles et coupons ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7498 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

80-65

M-Tronics Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Juan Antonio Monico, physicist, Judith Lyrel Hurst, registered nurse, wife contractually separate as to property of the said Juan Antonio Monico, both of 3445 Hutchison, Penthouse No. 1, and Lionel J. Blanchay, law-student, 4946 Grosvenor Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical, electronic, mechanical and electro-mechanical, materials, components, devices and systems, under the name of "M-Tronics Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

130-65

Mt. Vernon Industrial Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, Jack Greenstein, avocat, 4830, avenue Fulton, Montréal, Uriel M. Neumann, avocat, 5530, avenue Victoria, Montréal, et Mervyn N. Rosenstein, avocat, 4690, rue Bouchette, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Mt. Vernon Industrial Realities Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 345, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 138-65

Mt. Vernon Industrial Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry Nevard, advocate, 4377 Westmount Avenue, Westmount, Jack Greenstein, advocate, 4830 Fulton Avenue, Montreal, Uriel M. Neumann, advocate, 5530 Victoria Avenue, Montreal, and Mervyn N. Rosenstein, advocate, 4690 Bouchette street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Mt. Vernon Industrial Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 345 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 138-65

Napoli Meat Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 2090, Étienne-Brûlé, James Galileo, 6959, Stuart, tous trois de Montréal, et Albert Malouf, 1100, Marlboro, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'épicerie, sous le nom de « Napoli Meat Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6755, Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 104-65

Napoli Meat Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé, James Galileo, 6959 Stuart, all three of Montreal, and Albert Malouf, 1100 Marlboro, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in groceries, under the name of "Napoli Meat Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6755 Darlington, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 104-65

National Bricklaying Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, James Galileo, 6959, rue Stuart, tous trois de Montréal, et Albert Malouf, c.r., 1100, Marlboro Drive, Mont-Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « National Bricklaying Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7673, rue Shaugnassy, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

National Bricklaying Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, James Galileo, 6959 Stuart Street, all three of Montreal, and Albert Malouf, q.c., 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "National Bricklaying Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7673 Shaugnassy Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

283-65

**Nettoyeurs Simard inc.
Simard Cleaners Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul E. Addison, comptable agréé, 784, 37^e avenue, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41^e avenue, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12^e avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Nettoyeurs Simard inc.—Simard Cleaners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2714, St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

5288-64

North Shore Hockey League Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Ronald Tanguay, vendeur, 59, 9^e avenue, Bernard E. Blanchard, avocat, 105, 3^e avenue, Sud, tous deux de Roxboro, et William Stanford, maître plombier, 14835, rue Windsor, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Établir et entretenir un club de hockey, sous le nom de « North Shore Hockey League Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

313-65

**L'Oeuvre des terrains de jeux
de Sainte-Thérèse-de-Colombier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Tremblay, garagiste, Léo-Paul Tremblay, inspecteur de la colonisation, et Henri Gagnon, contremaitre, tous trois de Ste-Thérèse-de-Colombier, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

283-65

**Nettoyeurs Simard inc.
Simard Cleaners Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Addison, chartered accountant, 784, 37th Ave., Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Ave., and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Ave., all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and to repair clothing, fabrics, merchandise and house furnishings, under the name of "Nettoyeurs Simard inc.—Simard Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2714 St-Joseph, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5288-64

North Shore Hockey League Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Ronald Tanguay, salesman, 59, 9th Avenue, Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue, South, both of Roxboro, and William Stanford, master plumber, 14835 Windsor Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To establish and maintain a hockey club, under the name of "North Shore Hockey League Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

313-65

**L'Oeuvre des terrains de jeux
de Sainte-Thérèse-de-Colombier inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Tremblay, garageman, Léo-Paul Tremblay, inspector of Colonization and Henri Gagnon, foreman, all three of Ste-Thérèse-de-Colombier, for the following purposes:

Etablir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des terrains de jeux de Sainte-Thérèse-de-Colombier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Thérèse-de-Colombier, district judiciaire de Haute-riève.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5821-64

To establish and direct a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeux de Sainte-Thérèse-de-Colombier inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Thérèse-de-Colombier, judicial district of Haute-riève.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5821-64

Outillage agricole du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Joseph Jacob, agronome, 782, 20e rue, Nicole Jacob, secrétaire, fille majeure, 782, 20e rue, tous deux de Québec, et Guy Jacob, agronome, 2470, des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires et d'instruments aratoires, d'équipement et de machinerie industrielle, sous le nom de « Outillage agricole du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 195, 3e avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5365-64

Outillage agricole du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Jacob, agronomist, 782, 20th St. Nicole Jacob, secretary, fille majeure, 782, 20th St., both of Quebec, and Guy Jacob, agronomist, 2470 des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in farming accessories and implements and in industrial equipment and machinery, under the name of "Outillage agricole du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 195, 3rd Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5365-64

J. H. Paradis ajusteur & évaluateur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean H. Paradis, ajusteur, Annette Champagne, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean H. Paradis, et Guy Roy, avocat, tous trois de Maniwaki, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « J. H. Paradis ajusteur & évaluateur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

292-65

J. H. Paradis ajusteur & évaluateur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean H. Paradis, adjustor, Annette Champagne, house keeper, wife common as to property of the said Jean H. Paradis, and Guy Roy, advocate, all three of Maniwaki, for the following purposes:

To value, assessment and appraisal of all kinds of chattels, properties and enterprises, under the name of "J. H. Paradis ajusteur & évaluateur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and into 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

292-65

Patrician Plastic Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Samuel Godinsky, avocat et conseil en Loi de la reine, 731, avenue Upper Belmont, Westmount, Stephen Harper, avocat, 5501,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Godinsky, advocate and Queen's Counsel, 731 Upper Belmont Avenue, Westmount, Stephen Harper, advocate, 5501 Randall Avenue, Côte-

avenue Randall, Côte-St-Luc, et Aniceta O'Grady, secrétaire, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plastiques et produits d'iceux, sous le nom de « Patrician Plastic Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

131-65

Le Perron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 2090, Étienne-Brûlé, et James Galileo, 6959, Stuart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Le Perron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8945, 10e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

102-65

Pinedale Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5500, avenue Rosedale, app. 3, Côte-St-Luc, et June Sullivan, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Pinedale Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4875, rue Bourret, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

5711-64

Placements Unit, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en

St-Luc, and Aniceta O'Grady, secretary, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in plastics and plastic products, under the name of "Patrician Plastic Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

131-65

Le Perron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 2090, Étienne-Brûlé, and James Galileo, 6959 Stuart, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Le Perron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8945, 10th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

102-65

Pinedale Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Martin Aaron Aster, law-student, 5500 Rosedale Avenue, apt. 3, Côte-St-Luc, and June Sullivan, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Pinedale Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4875 Bourret street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

5711-64

Placements Unit, Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René

corporation: René Geoffrion, comptable, 2624, Letourneux, Montréal, Marcel Plante, journalier, 549, Théodore, Montréal, et Maurice Martel, c.r., avocat, 1301, St-Viateur, ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Unit, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 549, Théodore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

298-65

Primavera Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bertrand Dandonneau, manufacturier, 49, rue Champlain, Mont-Joli, Marcel Girardin, vendeur, 3205, Laurier, est Montréal, et Paul Massé, avocat, 152, Notre-Dame, est Montréal, pour les objets suivants: =

Faire le commerce de di tributrices automatique de tout genre, sous le nom de « Primavera Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

4731-64

**Provincial Uniform Ltd.
Provincial uniforme Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Robert Jodoin, vendeur, 1454, Ontario, est, Montréal, Roméo Delisle, commis, 9767, rue Durham, Montréal, et Jacques Kerouack, vendeur, 5552, rue Amos, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Provincial Uniform Ltd. — Provincial uniforme Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1129, rue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

270-65

Quebec Association of Independent Schools

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1964, constituant en

Geoffrion, accountant, 2624 Letourneux, Montreal, Marcel Plante, labourer, 549 Théodore, Montreal, and Maurice Martel, q.c., advocate, 1301 St-Viateur west, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Unit, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 549 Théodore, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

298-65

Primavera Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Dandonneau, manufacturer, 49 Champlain St., Mont-Joli, Marcel Girardin, salesman, 3205 Laurier East, Montreal, and Paul Massé, advocate, 152 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds automatic vending machine, under the name of "Primavera Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

4731-64

**Provincial Uniform Ltd.
Provincial uniforme Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Jodoin, salesman, 1454 Ontario, East, Montreal, Roméo Delisle, clerk, 9767 Durham St., Montreal, and Jacques Kerouack, salesman, 5552 Amos St., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, under the name of "Provincial Uniform Ltd. — Provincial uniforme Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1129 Mount-Royal, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

270-65

Quebec Association of Independent Schools

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a

corporation sans capital actions: Arthur Candib, directeur d'école, 4840, avenue St Kevin, Montréal, Kenneth Casey, principal, 7141, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, Edward Cartwright Caley, directeur d'école, Stanstead, Catherine Daley, principal, célibataire, 2975, chemin St-Louis, Québec, Katherine Johnston Lamont, directrice d'école, célibataire, 3555, avenue Atwater, Montréal, et Denys Stephen Penton, directeur d'école, 3834, avenue Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Encourager les intérêts des écoles qui deviendront membres de la corporation, sous le nom de « Quebec Association of Independent Schools ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

9675

5102-64

Ramada International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roland Durand, 1185, rue Quenneville, St-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850, place Decelles, Montréal, John R. Laffoley, 204, Kindersley, Mont Royal, Stephen R. Cuddihy, 320, boulevard Thompson, St-Laurent, tous quatre avocats, et Lina Majewski, secrétaire, célibataire, 2660, rue Lyall, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs et le diriger, sous le nom de « Ramada International Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1, place Ville Marie, chambre 3815, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

9675

188-65

Matthew Ram & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Matthew Ram, administrateur, 5292, chemin de la Reine Marie, Montréal, Moe Moss, administrateur, 5948, avenue Macdonald, Montréal, et Milton Katz, comptable agréé, 859, Devonshire, Chomedey, pour les objets suivants:

Organiser et diriger des projets de prélèvement de fonds aux fins d'organisations dans les domaines de la santé, du bien-être et de l'éducation, et élaborer des programmes à la disposition d'agences désireuses de créer de nouveaux services devant rencontrer les besoins de la communauté, sous le nom de « Matthew Ram & Associates

corporation without share capital: Arthur Candib, headmaster, 4840 St. Kevin Avenue, Montreal, Kenneth Casey, principal, 7141 Sherbrooke Street West, Montreal, Edward Cartwright Caley, headmaster, Stanstead, Catherine Daley, principal, spinster, 2975 St. Louis Road, Quebec, Katherine Johnston Lamont, headmistress, spinster, 3555 Atwater Avenue, Montreal, and Denys Stephen Penton, headmaster, 3834 Melrose Avenue, Montreal, for the following purposes:

To further the interests of the schools which shall become members of the Corporation, under the name of "Quebec Association of Independent Schools".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-6

5102-64

Ramada International Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Durand, 1185 Quenneville Street, St-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850 Decelles Place, Montreal, John R. Laffoley, 204 Kindersley, Mount Royal, Stephen R. Cuddihy, 320 Thompson Boulevard, St-Laurent, all four lawyers, and Lina Majewski, secretary, spinster, 2660 Lyall Street, Montreal for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Ramada International Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 800 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1 Place Ville Marie, suite 3815, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-6

188-65

Matthew Ram & Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Matthew Ram, administrator, 5292 Queen Mary Road, Montreal, Moe Moss, administrator, 5948 Macdonald Avenue, Montreal, and Milton Katz, chartered accountant, 859 Devonshire, Chomedey, for the following purposes:

To organize and conduct fund raising projects for organizations in the fields of health, welfare and education, and to organize programs for agencies desirous of creating new services to meet new community needs, under the name of "Matthew Ram & Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000

Inc. », avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 10-65

Repentigny automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gérard Barabé, marchand, 238, boulevard des Prairies, Conrad Barabé, mécanicien, 339, Quintal, tous deux de Laval-des-Rapides, et Charles Taupier, vendeur, 11876, des Enclaves, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Repentigny automobiles inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 600, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 195-65

Rocket Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Douglas English, constructeur de machines, 4975, chemin Ste-Catherine, Montréal, Stanley English, 5, rue York, Ajax, province d'Ontario, Armand English, R.R. 2, Claremont, province d'Ontario, ces deux derniers opérateurs de machines, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils à laver et à nettoyer, sous le nom de « Rocket Distributors Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 108-65

Ronsard construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Lauzon, avocat 1807, Jean-Talon, est, Montréal, Bernard Sornin, contre-maître, 5576, Perce-Neige, Montréal-Nord, et Giuseppe Di Batista, comptable, 3646, Dickens, St-Michel, pour les objets suivants:

common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 10-65

Repentigny automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Barabé, merchant, 238 des Prairies Boulevard, Conrad Barabé, mechanic, 339 Quintal, both of Laval-des-Rapides, and Charles Taupier, salesman, 11876 des Enclaves, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their parts and accessories and to carry on business as garagemen, under the name of "Repentigny automobiles inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 600 Notre-Dame street, Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 195-65

Rocket Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Douglas English, machine builder, 4975 Ste-Catherine Road, Montreal, Stanley English, 5 York Street, Ajax, Province of Ontario, Armand English, R.R. 2, Claremont, Province of Ontario, the latter two machine operators, for the following purposes:

To deal in washing and cleaning equipment, under the name of "Rocket Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 108-65

Ronsard construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lauzon, advocate, 1807 Jean-Talon East, Montréal, Bernard Sornin, foreman, 5576 Perce-Neige, Montreal-North, and Giuseppe Di Batista, accountant, 3646 Dickens, St-Michel, for following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ronsard construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 21, rue Perron, Ste-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

238-65

Wilfrid Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: J.-Wilfrid Roy, entrepreneur en construction, Agathe Jacques, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Wilfrid Roy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gisèle Duquette, secrétaire, fille majeure, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Wilfrid Roy inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5292-64

Saga Automotive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean Bougie, 1044, Pie X, Chomedey, Laurent Perron, 6355, Chambord, Roland Dagenais, 10785, St-Urbain, Lucien Lessard, 3241, Jarry, est, Adrien Desnoyers, 6445, 43^e avenue, Laurier Perreault, 6835, 2^e avenue, Léo Dupras, 7985, Foucher, Louis Henry, 5537, Bourbonnière, Sylvio Perreault, 4460, Christophe-Colomb, Joseph Cloutier, 6236, Iberville, Jean-Charles Fortin, 6635, 43^e avenue, tous dix de Montréal, Joseph Leroux, 358, Lafayette, Longueuil, et Oscar Pepin, 11617, Brunet, Montréal-Nord, tous treize industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Saga Automotive Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

240-65

To carry on a business dealing as builders and general buildings contractors under the name of "Ronsard construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 21 Perron, Ste-Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

238-65

Wilfrid Roy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Wilfrid Roy, building contractor, Agathe Jacques, housewife, wife common as to property of the said J.-Wilfrid Roy, and duly authorized by him for these presents, and Gisèle Duquette, secretary, fille majeure, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Wilfrid Roy inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

5292-64

Saga Automotive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Bougie, 1044 Pie X, Chomedey, Laurent Perron, 6355 Chambord, Roland Dagenais, 10785 St-Urbain, Lucien Lessard, 3241 Jarry East, Adrien Desnoyers, 6445, 43rd Ave., Laurier Perreault, 6835, 2nd Ave., Léo Dupras, 7985 Foucher, Louis Henry, 5537 Bourbonnière, Sylvio Perreault, 4460 Christophe-Colomb, Joseph Cloutier, 6236, Iberville, Jean-Charles Fortin, 6635, 43rd Ave, all ten of Montreal, Joseph Leroux, 358, Lafayette, Longueuil, and Oscar Pepin, 11617 Brunet, Montreal-North, all thirteen industrialists, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Saga Automotive Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of a nominal value of \$100 each and 750 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

240-65

Roger Saumure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Saumure, marchand, Rena Bigras, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Saumure, et Guy Roy, avocat, tous trois de Maniwaki, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Roger Saumure inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et en 700 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 5407-64

The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.
L'École de prothèses et orthèses de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: John James Francis Bancroft, administrateur, 6201, rue Sherbrooke, ouest, James Leo Curran, administrateur, 5142, avenue Clanranald, Dr Edward David Sherman, physicien, 4330, avenue Hampton, Dr Bertrand Primeau, physicien, 4470, avenue Lacombe, Camille Corriveau, conseiller, 9295, André-Grasset, Andrew Louis Lippay, ingénieur conseil, 2307, Hampton, Harry McLeod Hague, fonctionnaire retraité, 4477, avenue Montrose, tous les sept de Montréal, Dr Gustave Gingras, physicien, 290, avenue Morrison, Mont Royal, Dr Maurice Mongeau, physicien, 2330, Seneca, Mont Royal, Leo Dallain, administrateur, 950, Kennedy, St-Laurent, et Jeannette Hutchison, thérapeute professionnel, fille majeure, 1457, rue Rigaud, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Stimuler et aider tous travaux, recherches et intérêts se rattachant aux arts et sciences des prothèses et orthèses, sous le nom de « The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—L'École de prothèses et orthèses de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 5-65

Sept-Iles taxis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en

Roger Saumure inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Saumure, merchant, Rena Bigras, housewife, wife common as to property of the said Roger Saumure, and Guy Roy, advocate, all three of Maniwaki, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "Roger Saumure inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$50 each and 700 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 5407-64

The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.
L'École de prothèses et orthèses de Québec inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: John James Francis Bancroft, executive, 6201 Sherbrooke Street West, James Leo Curran, executive, 5142 Clanranald Avenue, Dr. Edward David Sherman, physician, 4330 Hampton Avenue, Dr. Bertrand Primeau, physician, 4470 Lacombe Avenue, Camille Corriveau, consultant, 9295 André-Grasset, Andrew Louis Lippay, consultant engineer, 2307 Hampton, Harry McLeod Hague, retired civil servant, 4477 Montrose Avenue, all seven of Montreal, Dr Gustave Gingras, physician, 290 Morrison Avenue, Mount Royal, Dr Maurice Mongeau physician, 2330 Seneca, Mount Royal, Leo Dallain, administrator, 950 Kennedy, St-Laurent, and Jeannette Hutchison, occupational therapist, fille majeure, 1457 Rigaud Street, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To promote and assist in all works, research and interests relating to the arts and sciences of prosthetics and orthotics, under the name of "The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—L'École de prothèses et orthèses de Québec inc."

The amount to which the immovable property which may owned or held by the corporation, is limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 5-65

Sept-Iles taxis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adéodat

corporation: Adéodat Beaulieu, 174, Lafontaine, Roméo Migneault, 275, Franquelin, Robert Labrie, 481, Dequen, et Jean-Claude Gendron, 21, chemin Romeril, tous quatre propriétaires de taxi, de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Sept-Iles taxis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 462, avenue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riève.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

286-65

Servit Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Vittorio Rifornati, 3457, rue Bélair, Sergio Zanardelli, 3459, rue Bélair, tous deux entrepreneurs, et Dora Zanardelli, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sergio Zanardelli, 3459, rue Bélair, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Servit Construction Limited », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

251-65

Sogelec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Pauline Gallant, 500, boulevard St-Joseph, est, Isabelle Lemay, 6640, St-Denis, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Sogelec inc. », avec un capital total de \$601,750, divisé en 750 actions ordinaires de \$1 chacune, 6,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

200-65

Stanley Safe & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Beaulieu, 174 Lafontaine, Roméo Migneault, 275 Franquelin, Robert Labrie, 481 Dequen, and Jean-Claude Gendron, 21 Romeril Road, all four taxi owners, of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business operating a taxi-stand, under the name of "Sept-Iles taxis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 462 Brochu Avenue, Sept-Iles, judicial district of Haute-riève.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

286-65

Servit Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Vittorio Rifornati, 3457 Belair street, Sergio Zanardelli, 3459 Belair street, both contractors, and Dora Zanardelli, housewife, wife separate as to property of the said Sergio Zanardelli, 3459 Belair street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Servit Construction Limited", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

251-65

Sogelec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pauline Gallant, 500, St-Joseph Blvd., East, Isabelle Lemay, 6640, St-Denis, both secretaries, filles majeures, and Gilles Filion, advocate, 11645, Guertin, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as a holding company, under the name of "Sogelec inc.", with a total capital stock of \$601,750, divided into 750 common shares of \$1 each, 6,000 preferred shares class "A" of \$100 each and into 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

200-65

Stanley Safe & Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Rhona Rothman, 7915, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, Joan E. Stephens, 500, 40e avenue Lachine, toutes deux secrétaires, filles majeures, Stephen Goldschleger, avocat, 1000, McGregor, Montréal, et Charlotte Roux, réceptionniste, fille majeure, 2285, St-Mathiew, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux et produits d'iceux, sous le nom de « Stanley Safe & Associates Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

304-65

Stark Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: David Litner, Leonard Simcoe, tous deux avocats, 423, rue Mayor, et Esther Mishkin, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 5208, avenue Ponsard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme agents et courtiers en immeubles, sous le nom de « Stark Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5784, Westluka, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

128-65

Studio A. B. A. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: J.-Marc Marceau, 1030, rue Belleville, Jacques C. Marceau, 4883, rue Gignac, tous deux ingénieurs professionnels, de St-Vincent-de-Paul, et Madeleine Marceau, ménagère, fille majeure, 5280, rue Bourbonnière, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et administrer une école privée pour l'enseignement du dessin de toutes sortes, sous le nom de « Studio A. B. A. inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

73-65

bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhona Rothman, 7915 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, Joan E. Stephens, 500, 40th Avenue, Lachine, both secretaries, spinsters of the full age of majority, Stephen Goldschleger, advocate, 1000 McGregor, Montreal, and Charlotte Roux, receptionist, spinster of the full age of majority, 2285, St. Mathiew, Montreal, for the following purposes:

To deal in metals and metal products, under the name of "Stanley Safe & Associates Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

304-65

Stark Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Litner, Leonard Simcoe, both advocates, of 423 Mayor Street, and Esther Mishkin, secretary, fille majeure usant de ses droits, 5208 Ponsard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and real estate brokers, under the name of "Stark Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 25,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5784 Westluka, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

128-65

Studio A. B. A. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Marc Marceau, 1030 Belleville St., Jacques C. Marceau, 4883 Gignac St., both professional engineers, of St-Vincent-de-Paul, and Madeleine Marceau, house-keeper, fille majeure, 5280 Bourbonnière St., Montreal, for the following purposes:

To establish and manage a private school for the teaching of all kinds of drawing, under the name of "Studio A. B. A. inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

73-65

Studio de santé — Place Crémazie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bernard Sivak, avocat, 7910, chemin côte St-Luc, Montréal, Paul G. Unterberg, avocat, 1700, rue McGregor, Montréal, Jean Patenaude, secrétaire, fille majeure, 2287, avenue Old Orchard, Montréal, et Hannah Goldenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter Waisberg, 4652, avenue Courtrai, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir des studios de culture physique, bains à la vapeur et « sauva », piscine, salle de gymnase et de massage, sous le nom de « Studio de santé — Place Crémazie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

129-65

**Superior Show-Card Inc.
Super-Affiche inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Jules Pelletier, 3880, rue Van Horne, Pierre Pelletier, 12223, avenue de Poutrincourt, tous deux dessinateurs, et Richard Gareau, avocat, 11771, avenue de Poutrincourt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et distributeurs d'avis, d'affiches, d'annonces, d'enseignes, de pancartes, de placards de toutes sortes et d'autres produits semblables, sous le nom de « Superior Show-Card Inc. — Super-Affiche inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera 1263, rue Mackay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5617-64

Henri Toupin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Henri Toupin, 323, 7e avenue, Maurice Bonami, 636, 6e rue, tous deux maîtres plombiers, et Léo-Paul Beaudoin, employé de bureau, 598, 5e avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, et en réfrigération, sous le nom de « Henri Toupin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Studio de santé — Place Crémazie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Sivak, advocate, 7910 Côte-St-Luc Road, Montreal, Paul G. U terberg, advocate, 1700 McGregor street, Montreal, Joan Patenaude, secretary, spinster of the age of majority, 2287 Old Orchard Avenue, Montreal, and Hannah Goldenberg, secretary, wife separate as to property of Peter Waisberg, 4652 Courtrai Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain a physical culture studios, steam and sauna baths, swimming pool, gymnasium and massage parlours, under the name of "Studio de santé — Place Crémazie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

129-65

**Superior Show-Card Inc.
Super-Affiche inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Pelletier, 3880 Van Horne street, Pierre Pelletier, 12223 de Poutrincourt Avenue, both draughtsmen, and Richard Gareau, advocate, 11771 de Poutrincourt Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and distributors of notices, displays, advertisement, signs, show-cards and placards of all kinds and of other similar objects, under the name of "Superior Show-Card Inc. — Super-Affiche inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company will be at 1263 Mackay street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

5617-64

Henri Toupin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Toupin, 323, 7th Ave., Maurice Bonami, 636, 6th St., both master plumbers, and Léo-Paul Beaudoin, office employee, 598, 5th Ave., all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Henri Toupin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

47-65

Trecco Knitting Mills Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Max S. Kaufman, c.r., 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, c.r., 4918, rue Mayfair, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal, ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises tricotées, sous le nom de « Trecco Knitting Mills Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

112-65

United Casing Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Allan Marcus, 1545, rue McGregor, Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont Royal, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, D'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures pour automobiles, pneus, boîtiers et accessoires, sous le nom de « United Casing Supply Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

105-65

Vartan Sefter Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Nathan Abraham Levitsky, avocat, 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, Madeleine Iknejian, 7311, 9e avenue, St-Michel, et Cecily Canomore, 1060, Van Horne, Outremont, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Vartan Sefter Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

47-65

Trecco Knitting Mills Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, c.r., 574 Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, c.r., 4918 Mayfair Street, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in knitted goods, under the name of "Trecco Knitting Mills Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

112-65

United Casing Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 1545 McGregor street, Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

To deal in automotive supplies, tires, casings and accessories, under the name of "United Casing Supply Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

105-65

Vartan Sefter Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan Abraham Levitsky, lawyer, 132 St. James street west, Montreal, Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Cecily Canomore, 1060 Van Horne, Outremont, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Vartan Sefter Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

11-65

**Les Vergers Unis inc.
United Orchards Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 1301, rue St-Viateur, ouest, Outremont, Gertrude Bourdeau, secrétaire, fille majeure, 1430, St-Marc, Montréal, et Marguerite Bissonnette, secrétaire, épouse séparée de biens de René Villeneuve, 6263, Mazarin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et de toute sortes de comestibles, sous le nom de « Les Vergers Unis inc. — United Orchards Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

174-65

Voyages Rita Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Rita Caron, femme d'affaires, épouse séparée de biens d'Albini Caron, 128, avenue Montrose, Joseph Wahba, agent, 128, avenue Montrose, tous deux de St-Lambert, et François Bélanger, avocat, 14, boulevard A.-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer toutes les activités relatives aux agences de voyage et aux bureaux de tourisme, sous le nom de « Voyages Rita Caron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

249-65

Wally-Hayes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, Harvey M. Cooperstone, avocats, 455, rue Craig, ouest, Montréal, et Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 3880, rue Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'exportation et d'importation, sous le nom de « Wally-Hayes Ltd. », avec un capital total de \$40,000,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

11-65

**Les Vergers Unis inc.
United Orchards Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur, West, Outremont, Gertrude Bourdeau, secretary, fille majeure, 1430 St-Marc, Montreal, and Marguerite Bissonnette, secretary, wife separate as to property of René Villeneuve, 6263 Mazarin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruits, vegetables and all kinds of foodstuffs, under the name of "Les Vergers Unis inc. — United Orchards Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

174-65

Voyages Rita Caron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rita Caron, business woman, wife separate as to property of Albini Caron, 128 Montrose Ave., Joseph Wahba, agent, 128 Montrose Ave., both of St-Lambert, and François Bélanger, advocate, 14 A. Lavigne Blvd., Dollards-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on a business dealing all activities relative to travel agencies and tourist bureaux, under the name of "Voyages Rita Caron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

249-65

Wally-Hayes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, Harvey M. Cooperstone, advocates, of 455 Craig street west, Montreal, and Nicole Graf, secretary, spinster, 3880 Linton street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importing and exporting company, under the name of "Wally-Hayes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000,

divisé en 2,000 actions ordinaires de 90 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4980, rue Buchan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 164-65

Wm. Weinstein Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: William Weinstein, vendeur, Esther Holiday, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Weinstein, tous deux de 4904, avenue Carlton, et Frederick Weinstein, ingénieur civil, 4512, avenue Royal, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles produits et effets, sous le nom de « Wm. Weinstein Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 134-65

Woodbridge Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Max Slapack, c.r., 5562, avenue Glencrest Côte-St-Luc, Gregory Charlap, c.r., 2990, avenue Soissons, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, et Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, sous le nom de « Woodbridge Furniture Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$5 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 106-65

163 Bellechasse Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Montréal G. Harold Pickel, avocat, 47, avenue Arlington, Westmount, et Blanche Paquin, secrétaire, célibataire, 276, rue Mantarville, Longueuil, pour les objets suivant:

divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4980 Buchan street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 164-65

Wm. Weinstein Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Weinstein, salesman, Esther Holiday, housewife, wife separate as to property of the said William Weinstein, both of 4904 Carlton Avenue, and Frederick Weinstein, civil engineer, 4512 Royal Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of all kinds, under the name of "Wm. Weinstein Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 134-65

Woodbridge Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, q.c., 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, q.c., 2990 Soissons Avenue, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, and Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Woodbridge Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$5 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 106-65

163 Bellechasse Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, attorney, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, attorney, 47 Arlington Avenue, Westmount, and Blanche Paquin, secretary, spinster, 276 Montarville Street, Longueuil, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « 163 Bellechasse Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

5961-64

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "163 Bellechasse Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0

5961-64

Lettres patentes supplémentaires

A. B. C. Distributing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5^e jour de janvier 1965, à la compagnie « A. B. C. Distributing Inc. », 1^o subdivisant ses 1,250 actions ordinaires de \$10 chacune; 2^o subdivisant ses 125 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,250 actions privilégiées de \$10 chacune; 3^o augmentant son capital de \$25,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 6,750 actions privilégiées de \$10 chacune; 4^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

13812-62 — 1257/8

L'Association du béton du Québec inc. Quebec Concrete Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7^e jour de janvier 1965, à « L'Association des manufacturiers de produits de béton du Québec », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 juin 1953, 1. changeant son nom en celui de « L'Association du béton du Québec inc. — Quebec Concrete Association Inc. »; 2. étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

12559-53 — 1256/136

Bencas Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Bencas Corporation », subdivisant ses 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Supplementary Letters Patent

A. B. C. Distributing Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A. B. C. Distributing Inc.", 1. subdividing its 1,250 common shares of \$10 each into 12,500 common shares of \$1 each; 2. subdividing its 125 preferred shares of \$100 each into 1,250 preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital from \$25,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 7,500 common shares of \$1 each and into 6,750 preferred shares of \$10 each; 4. modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-0

13812-62 — 1257/8

L'Association du béton du Québec inc. Quebec Concrete Association Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association des manufacturiers de produits de béton du Québec", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated June 5, 1953, 1. changing its name into that of "L'Association du béton du Québec inc. — Quebec Concrete Association Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

12559-53 — 1256/136

Bencas Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bencas Corporation", subdividing its 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each into 40,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 11475-55 — 1256/1

Bergevin Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de décembre 1964, à la compagnie « J. C. Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Bergevin Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 15e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 4727-64 — 1256/2

Berjaco Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de janvier 1965, à la compagnie « Imprimerie Stella limitée — Stella Printing Limited », constituée par lettres patentes en date du 24 avril 1935, changeant son nom en celui de « Berjaco Itée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 678-35 — 1256/35

Bi-Gau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de janvier 1965, à la compagnie « Les Produits Lucite inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de août 1964, changeant son nom en celui de « Bi-Gau inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 3012-64 — 1256/3

**Canadian Lencourt Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de janvier 1965, à la compagnie « Lencourt Gold Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1945, 1° changeant son nom en celui de « Canadian Lencourt Mines Limited » (No Personal Liability); 2° diminuant son capital de \$5,000,000 à \$1,592,267, le capital-actions annulé étant divisé en 3,407,733 d'actions

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 11475-55 — 1256/1

Bergevin Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. C. Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of October 1964, changing its name to that of "Bergevin Construction Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 15th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 4727-64 — 1256/2

Berjaco Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Imprimerie Stella limitée — Stella Printing Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1935, changing its name to that of "Berjaco Itée".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675 678-35 — 1256/35

Bi-Gau inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Produits Lucite inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of August, 1964, changing its name to that of "Bi-Gau inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675 3012-64 — 1256/3

**Canadian Lencourt Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lencourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 6th day of April, 1945, 1° changing its name to that of "Canadian Lencourt Mines Limited" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$5,000,000 to \$1,592,267, the capital stock annulled being divided into 3,407,733 shares of \$1 each; 3. increasing its capital from \$1,592,267

de \$1 chacune; 3^o augmentant son capital de \$1,592,267 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,407,733 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

2832-45 — 1255/81

La Cie d'Autobus Rimouski, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964, à « La Cie d'Autobus Rimouski, Itée », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,700 actions ordinaires sans valeur nominale.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

1207-45 — 1257/2

Club de Golf Belvédère inc. Belvedere Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Club de Golf Belvédère inc.—Belvedere Golf Club Inc. », augmentant son capital de \$75,000 à \$175,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

4254-63 — 1256/106

La Compagnie de bois Nottaway limitée Nottaway Lumber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Nottaway Lumber Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour d'août 1950, 1^o changeant son nom en celui de « La Compagnie de bois Nottaway limitée — Nottaway Lumber Company Limited »; 2^o convertissant ses 750 actions ordinaires de \$100 chacune en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune; 3^o étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

6151-50 — 1256/42

La Compagnie de navigation Charlevoix Saguenay limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964,

to \$5,000,000, the additional capital stock being divided into 3,407,733 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

2832-45 — 1255/81

La Cie d'Autobus Rimouski, Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Cie d'Autobus Rimouski, Itée", increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 9,700 common shares of no nominal value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

1207-45 — 1257/2

Club de Golf Belvédère inc. Belvedere Golf Club Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Club de Golf Belvédère inc.—Belvedere Golf Club Inc.", increasing its capital stock from \$75,000 to \$175,000, the additional share capital being divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

4254-63 — 1256/106

La Compagnie de bois Nottaway limitée Nottaway Lumber Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nottaway Lumber Company Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1950, 1. changing its name to that of "La Compagnie de bois Nottaway limitée — Nottaway Lumber Company Limited"; 2. converting its 750 common shares of \$100 each into 7,500 common shares of \$10 each; 3. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

6151-50 — 1256/42

La Compagnie de navigation Charlevoix Saguenay limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to

à la compagnie « La Compagnie de navigation Charlevoix Saguenay limitée », 1° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 730-38 — 1256/108

Côté enseignes limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de janvier 1965, à la compagnie « Studio E.B. Côté inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de février 1954, 1° changeant son nom en celui de « Côté enseignes limitée »; 2° subdivisant ses 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 10170-54 — 1257/7

Couvoir modèle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Couvoir modèle limitée », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant ses 1,750 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune en 1,250 actions privilégiées class « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 50,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 12049-62 — 1256/109

The Creative Communications Group Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de janvier 1965, à la compagnie « Editorial Communications, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour de février 1958, changeant son nom en celui de « The Creative Communications Group Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 10514-58 — 1255/114

**Delta Minerals Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et

« La Compagnie de navigation Charlevoix Saguenay limitée », 1. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" preferred shares of \$100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 730-38 — 1256/108

Côté enseignes limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Studio E.B. Côté inc.", incorporated by letters patent dated February 8, 1954, 1. changing its name into that of "Côté enseignes limitée"; 2. subdividing its 400 common shares of a nominal value of \$100 each into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9675 10170-54 — 1257/7

Couvoir modèle limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Couvoir modèle limitée", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. subdividing its 1,750 preferred shares of a nominal value of \$100 each into 1,250 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 50,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9675 12049-62 — 1256/109

The Creative Communications Group Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patents bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Editorial Communications, Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1958, changing its name to that of "The Creative Communications Group Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 10514-58 — 1255/114

**Delta Minerals Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and

de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20^e jour de janvier 1965, à la compagnie « Cleveland Copper Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes datées du 4^e jour d'août 1955, 1^o changeant son nom en celui de « Delta Minerals Corporation » (No Personal Liability); 2^o diminuant son capital de \$4,000,000 à \$1,237,495, le capital-actions annulé étant divisé en 2,762,505 d'actions de \$1 chacune; 3^o augmentant son capital de \$1,237,495 à \$6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,762,505 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

11985-55 — 1256/44

Diamond Flooring Limited Les Planchers Diamant limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Diamond Flooring Limited », constituée par lettres patentes en date du 7 décembre 1948, 1^o changeant son nom en celui de « Diamond Flooring Limited — Les Planchers Diamant limitée »; 2^o convertissant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 3^o réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,056 actions privilégiées de \$10 chacune; 4^o augmentant son capital de \$29,440 à \$350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 31,056 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

7738-48 — 1255/85

Duffield Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13^e jour de janvier 1965, à la compagnie « Duffield Investments Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

11062-59 — 1257/44

W. A. Dufour construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964, à la compagnie « W. A. Dufour construction Itée »; 1^o augmentant son capital de \$10,000 à \$75,000, le capital-actions additionnel étant

of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Cleveland Copper Corporation » (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1955, 1 changing its name to that of « Delta Minerals Corporation » (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$4,000,000 to \$1,237,495, the capital stock annulled being divided into 2,762,505 shares of \$1 each; 3. increasing its capital from \$1,237,495 to \$6,000,000, the additional capital stock being divided into 4,762,505 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

11985-55 — 1256/44

Diamond Flooring Limited Les Planchers Diamant limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Diamond Flooring Limited », incorporated by letters patent dated December 7, 1948, 1. changing its name into that of « Diamond Flooring Limited — Les Planchers Diamant limitée »; 2. converting its 200 common shares of \$100 each into 20,000 common shares of \$1 each; 3. reducing its capital stock, the cancelled capital stock being divided into 1,056 preferred shares of \$10 each; 4. increasing its capital stock from \$29,440 to \$350,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 31,056 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

7738-48 — 1255/85

Duffield Investments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Duffield Investments Ltd. », increasing its capital from \$10,000 to \$50,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

11062-59 — 1257/44

W. A. Dufour construction Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « W. A. Dufour construction Itée »; 1. increasing its capital stock from \$10,000 to \$75,000, the additional capital stock being divided into 650

divisé en 650 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 13811-62 — 1256/4

**Dumont Express (1962) Itée
Dumont Express (1962) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Dumont Express (1962) Itée — Dumont Express (1962) Ltd. », 1° subdivisant ses 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 500,000 actions sans valeur nominale classe « D » et en 100,000 actions sans valeur nominale classe « C »; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » de \$25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 15237-62 — 1257/9

**École de techniciens de la construction inc.
Construction Technician's School Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de janvier 1965, à la compagnie « École de techniciens de la construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « École de techniciens de la construction inc.— Construction Technician's School Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 3736-64 — 1255/116

Les Entreprises Phibes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de décembre 1964, à la compagnie « Les Entreprises Phibes inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 5551-63 — 1255/90

Épée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de janvier 1965, à la compagnie « Hanley & Vézina Itée », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de

common shares of \$100 each; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 13811-62 — 1256/4

**Dumont Express (1962) Itée
Dumont Express (1962) Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Dumont Express (1962) Itée — Dumont Express (1962) Ltd.", subdividing its 6,000 common shares of \$10 each into 500,000 shares without nominal value class "D" and into 100,000 shares without nominal value class "C"; 2. increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 2,000 preferred shares class "A" shares of \$100 each and into 20,000 preferred shares class "B" of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 15237-62 — 1257/9

**École de techniciens de la construction inc.
Construction Technician's School Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "École de techniciens de la construction inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of September, 1964, changing its name to that of "École de techniciens de la construction inc.— Construction Technician's School Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 3736-64 — 1255/116

Les Entreprises Phibes inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Les Entreprises Phibes inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 5551-63 — 1255/90

Épée inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Hanley & Vézina Itée", incorporated by letters patent dated July 9, 1964, changing its name into

juillet 1964, changeant son nom en celui de « Épec inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

3131-64 — 1256/49

Europa-Financia Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Europa-Financia Limited », 1^o refondant ses 200,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 100,000 actions privilégiées de \$20 chacune; 2^o augmentant son capital de \$2,200,000 à \$7,350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 250,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

10583-59 — 1256/111

Fellows, Dingwall & Tilden, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Robert Tilden & Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8^e jour d'août 1955, 1^o changeant son nom en celui de « Fellows, Dingwall & Tilden, Ltd. », 2^o diminuant son capital de \$40,000 à \$38,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

12071-55 — 1256/112

Grenache inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Grenache inc. », 1^o convertissant ses 550,000 actions classe « A » de \$1 chacune en 550,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 2^o subdivisant ses 550,000 actions classe « A » sans valeur nominale en 2,200,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 3^o convertissant ses 50,000 actions classe « B » de \$1 chacune en 50,000 actions classe « B » sans valeur nominale; 4^o subdivisant ses 50,000 actions classe « B » sans valeur nominale en 100,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 100,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

523-63 — 1256/5

that of «Épec inc.».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

3131-64 — 1256/49

Europa-Financia Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to «Europa-Financia Limited», 1. consolidating its 200,000 preferred shares of \$10 each into 100,000 preferred shares of \$20 each; 2. increasing its capital stock from \$2,200,000 to \$7,350,000, the additional share capital being divided into 150,000 common shares of \$1 each and 250,000 preferred shares of \$20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

10583-59 — 1256/111

Fellows, Dingwall & Tilden, Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to «Robert Tilden & Co. Ltd.», incorporated by letters patent dated the 8th day of August, 1955, 1. changing its name to that of «Fellows, Dingwall & Tilden, Ltd.»; 2. reducing its capital from \$40,000 to \$38,000, the capital stock annulled being divided into 200 shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

12071-55 — 1256/112

Grenache inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to «Grenache inc.», 1. converting its 550,000 class «A» shares of \$1 each into 550,000 class «A» shares without nominal value; 2. subdividing its 550,000 class «A» shares without nominal value into 2,200,000 class «A» shares without nominal value; 3. converting its 50,000 class «B» shares of \$1 each into 50,000 class «B» shares without nominal value; 4. subdividing its 50,000 «B» shares without nominal value into 100,000 class «A» without nominal value and into 100,000 class «B» shares without nominal value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

523-63 — 1256/5

**Les Industries Trans-Canada inc.
Trans-Canada Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de janvier 1965, à la compagnie « Die Cast Products Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de février 1960, changeant son nom en celui de « Les Industries Trans-Canada inc. — Trans-Canada Industries Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0

10518-60 — 1257/16

Jolyn Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de janvier 1965 à la compagnie « Jolyn Investments Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

2567-64 — 1257/18

**K. M. Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de janvier 1965, à la compagnie « Kukatush Mining Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes datées du 24e jour de novembre 1958, changeant son nom en celui de « K. M. Corporation » (No Personal Liability).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

14249-58 — 1255/49

**Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & entreposage Kenwoods
Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'octobre 1964, à la compagnie « Kenwood's Westmount Transfer & Storage Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1927, changeant son nom en celui de « Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & entreposage Kenwoods Itée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

1018-27 — 1255/121

**Les Industries Trans-Canada inc.
Trans-Canada Industries Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Die Cast Products Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1960, changing its name to that of "Les Industries Trans-Canada inc. — Trans-Canada Industries Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

10518-60 — 1257/16

Jolyn Investments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jolyn Investments Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

2567-64 — 1257/18

**K. M. Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kukatush Mining Corporation" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 24th day of November, 1958, changing its name to that of "K. M. Corporation" (No Personal Liability).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

14249-58 — 1255/49

**Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & entreposage Kenwoods
Itée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kenwood's Westmount Transfer & Storage Limited", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1927, changing its name to that of "Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & entreposage Kenwoods Itée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0

1018-27 — 1255/121

P. A. Lessard & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de janvier 1965, à la compagnie « P. A. Lessard & fils inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

11207-59 — 1257/21

Lévesque Sport & Camping Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de janvier 1965, à la compagnie « Cabanon Sport & Camping Itée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Lévesque Sport & Camping Itée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

4984-63 — 1257/22

Lili Corsets Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Lili Corsets Inc. », subdivisant ses 120 actions ordinaires de \$100 chacune en 12,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

5680-48 — 1256/120

Lustra Lighting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de janvier 1965, à la compagnie « Lustra Lamps Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de juillet 1959, changeant son nom en celui de « Lustra Lighting Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

14536-59 — 1256/58

Mija Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1964, à la compagnie « Mija Corporation », 1° augmentant son capital de \$500,200 à \$2,000,200, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées premières catégorie de \$100

P. A. Lessard & fils inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "P. A. Lessard & fils inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

11207-59 — 1257/21

Lévesque Sport & Camping Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cabanon Sport & Camping Itée", incorporated by letters patent dated the 21st day of November, 1963, changing its name to that of "Lévesque Sport & Camping Itée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

4984-63 — 1257/22

Lili Corsets Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lili Corsets Inc.", subdividing its 120 common shares of \$100 each into 12,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

5680-48 — 1256/120

Lustra Lighting Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lustra Lamps Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of July, 1959, changing its name to that of "Lustra Lighting Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

14536-59 — 1256/58

Mija Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mija Corporation", 1. increasing its capital from \$500,200 to \$2,000,200, the additional capital stock being divided into 15,000 first class preferred shares of \$100 each; 2. designating its

chacune; 2° désignant ses actions existantes comme des actions deuxième catégorie.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 15773-60 — 1255/63

Modern Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de décembre 1964, à la compagnie "Modern Motor Sales Limited", 1° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 4,350 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant son capital, le capital actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 1617-24 — 1256/61

Murdochville Television Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de janvier 1965, à la compagnie « Murdochville Television Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 13748-57 — 1257/52

Palmer Junior Wear Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de novembre 1964, à la compagnie « Palmer Sales Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de juin 1958, 1° changeant son nom en celui de « Palmer Junior Wear Mfg. Co. Inc. »; 2° transportant son siège social de 371, rue Dowd, Montréal, à 9200, avenue du Parc, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675 12003-58 — 1247/61

Adrien Pelletier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de septembre 1964, à la compagnie « Alimentation Pelletier inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1959, changeant son nom en celui de « Adrien Pelletier inc. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 16782-59 — 1256/64

existing shares as second class shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 15773-60 — 1255/63

Modern Motor Sales Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Modern Motor Sales Limited", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 4,350 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 1617-24 — 1256/61

Murdochville Television Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Murdochville Television Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 13748-57 — 1257/52

Palmer Junior Wear Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Palmer Sales Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of June, 1958, 1. changing its name to that of "Palmer Junior Wear Mfg. Co. Inc."; 2° transferring its head office from 371 Dowd Street, Montreal, to 9200 Park Avenue, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o 12003-58 — 1247/61

Adrien Pelletier inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alimentation Pelletier inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1959, changing its name to that of "Adrien Pelletier inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 16782-59 — 1256/64

Pétroles du Golfe Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1964, à la compagnie « Pétroles du Golfe Itée », réduisant son capital de \$150,000 à \$120,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions privilégiées de \$50 chacune et en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

10161-58 — 1255/132

**Placement L. G. Itée
L. G. Investment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de janvier 1965, à la compagnie « Placement L. G. Itée — L. G. Investment Ltd. », 1° subdivisant et convertissant ses 10,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 30 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,997 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 2° subdivisant et convertissant ses 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune en 4,750 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$1,500,000 à \$1,700,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

15087-59 — 1257/57

Porlier Transports limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Porlier Transports limitée », 1° augmentant son capital de \$301,590 à \$1,001,590, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° changeant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

14281-60 — 1256/65

Quebecair — Air Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Quebecair — Air Québec », 1° augmentant son capital de \$920,000 à \$1,920,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 deuxièmes actions privilégiées de \$10

Pétroles du Golfe Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pétroles du Golfe Itée", reducing its capital stock from \$150,000, to \$120,000, the cancelled share capital being divided into 200 preferred shares of \$50 each and 2,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

10161-58 — 1255/132

**Placement L. G. Itée
L. G. Investment Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Placement L. G. Itée — L. G. Investment Ltd.", 1. subdividing and converting its 10,000 common shares of \$100 each into 30 common shares of \$10 each and into 9,997 preferred class "A" shares of \$100 each; 2. subdividing and converting its 5,000 preferred shares of \$100 each into 4,750 preferred class "A" shares of \$100 each and into 25,000 preferred class "B" shares of \$1 each; 3. increasing its capital stock from \$1,500,000 to \$1,700,000, the additional capital stock being divided into 2,000 preferred class "A" shares of \$100 each; 4. amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

15087-59 — 1257/57

Porlier Transports limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Porlier Transports limitée", 1. increasing its capital from \$301,590 to \$1,001,590, the additional capital stock being divided into 7,000 preferred shares of \$100 each; 2. changing the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

14281-60 — 1256/65

Quebecair — Air Québec

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebecair — Air Québec", 1. increasing its capital stock from \$920,000 to \$1,920,000, the additional capital stock being divided into 100,000 second preferred shares of \$10 each; 2. amend-

chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 12547-52 — 1257/29

Renaud & cie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de décembre 1964, à la compagnie « Renaud & cie limitée » 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de \$49,000 à \$149,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 3951-47 — 1256/70

St. Félicien Air Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1964, à la compagnie « St. Félicien Air Service Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 10941-58 — 1255/104

Sico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1964, à la compagnie « Peinture Sico, limitée — Sico Paint Limited », constituée par lettres patentes en date du 28 janvier 1941, 1° changeant son nom en celui de « Sico inc. »; 2° réduisant son capital de \$150,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune; 3° convertissant ses 500 actions privilégiées restantes de \$100 chacune en 500 actions ordinaires de \$100 chacune; 4° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 200,000 actions ordinaires de \$0.50 chacune; 5° convertissant ses 200,000 actions ordinaires de \$0.50 chacune en 200,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 6° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions sans valeur nominale; 7° étendant ses pouvoirs; 8° abrogeant les restrictions aux transferts des actions et les restrictions relatives au nombre de ses actionnaires.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o 626-41 — 1255/139

ing the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 12547-52 — 1257/29

Renaud & cie limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Renaud & cie limitée", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. increasing its capital stock from \$49,000 to \$149,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 3951-47-1256/70

St. Félicien Air Service Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Félicien Air Service Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$115,000, the additional share capital being divided into 750 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 10941-58 — 1255/104

Sico inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Peinture Sico, limitée — Sico Paint Limited", incorporated by letters patent dated January 28, 1941, 1. changing its name into that of "Sico inc."; 2. reducing its capital stock from \$150,000 to \$100,000, the cancelled capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100 each; 3. converting its 500 remaining shares of \$100 each into 500 common shares of \$100 each; 4. subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 200,000 common shares of \$0.50 each; 5. converting its 200,000 common shares of \$0.50 each into 200,000 common shares without nominal value; 6. increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 100,000 shares of no nominal value; 7. extending its powers; 8. rescinding the restrictions on transfer of shares and the restrictions relative to the number of its shareholders.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675 626-41 — 1255/139

Les Signaux Électroniques de Québec inc.
Electronics Signals of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie « Les Signaux Électroniques de Québec inc. — Electronic Signals of Quebec Inc. », 1° subdivisant ses 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune 2° convertissant ses 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune en 15,000 actions privilégiées classe « C » de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$520,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions privilégiées classe « A » de \$5 chacune et en 60,000 actions privilégiées classe « B » de \$5 chacune; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

14484-61 — 1255/140

Steinberg's Limited
Steinberg limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de janvier 1965, à la compagnie « Steinberg's Limited — Steinberg limitée », diminuant son capital de \$20,800,000 à \$14,000,000, le capital-actions annulé étant divisé en 68,000 actions différées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675

645-30 — 1257/63

Strap-Pac Industries Inc.
Les Industries Strap-Pac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de janvier 1965, à la compagnie « High Quality Products Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « Strap Pac Industries Inc. — Les Industries Strap-Pac inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

1806-64 — 1256/73

Trio Shirt Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1964, à la compagnie « Trio Shirt Mfg. Co. », 1° convertissant et subdivisant ses 400 actions ordinaires de \$100 chacune en 400 actions catégoriques « A » de \$50 chacune et en 400 actions ordinaires de \$50 chacune; 2° augmentant son capital de

Les Signaux Électroniques de Québec inc.
Electronics Signals of Quebec Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Les Signaux Électroniques de Québec inc. — Electronic Signals of Quebec Inc.", 1. subdividing its 1,500 preferred shares of \$10 each into 15,000 preferred shares of \$1 each; 2. converting its 15,000 preferred shares of \$1 each into 15,000 preferred shares class "C" of \$1 each; 3. increasing its capital stock from \$20,000 to \$520,000, the additional capital stock being divided into 40,000 preferred class "A" shares of \$5 each and into 60,000 preferred shares class "B" of \$5 each; 4. amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

14484-61 — 1255/140

Steinberg's Limited
Steinberg limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Steinberg's Limited — Steinberg limitée", reducing its capital from \$20,800,000 to \$14,000,000, the capital stock annulled being divided into 68,000 deferred shares of the par value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675-o

645-30 — 1257/63

Strap-Pac Industries Inc.
Les Industries Strap-Pac inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "High Quality Products Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1964, changing its name to that of "Strap-Pac Industries Inc. — Les industries Strap-Pac inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9675

1806-64 — 1256/73

Trio Shirt Mfg. Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Trio Shirt Mfg. Co.", 1. converting and subdividing its 400 common shares of \$100 each into 400 class "A" shares of \$50 each and into 400 common shares of \$50 each; 2. increasing its capital from \$80,000 to \$120,000, the additional

\$80,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 3278-47 — 1255/38

Waterloo Box & Packaging Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de janvier 1965, à la compagnie « Waterloo Box & Packaging Limited », 1^o augmentant son capital de \$25,000 à \$75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune; 2^o convertissant ses 100 actions ordinaires de \$250 chacune en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 14294-60 — 1257/69

Windsor Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1964, à la compagnie "Windsor Trading Co. Ltd. », 1^o augmentant son capital de \$140,000 à \$440,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 4018-47 — 1256/133

Action en séparation de biens

Beaudry vs DeLisle

Canada, province de Québec district de Montréal, Cour Supérieure, No 669 894. Madeleine Beaudry, épouse commune en biens de Charles-Louis DeLisle, commis de bureau, domiciliée et demeurant à 9025 Basile-Routhier, dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs Charles-Louis DeLisle, de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens instituée en cette cause le 26 janvier 1965.

Montréal, le 17 février 1965.

Le Procureur de la demanderesse,

MARCEL LANDRY.

9681-o

capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 3278-47 — 1255/38

Waterloo Box & Packaging Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Waterloo Box & Packaging Limited", 1. increasing its capital from \$25,000 to \$75,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100 each; 2. converting its 100 common shares of \$250 each into 250 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 14294-60 — 1257/69

Windsor Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, to "Windsor Trading Co. Ltd.", 1. increasing its capital from \$140,000 to \$440,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of \$100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o 4018-47 — 1256/133

Action for separation as to property

Beaudry vs DeLisle

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 669 894. Madeleine Beaudry, wife common as to property of Charles-Louis DeLisle, clerk, domiciled at 9025 Basile Routhier, in the city and district of Montreal, plaintiff vs Charles-Louis DeLisle, unknown place, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, January 26, 1965.

Montreal, February 17, 1965.

MARCEL LANDRY,

Attorney for the plaintiff.

9681

Arrêté en Conseil

Order in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 304

Number 304

Québec, le 16 février 1965.

Quebec, February 16, 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'Industrie du camionnage dans l'Île de Montréal.

CONCERNING amendments to the decree relating to the Cartage Industry in the island of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendement), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Island of Montreal (made binding by decree number 913 of June 16, 1948 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 28 décembre 1964;

WHEREAS said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 28, 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

THAT said decree number 913 be amended as follows:

La première partie comprenant les articles 1 à 14.01 est remplacée par la suivante:

Part one, containing sections 1 to 14.01, is replaced by the following:

« PREMIÈRE PARTIE

"PART ONE

*Dispositions générales**General Provisions*

1.00 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend:

1.00. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises:

a) Toute les localités sises sur l'Île de Montréal et dans un rayon de cinq (5) milles des limites de la ville de Montréal, en dehors de l'Île de Montréal.

(a) All localities situated on the Island of Montreal and in a radius of five (5) miles from the limits of ville de Montréal, outside the Island of Montreal.

b) Les municipalités suivantes sises en dehors de l'Île de Montréal:

(b) The following municipalities situated outside the Island of Montreal:

Rive Sud: Caughnawaga, Brossardville, St-Hubert, Greenfield Park, St-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Prévile, Ville Lemoyne, Ville Laflèche, Ville Jacques-Cartier,

South Shore: Caughnawaga, Brossardville, St-Hubert, Greenfield Park, St-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Prévile, Ville Lemoyne, Ville Laflèche, Ville Jacques-Cartier.

Rive Nord: St-Vincent de Paul, ville de Vimont, Pont-Viau, Laval-des-Rapides, Chomedey, Ste-Dorothée, Duvernay.

North Shore: St-Vincent de Paul, Ville de Vimont, Pont-Viau, Laval-des-Rapides, Chomedey, Ste-Dorothée, Duvernay.

2.00 *Champ d'application industriel*: Sont assujettis aux dispositions du présent décret, les employeurs professionnels et les artisans qui sont détenteurs d'un permis de la Régie des Transports, en vertu du chapitre 143 des Statuts refondus de Québec 1941, et de ses amendements, ou qui font du transport par camion pour autrui moyennant rémunération et sans permis de ladite régie et que ont leur place d'affaires ou qui exercent leur activité dans le champ d'application territorial du présent décret.

2.00. *Industrial jurisdiction*: Are subject to the provisions of this decree, all professional employers and artisans who hold a permit from the Transportation Board under chapter 143 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended, or who are engaged in the trucking business for payment without a permit of the said Board and who have their place of business or carry out their business in the territorial jurisdiction of this decree.

2.01 Le présent décret s'applique également aux employeurs, salariés ou artisans qui font usage de camions loués d'une tonne et plus, sauf si la durée totale de la location représente une période de trente (30) jours ou moins pendant une année civile.

2.01. The present decree applies also to employers, employees or artisans using Drive Yourself trucks (one ton or over), except when the total duration of the hiring is thirty (30) days or less per calendar year.

2.02 Le présent décret ne régit pas cependant le transport du lieu de l'exécution du contrat au lieu de déchargement des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis.

2.03 Le présent décret ne s'applique pas aux camionneurs publics et à leurs salariés qui font le transport sur une route régulière entre la ville de Montréal et tout endroit situé en dehors du champ d'application territorial du présent décret.

2.04 Le présent décret ne s'applique pas aux opérations que complètent le transport à longue distance et qui comprennent la cueillette et la livraison de marchandises.

3.00 *Champ d'application professionnel*: Le présent décret s'applique à tous les salariés dont les emplois sont définis à l'article 4.00 du présent décret, mais il ne s'applique pas aux contre-maître, aux employés de bureau et aux employés qui ont le pouvoir d'embaucher et de congédier.

3.01 Le présent décret s'applique et s'étend à tous les salariés, même les salariés temporaires qui ont travaillé au cours de la période mentionnée sur le rapport mensuel au Comité paritaire.

4.00 *Définitions*: Dans le présent décret, les mots et termes suivants ont le sens et la signification qui leur sont ci-après donnés:

a) Le terme « aide de 18 ans et moins » désigne une personne d'au plus dix-huit (18) ans, qui fait de la surveillance, mais ne manutentionne pas de marchandises d'un poids supérieur à soixante (60) livres.

b) Le terme « aide » désigne un salarié qui accompagne régulièrement les chauffeurs de camions.

c) Le terme « manutentionnaire » désigne un salarié dont le travail consiste à charger et à décharger des véhicules ailleurs que dans les entrepôts permanents de son employeur pendant quatre (4) heures par jour ou plus.

d) Le terme « manutentionnaire d'entrepôt » désigne un salarié affecté de façon permanente au travail de manutention dans un entrepôt.

e) Le terme « pointeur » désigne un salarié qui dans l'exécution normale de son travail, fait celui du manutentionnaire d'entrepôt habituel de même que le travail de commis pour la vérification et l'enregistrement des factures d'expédition.

f) Le terme « salarié permanent » désigne un salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pendant une période minimum de soixante (60) jours au cours de laquelle il a effectué au moins quatre-vingts (80) heures de travail dans chaque période de trente (30) jours. Durant cette période de soixante (60) jours, le salarié est considéré à l'essai.

g) Le terme « chauffeur » désigne toute personne détentrice d'un permis de chauffeur ou de conducteur suivant la Loi des Véhicules automobiles (Statuts refondus de Québec, chapitre 142 et amendements, article 15, paragraphe 3) qui conduit un véhicule à moteur pour lequel l'artisan ou l'employeur, visé par l'article 2, reçoit une rémunération pour son usage, quel que soit le genre de transport ou de service qu'il donne.

h) Le terme « chauffeur de semi-remorque » désigne le conducteur d'un ensemble tracteur-remorque.

i) Le terme « conducteur de chariot automoteur » désigne un salarié qui conduit régulièrement un véhicule à moteur connu sous le nom de chariot automoteur, chariot élévateur ou petite grue mobile pendant quatre (4) heures par jour ou plus.

4.01 Tout service accessoire relatif au transport ou complétant un service de transport déjà exploité par un salarié dûment désigné par le

2.02. The present decree does not apply to the transport from the job to the dumping ground, of excavated material or stone and of demolished or cleared material.

2.03. The decree does not apply to those public truckers and their employees engaged in driving over a regular route between the city of Montreal and any point outside the territorial jurisdiction of this decree.

2.04. It does not cover delivery or pickup operation for the completion of highway transportation.

3.00. *Professional Jurisdiction*: The decree covers all employees whose occupations are determined in article 4.00 of this decree. However, it does not apply to foremen, office employees or those employees who have the authority to hire or dismiss.

3.01. The decree applies and extends to all employees, even temporary employees, who have worked in the period mentioned in the monthly report of the Parity Committee.

4.00. *Definitions*: In the present decree, the following words and terms have the meaning hereafter given them:

(a) The term "helper, 18 years and under" means a person of not more than eighteen (18) years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty (60) pounds.

(b) The term "helper" means an employee who travels regularly with the drivers.

(c) The term "dockman" means an employee who regularly loads and unloads mobile units in places other than the permanent warehouse of employer four (4) hours a day or more."

(d) The term "warehouseman" means an employee engaged regularly in warehouse duty.

(e) The term "checker" means an employee who, in his normal duties, performs those of a normal warehouseman as well as the clerical work required in checking and recording shipping bills.

(f) The term "permanent employee" designates an employee who has continuously been in the service of the same employer for a minimum period of sixty (60) days during which he has worked at least eighty (80) hours in each thirty (30)-day period. During this sixty (60)-day period, the employee is considered on probation.

(g) The term "driver" means any person who holds a license as chauffeur or operator in pursuance of the Motor Vehicles Act (R.S.Q., chapter 142 and amendments, section 15, subsection 3), and drives a motor vehicle for the use of which the artisan or employer referred to in article 2 receives a remuneration, regardless of the type of transport or service given.

(h) The term "tractor-trailer chauffeur" means the driver of a tractor-trailer unit.

(i) The term "tow motor operator" means an employee who regularly operates a motor vehicle known as a tow motor, forklift or bullmoose-crane four (4) hours per day or more.

4.01. Any incidental service relating to the transport or completing a transport service already operated by an employee duly designated

présent décret ou visé par lui, est aussi assujéti à ses dispositions.

4.02 Toutefois, la présente définition ne vise pas un chauffeur employé directement par un entrepreneur dans l'industrie de la construction pour ses propres travaux déjà assujétiés au décret numéro 613 du 6 avril 1962 relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ou à tout autre décret qui pourrait le remplacer.

5.00 *Durée du travail:* La semaine normale de travail ne doit pas excéder cinquante (50) heures. Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, ou de cinquante (50) heures durant la semaine, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%. Le travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de dix (10) heures ne doit pas être compté aux fins de calcul du travail supplémentaire au-delà de la durée hebdomadaire. Le travail du samedi doit être payé au taux de salaire majoré de 50%.

5.01 Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, lorsqu'il s'agit d'employeurs travaillant pour des clients en vertu de contrats écrits, sur une base annuelle, le lundi peut être substitué au samedi à la condition que cette substitution ne varie pas, si ce n'est avec le consentement de l'employeur et des salariés et qu'un avis de ce changement ait été transmis au préalable au comité paritaire.

5.02 Lorsqu'il s'agit du déménagement d'équipement du bureau, de mobilier et d'accessoires de ménage, les cinq (5) premières heures effectuées le samedi sont payées au tarif normal pourvu qu'elles soient dans le cadre de la semaine de cinquante (50) heures. Cependant, le travail supplémentaire fait le samedi aux mêmes fins, doit être payé au taux de salaire majoré de 50%.

À compter du 1^{er} octobre 1966, le travail du samedi sera payé au taux de salaire majoré de 50%.

5.03 Tout salarié assujéti au présent décret, doit être payé au taux effectif de son salaire, à compter du moment où il se présente au travail dans les locaux de l'employeur à la demande de ce dernier. De même, le temps que le salarié consacre à faire le plein d'essence, le graissage, à attendre des instructions, à voyager et à exécuter d'autres tâches exigées par l'employeur, doit être payé au taux effectif de son salaire et est censé faire partie de la journée de travail.

5.04 Sauf lorsqu'il y a une interruption de travail causée par un cas de force majeure, tout salarié visé par le présent décret, a droit à une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de paye au taux effectif de son salaire pour chaque jour où il se présente au travail, à moins que l'employeur ou son représentant ne l'avise au moins une (1) heure avant la fin de la période de travail précédente, personnellement ou au moyen d'un avis écrit affiché, de ne pas se présenter au travail.

5.05 Tout salarié qui reçoit l'ordre de retourner au travail dans les trois (3) heures qui suivent la fin de sa période ordinaire de travail, a droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de paye au taux effectif de son salaire.

5.06 Aucun salarié ne doit prendre ni ne doit être forcé de prendre plus d'une (1) heure entière ininterrompue pour chaque repas. Toutefois, l'employeur peut ordonner au salarié de prendre trente (30) minutes au minimum pour le repas si la prise d'une (1) heure ininterrompue entraîne une période d'attente supplémentaire.

Le moment du repas se situe entre la quatrième et la sixième heure de sa période de travail.

or subject to the present decree is also regulated by the provisions thereof.

4.02. However, the present definition does not include drivers employed directly by a contractor of the construction industry for his own work already governed by the decree number 613 of April 6, 1962, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal or any other decree which may replace it.

5.00. *Duration of work:* The standard working week shall be one of not more than fifty (50) hours. All work performed in excess of ten (10) hours per day, Monday to Friday inclusive, or fifty (50) hours per week, shall be paid at the rate of time and a half. All overtime allowed, after the ten (10) hours a day is not to be included in calculating overtime in excess of the weekly work, Saturday to be time and a half.

5.01. Notwithstanding the preceding paragraph, in the case of employers working for customers under the terms of written contracts, on a yearly basis, Monday may be substituted to Saturday, provided that this substitution shall not vary except with the consent of the employer and the employees and that a notice of this change has been previously forwarded to the Parity Committee.

5.02. *Moving:* For office moving and household goods furniture moving, the first five (5) hours on Saturday shall be paid at straight time, provided the fifty (50) hour week is not exceeded. Overtime rates of Saturday for household goods furniture and office moving shall be paid at the rate of time and a half.

Commencing October 1, 1966, Saturday shall be paid at the rate of time and a half.

5.03. All employees covered by this Decree shall be paid at their regular wage rates from the time they report for work on the premises of the employer at his request and all the time spent in gasing, oiling, awaiting dispatches, travelling time of any other duties requested by the employer shall be considered as part of the regular day's shift and paid in accordance with the applicable wage rates.

5.04. Except when circumstances beyond control prevent the operation, all employees covered by the decree shall receive a minimum of four (4) hours' pay at their regular wage rate each day they report for work, unless notified personally by the employer or his representative, or by a written notice posted an hour prior to the termination of their previous shift, that they are not to report for work.

5.05. Every employee who is ordered to return to work within three (3) hours after finishing his regular work shift shall be entitled to a minimum of two (2) hours pay at his regular wage rate.

5.06. No employee shall take nor be compelled to take more than one (1) continuous hour per meal. However, should the taking of a full continuous hour for meals cause additional waiting time, the employer may instruct that the employee takes not less than thirty (30) minutes.

Time off for meals shall be taken between the fourth and the sixth hour of the employees' work shift.

5.07 Tout employeur doit avoir une horloge de pointage ou une feuille de présence que chaque salarié doit signer chaque jour.

5.08 L'employeur doit se conformer à toute disposition législative qui accorde à un salarié une période de temps sans perte de salaire, pour lui permettre d'exercer son droit de vote à une élection.

5.09 Aucun aide ne doit travailler à titre de chauffeur à moins que tous les chauffeurs disponibles ne soient occupés.

5.10 Tout employeur doit accorder une période de repos sans diminution de paye, de dix (10) minutes le matin et de dix (10) minutes l'après-midi aux salariés qui travaillent quatre (4) heures ou plus en tant que manutentionnaires, manutentionnaires d'entrepôt, pointeurs ou conducteurs de chariots automoteurs.

5.11 L'employeur qui exige comme condition d'embauchage d'un salarié que ce dernier porte un uniforme, doit acheter l'uniforme chez un fournisseur de son choix.

L'employeur retiendra \$3.00 dollars par semaine sur le chèque de paye du salarié jusqu'à ce qu'il ait récupéré cinquante pour-cent (50%) du coût de l'uniforme. Aux fins du présent alinéa, un uniforme consiste en une casquette, un veston et un ou deux pantalons. Le nombre maximum d'uniformes que tout salarié pourra acheter aux termes du présent mode de paiement, sera laissé à la discrétion de l'employeur.

5.12 Aucun employeur n'aura le droit d'engager un salarié temporaire, à moins que tous ses salariés permanents ne soient au travail à plein temps.

5.13 *Congé payés de funérailles:* Au cas de décès de son épouse ou d'un enfant, un salarié bénéficiera d'un congé payé maximum de trois (3) jours selon le nombre de jours ouvrables qu'il a dans la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles, et pourvu qu'il assiste à ces dernières.

Au cas du décès de son père, de sa mère, d'un frère ou d'une sœur, un salarié a droit à un congé maximum de deux (2) jours sans paie et d'un (1) jour payé, soit neuf (9) heures, s'il assiste aux funérailles et si celles-ci ont lieu entre le lundi et le vendredi.

6.00 *Heures supplémentaires:* Le travail fait en sus des dix (10) heures normales au cours d'une journée quelconque est du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de cinquante pour-cent (50%) pour les six (6) premières heures et une majoration de salaire de cent pour cent (100%) pour toutes les heures suivantes. À la fin des heures supplémentaires, le salarié a droit à une période de repos de huit (8) heures consécutives; toutefois, un salarié a le droit de retourner au travail avant la fin de ladite période de repos de huit (8) heures au taux effectif de son salaire si son employeur le lui demande.

6.01 Tout salarié qui conduit sur une route irrégulière entre la ville de Montréal et tout point situé en dehors du champ d'application territorial du présent décret, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) après dix (10) heures de travail. Un tel salarié droit, avant de recommencer à travailler, à une période minimale de repos de huit (8) heures.

6.02 Un salarié qui ne s'est pas présenté au travail tel qu'on lui a demandé durant la semaine, n'a pas le droit de travailler le samedi, à moins qu'il puisse établir par un certificat de médecin qu'il a été malade.

5.07. All employers shall have a time clock, or a time card that must be signed by the employees daily.

5.08. The employer shall conform to all legislative provision which allows an employee sufficient time without loss of pay on voting days in order to be able to exercise his right to vote.

5.09. No helper shall work as a driver unless all the available drivers are working.

5.10. For those employees performing four (4) hours or more as dockmen, warehousemen, checkers and/or two motor operators, a rest period of ten (10) minutes with pay shall be granted in the morning and ten (10) minutes in the afternoon.

5.11. If an employee is requested by the employer to wear a uniform as a condition of employment, such uniform shall be purchased by the employer from a supplier of the employer's choice.

The employer will deduct \$3.00 per week from the pay cheque of the employee until fifty percent (50%) of the cost of the uniform has been recovered. For the purpose of this paragraph, a uniform shall consist of a cap, a jacket and either one or two pairs of trousers. The maximum number of uniforms that may be purchased by any employee under this arrangement is left up to the discretion of the employer.

5.12. No employer is allowed to hire an occasional employee, unless all permanent employees are working full-time.

5.13. *Funeral leave:* In the event of the death of his wife or child, the employee shall be given three (3) working days off with pay to attend the funeral, provided the period between the day of death and the day of the funeral are working days and provided he attends the funeral.

In the event of a death of a father, mother, brother or sister, an employee shall be entitled to a maximum of two (2) days off without pay and one (1) day (9 hours) with pay, if the funeral is held Monday to Friday and he attends."

6.00. *Overtime:* Time worked in excess of the regular ten (10) hours in any one day shall be considered as overtime and shall be paid for at the rate of time and a half to the extent of six (6) hours, after which he shall be paid double time for all hours thereafter. After the overtime work is terminated, the employee shall be entitled to a rest of eight (8) consecutive hours; but any employee has the option of returning to work within said eight (8) hours, if requested by the employer, at normal wage rates.

6.01. Employees engaged in driving over an irregular route between the city of Montreal and any points situated outside the Island of Montreal, shall receive time and a half after the completion of ten (10) hours. Employees, before resuming their work after such overtime, shall have a break of not less than eight (8) hours.

6.02. Any employee who has not reported for work as requested during the week shall not be entitled to work on Saturday, unless he can prove illness by means of a doctor's certificate."

7.00 *Taux de salaires*: Les taux de salaire minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

	À l'heure	
	À l'em- bauchage	Après 3 mois
Aide de 18 ans et moins	\$0.64	\$0.78
Aide.....	1.49	1.65
Manutentionnaire.....	1.63	1.79
Manutentionnaire d'entrepôt.....	1.63	1.79
Pointeur.....	1.63	1.79
Conducteur de chariot automoteur.....	1.63	1.79
Chauffeur.....	1.64	1.85
Chauffeur de semi-remor- que.....	1.69	1.90

À compter du 1^{er} octobre 1965, les taux de salaire ci-dessus seront haussés de huit cents (\$0.08); les nouveaux taux seront donc les suivants jusqu'au 30 septembre 1966.

	À l'heure	
	À l'em- bauchage	Après 3 mois
Aide de 18 ans et moins	\$0.72	\$0.86
Aide.....	1.57	1.73
Manutentionnaire.....	1.71	1.87
Manutentionnaire d'entrepôt.....	1.71	1.87
Pointeur.....	1.71	1.87
Conducteur de chariot automoteur.....	1.71	1.87
Chauffeur.....	1.72	1.93
Chauffeur de semi-remor- que.....	1.77	1.98

À compter du 1^{er} octobre 1966, les taux de salaires ci-dessus seront haussés de neuf cents (\$0.09) l'heure; les nouveaux taux seront donc les suivants:

	À l'heure	
	À l'em- bauchage	Après 3 mois
Aide de 18 ans et moins	\$0.72	\$0.86
Aide.....	1.66	1.82
Manutentionnaire.....	1.80	1.96
Manutentionnaire d'entrepôt.....	1.80	1.96
Pointeur.....	1.80	1.96
Conducteur de chariot automoteur.....	1.80	1.96
Chauffeur.....	1.81	2.02
Chauffeur de semi-remor- que.....	1.86	2.07

Note explicative: Les appellations de plusieurs métiers et emplois ont été modifiées dans le texte français uniquement pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Aux fins d'application du décret no 913 du 16 juin 1948 et de ses modifications, les anciennes appellations y sont remplacées par les nouvelles partout où on les rencontre.

La substitution des dites nouvelles appellations aux appellations antérieures, n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier de faire obstacle à l'application des salaires fixés pour lesdits emplois, ni d'entamer la validité des certificats de classification et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

7.01 Aucun salarié qui touche actuellement plus que les taux fixés ci-dessus, ne doit subir de diminution après l'entrée en vigueur du présent décret. L'employeur peut, à sa discrétion,

7.00. *Wage rates*: The following minimum rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

	Per hours	
	Start at	After 3 months
Helper, 18 years and under	\$0.64	\$0.78
Helper.....	1.49	1.65
Dockmen.....	1.63	1.79
Warehousemen.....	1.63	1.79
Checkers.....	1.63	1.79
Towmotor operators.....	1.63	1.79
Chauffeur.....	1.64	1.85
Chauffeur semi-trailer.....	1.69	1.90

Commencing October 1, 1965 eight (\$0.08) cents per hour will be added to the above rates of wages, that is, the rates will be the following to September 30, 1966.

	Per Hour	
	Start at	After 3 months
Helper, 18 years and under	\$0.72	\$0.86
Helper.....	1.57	1.73
Dockmen.....	1.71	1.87
Warehousemen.....	1.71	1.87
Checkers.....	1.71	1.87
Towmotor operators.....	1.71	1.87
Chauffeur.....	1.72	1.93
Chauffeur semi-trailer.....	1.77	1.98

As of October 1, 1966, nine (\$0.09) cents per hour will be added to the above rates of wages, that is, the rates will be as follows:

	Per Hour	
	Start at	After 3 months
Helper, 18 years and under	\$0.72	\$0.86
Helper.....	\$1.66	\$1.82
Dockmen.....	1.80	1.96
Warehousemen.....	1.80	1.96
Checkers.....	1.80	1.96
Towmotor operators.....	1.80	1.96
Chauffeur.....	1.81	2.02
Chauffeur semi-trailer.....	1.86	2.07

Explanatory note: The nomenclature ascribed to various trades and occupations have been revised in the French text for the sole reason that they be consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. For the purpose of enforcing decree No. 913 of June 16, 1948 and its amendments, the former terms are replaced by the revised ones wherever they are found.

The substitution of new terms for the old does not affect any vested and current interests. In particular, it does not prevent the application of the new wage rates prescribed for said trades and occupations bearing another name in the preceding decree; nor does it alter the validity of competency certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

7.01. Every employee actually receiving more than the above rates shall continue to receive more after the coming into force of the present decree, and the employer may, at his option,

payer à un salarié un taux plus élevé que celui que fixe le décret pour son emploi.

7.02 Tous les salaires au rendement dont il n'est pas fait mention dans le présent décret, doivent être maintenus dans les cas où ils existent présentement.

7.03 Le chef d'équipe, défini comme étant un salarié à la tête de six (6) salariés ou plus et responsable de leur travail, doit recevoir une prime de cinq cents (\$0.05) l'heure en sus du salaire établi pour son emploi dans le présent décret.

7.04 Tout salarié qui est temporairement muté de son emploi ordinaire à un autre emploi pour lequel le présent décret stipule un taux de salaire plus élevé, doit être payé au taux le plus élevé pour tout le temps qu'il a été ainsi déplacé temporairement, s'il l'a été pendant plus de trois (3) jours. Toutefois, on ne peut faire subir aucune diminution de salaire à un salarié permanent qui est appelé à travailler temporairement à un emploi qui comporte un taux de salaire moins élevé.

7.05 Le salaire de tout salarié doit être payé en entier à chaque période de paye dans une enveloppe scellée en espèces ou par chèque.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe, le chèque ou un bulletin de paye distinct:

- Le nom de l'employeur,
- Les nom et prénoms du salarié,
- Le matricule du salarié,
- La date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
- Le nombre d'heures normales,
- Le nombre d'heures majorées de 50%,
- Le nombre d'heures majorées de 100%,
- Le taux horaire de salaire,
- Le montant du salaire brut,
- La nature et le montant des retenues faites,
- Le montant du salaire net.

7.06 *Transport à longue distance*: (à plus de cinquante (50) milles dans un sens). Si un employeur envoie un salarié effectuer un trajet la nuit et que ce dernier doit rester jusqu'au lendemain, il doit lui payer une indemnité de sept dollars et demi (\$7.50) par jour pour défrayer le coût de sa chambre et le montant de ses dépenses quotidiennes ou l'équivalent en salaire.

7.07 L'employeur fournira des gants pour la manutention des produits pétroliers en vrac.

8.00 *Sécurité sociale*: L'employeur devra payer, ainsi qu'il est stipulé ci-après, à chaque mois civil pour chacun des salariés qui a été à son emploi pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours et qui a travaillé pendant quatre-vingts (80) heures ou plus au cours de chacun des trois mois, un montant de \$3.50 par mois pour qu'il s'inscrive à un régime d'assurance collective.

8.01 Un nouveau salarié ne sera admissible à l'assurance qu'après avoir terminé sa période d'emploi de quatre-vingt-dix (90) jours.

Cependant, tout salarié qui a perdu son emploi par suite de maladie ou de manque de travail et qui revient à l'emploi du même employeur, a droit à l'assurance à la date à laquelle il a accompli quarante-cinq (45) heures pour cet employeur. L'employeur n'est pas tenu de verser le montant de \$3.50 pour le mois durant lequel l'assurance est remise en vigueur.

8.02 Le régime d'assurance doit fournir les avantages suivants:

- a) Assurance-vie.
- b) Assurance accident et maladie.
- c) Frais médicaux et d'hospitalisation.

8.03 L'employeur déduira chaque semaine de la paye d'un salarié, lorsqu'il aura reçu de ce dernier l'autorisation écrite de le faire, un montant maximum de \$1.00 pour s'inscrire à un

pay an employee at a rate higher than his classification calls for.

7.02. All existing incentive rates not mentioned in this decree shall, wherever they actually exist, be maintained.

7.03. A leading-hand, meaning any employee in charge of a group of six (6) or more employees and responsible for their work, shall be paid at a rate of five (\$0.05) cents per hour higher than his classification calls for.

7.04. Employees who are temporarily changed from their regular jobs to one for which the scheduled wage is higher will be paid the higher rate for all the time they have worked at such temporary occupation over and above three (3) days. However, no reduction will be made when any regular employee is requested to work temporarily at a job for which a lower rate is established.

7.05. Each employee's wages must be paid him in full at each pay period, in a sealed envelope, in cash or by cheque.

The following details should appear on the envelope, the cheque or separate pay-record:

- Employer's name,
- Employee's name and surname,
- Employee number,
- Payment date and work period covered,
- Number of regular hours,
- Number of hours at time and one-half,
- Number of hours at double time,
- Hourly wage rate,
- Gross amount of wages,
- Type and amount of deductions made,
- Net amount of wages.

7.06. Long Haul Operations (Over fifty (50) miles one way). Should an employee be dispatched for an overnight period, he shall be paid \$7.50 for sleeping accommodations and his daily expenses, or the equivalent thereof in pay."

7.07. The employer shall provide gloves for the handling of bulk petroleum products."

8.00. *Social Security*: The employer shall pay, as hereafter specified, every calendar month, and for each of his employees who has been employee for a minimum of ninety (90) days and has worked eighty (80) hours or more in each of the three months, an amount of \$3.50 per month to subscribe to a group insurance plan.

8.01. A new employee is only eligible for insurance after the completion of his ninety (90) days probation period.

However, every employee who has lost his employment through illness or lack of work, and who returns in the employ of the same employer shall be entitled to the insurance when he has completed forty-five (45) hours of work for said employer. The employer shall not be required to pay the amount of \$3.50 for the month in which the insurance is put into force again.

8.02. The insurance plan should provide the following benefits:

- (a) Life insurance.
- (b) sickness and accident insurance.
- (c) hospital and doctor's fees.

8.03. The employer shall deduct each week from the pay of an employee, when so authorized in writing by such employee, an amount not exceeding \$1.00 to provide for group insur

régime d'assurance collective au bénéfice des dépendants dudit salarié, notamment son épouse, et ses enfants âgés d'au moins quatorze (14) jours et d'au plus dix-neuf (19) ans.

8.04 S'il reçoit la susdite autorisation, l'employeur devra verser un montant maximum de \$1.25 par mois au titre de sa contribution au régime d'assurance collective pour les dépendants du salarié.

8.05 Dans chaque atelier, un certain pourcentage de tous les salariés régis par le décret, calculé d'après le nombre des intéressés, ainsi que la compagnie d'assurance l'aura déterminé, devront déclarer par écrit leur intention de participer au régime pour que les salariés puissent se prévaloir de l'assurance couvrant leurs dépendants.

8.06 Dans tout atelier où les salariés déclareront par écrit leur intention de participer au régime prévu au paragraphe 8.05, l'employeur peut annuler, dans le cadre de ses droits et obligations, tout autre régime d'assurance existant au bénéfice des dépendants du salarié.

8.07 Tous les salariés se soumettront promptement à tout examen médical demandé par l'employeur, pourvu toutefois que ce dernier paie les dépenses de tel examen. L'employeur a le droit de choisir le médecin qui fera subir l'examen médical.

8.08 L'employeur se réserve le droit de fixer, pour l'examen médical, des heures en dehors des heures de travail. Si toutefois, l'employeur fixe pour l'examen médical, une heure comprise dans la période normale de travail d'un salarié, celui-ci devra alors être payé pour le temps consacré à l'examen au taux horaire effectif de son salaire.

8.09 Un salarié qui subit une lésion corporelle pendant son travail, sera payé au taux horaire effectif pour le temps qu'il mettra à aller consulter un médecin, jusqu'à la fin de sa journée normale de travail, jusqu'à concurrence de cinq (5) heures.

8.10 L'assurance de tout salarié se termine automatiquement à la date où il quitte son employeur. Cependant, l'employeur est tenu de verser au Comité paritaire un montant de \$3.50 pour le mois entier durant lequel le salarié a quitté son emploi.

8.11 Ce régime est administré par le Comité paritaire qui peut nommer un sous-comité à cet effet, lequel est chargé de percevoir les cotisations des employeurs et de les verser suivant un contrat approuvé par le surintendant des assurances de la province de Québec.

8.12 Le régime d'assurance collective prévu au présent article doit toujours être négocié dans un contrat unique couvrant tous les assurés et être administré avec la collaboration du Comité paritaire.

9.00 *Jours fériés*: Les jours suivants sont considérés comme jours fériés légaux payés:

Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce et le jour de Noël.

9.01 On ne peut forcer un salarié à travailler pendant l'un des jours fériés énumérés au paragraphe précédent. Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à neuf (9) heures au tarif horaire effectif de son salaire pour les jours fériés ci-haut mentionnés, même s'il ne travaille pas et quel que soit le jour de la semaine où tombe le jour férié.

9.02 Tout salarié doit être payé pour chaque jour férié pourvu qu'il ait été à l'emploi de son employeur plus longtemps que la période d'essai

ance protection for the benefit of said employees dependents, namely, his wife and unmarried children under nineteen (19) years and over fourteen (14) days old.

8.04. Upon receipt of such authorization, the employer shall contribute an amount not exceeding \$1.25 per month to such group insurance plan protecting the employee's dependents.

8.05. In each shop, a certain percentage of all employees subject to the decree, depending on the amount of employees involved, as set out by the insurance company, must state in writing their intention to participate before any employee may take advantage of this dependents' coverage.

8.06. In a shop where the employees sign for coverage as the above paragraph, then the employer shall have the right to cancel any other dependents' insurance plan that may be in effect.

8.07. Any medical examination requested by the employer shall be promptly complied with by all employees provided however that the employer pays for such examination. The employer has the right to select his own medical examiner or physician.

8.08. The employer reserves the right to make appointments for examination at times other than during working hours. If, however, an employer should arrange for a medical examination during the normal shift hours of an employee, then the employee must be reimbursed for the actual time involved at his regular hourly rate of pay.

8.09. An employee, in case of physical injury while on duty, shall be paid at his straight time hourly rate for the time spent to visit a doctor, up to the end of his regular working day, but in no case shall this exceed five (5) hours.

8.10. The insurance of every employee shall terminate automatically at the date of his leaving his employer. However, the employer is required to pay to the Parity Committee an amount of \$3.50 for the whole month in which the employee has left his employment.

8.11. This plan is administered by the Parity Committee and the latter may appoint a sub-committee for that purpose which will be entrusted with the collection of employers' assessments and the remittance thereof according to a contract approved by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec.

8.12. The group insurance plan referred to in the present section shall always be negotiated through an individual contract covering all employees governed by the decree and shall be administration with the collaboration of the Parity Committee.

9.00. *Statutory Holidays*: The following days will be considered as paid statutory legal holidays:

New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

9.01. The employees shall not be required to work on any of the holidays mentioned in the preceding sub-section. He shall be paid nine (9) hours at straight hourly rate for the above mentioned holidays even when not worked, and regardless of the day of the week on which it falls.

9.02. Every employee shall be paid for each statutory holiday provided he has been in his employer's service longer than the probationary

et qu'il ait travaillé au moins quatre-vingts (80) heures dans la même période.

9.03 Tout salarié qui est disponible pour la période normale de travail précédant et suivant un jour férié, doit recevoir une indemnité égale à neuf (9) heures au taux de salaire effectif pendant le jour férié.

9.04 Si une période de travail commence un jour férié et se poursuit une partie du jour suivant, ou si une période de travail commence le jour qui précède le jour férié et se poursuit une partie dudit jour, le salarié sera payé au taux horaire effectif de son salaire, pourvu que le travail fait durant ledit jour férié, ne dépasse pas quatre (4) heures. La durée minimale garantie des périodes de travail spéciales mentionnées ci-haut, est de huit (8) heures de travail.

9.05 Si un ou plusieurs jours fériés payés tombent pendant les vacances d'un salarié, celui-ci doit bénéficier d'un jour supplémentaire de vacances pour chaque jour férié ou de l'équivalent en salaire, au choix de l'employeur.

9.06 Un salarié qui est dans sa période d'essai n'a pas droit à une indemnité pour les jours fériés qui surviennent pendant cette période.

9.07 Tout salarié licencié pour manque de travail dans les trois (3) jours ouvrables qui précèdent un jour férié, doit recevoir, pour ledit jour férié, une indemnité égale à neuf (9) heures au tarif horaire effectif de son salaire s'il est rappelé au travail et y retourne dans les trois (3) jours ouvrables suivant ledit jour férié.

10.00 *Rémunération du travail le dimanche:* Tout salarié à qui on demande de travailler le dimanche, doit recevoir une indemnité égale à au moins deux (2) heures au taux indiqué ci-dessous pour sa classification:

	Par heure	À l'em-	Après
		beau-	3
		chage	mois
Aide de 18 ans ou moins	\$0.92	\$1.13	
Aide	2.42	2.74	
Manutentionnaire	2.70	3.02	
Manutention d'entrepôt	2.70	3.02	
Pointeur	2.70	3.02	
Conducteur de chariot automoteur	2.70	3.02	
Chauffeur	2.72	3.14	
Chauffeur de semi-remorque	2.82	3.24	

11.00 *Congés annuels payés:* Tout salarié qui, le premier mai de chaque année, ne justifie pas d'un (1) an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'un demi (1/2) jour ouvrable pour chaque mois de service continu. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération totale perçue par le salarié à compter de la date de son embauchage jusqu'au 30 avril de l'année en cours.

11.01 Tout salarié qui, le premier mai de chaque année, justifie d'un (1) an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'une (1) semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

11.02 Tout salarié qui, le premier mai de chaque année, justifie de trois (3) ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération totale durant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

11.03 a) Tout salarié qui, le premier mai 1965 justifie de dix-sept (17) ans ou plus de service

period and has worked not less than eighty (80) hours in the same period.

9.03. Employees who are available for work on the normal shift preceding and following an observed holiday shall be paid nine (9) hours at the regular rates while observing the holiday.

9.04. All shifts which start on a holiday and run into the day following, or those shifts which start on the day preceding a holiday and run into the holiday shall be paid at normal rates, provided that time worked on the holiday does not exceed four (4) hours. These special shifts outlined above shall be guaranteed eight (8) hours of work.

9.05. In the event one or more paid holidays fall within an employee's vacation period, he shall be granted an additional day's vacation for each holiday, or the equivalent thereof in pay, at the employer's choice.

9.06. Employees are not entitled to holiday pay for holidays falling within their probationary period.

9.07. Any employee laid-off due to lack of work three (3) working days prior to a statutory holiday will be paid for said holiday for nine (9) hours at straight time his regular rate of pay, if he is recalled and returns within three (3) working days of said holiday.

10.00. *Remuneration for Sunday work:* Any employee required to work on Sundays will be paid a minimum of two (2) hours at the following rate, according to his classification.

	Per hour	Start	After 5
		at	months
Helper, 18 years and under	\$0.92	\$1.13	
Helper	2.42	2.74	
Dockmen	2.70	3.02	
Warehousemen	2.70	3.02	
Checkers	2.70	3.02	
Towmotor operators	2.70	3.02	
Chauffeur	2.72	3.14	
Chauffeur semi-trailers	2.82	3.24	

11.00. *Vacation with pay:* Any employee, who on the first of May of the current year has not completed one (1) year of continuous service with the same employer, shall be granted one-half (1/2) day of vacation with pay per month of continuous service. The compensation for said vacation shall be two per cent (2%) of his total earnings from his hiring date to the 30th day of April of the current year.

11.01. Any employee who, on the first of May of the current year has completed one (1) year of continuous service with the same employer shall be granted one (1) week vacation with pay, calculated at two per cent (2%) of his total earnings during the period extending from May 1st of the previous year to the 30th of April of the current year.

11.02. Any employee who, on the first of May, has completed three (3) years or more of continuous service with the same employer will be granted two (2) week's vacation with pay, calculated at four per cent (4%) of his total earnings during the period extending from May 1 of the previous year to the 30th of April of the current year.

11.03. (a) Any employee who, on the first day of May 1965 has completed seventeen years

continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération totale pendant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante.

b) Tout salarié qui le premier mai 1966 justifie de quinze (15) ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération totale pendant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante.

c) Tout salarié qui, le premier mai 1967, justifie de douze (12) ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération totale pendant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante.

11.04 Aucun salarié ne doit accepter une indemnité compensatrice de congés et aucun employeur ne doit consentir à en verser une à un salarié. Toutefois, un employeur peut verser à un salarié, d'un commun accord avec lui, une indemnité compensatrice de congés, pourvu que ledit salarié ait droit à un congé de plus d'une semaine et qu'il prenne au moins une semaine de vacances.

On ne peut forcer un salarié à accepter une indemnité compensatrice pour le faire renoncer à son congé.

11.05 Si un salarié est congédié pour juste motif, il n'a droit qu'à une indemnité de renvoi suivant les dispositions de l'ordonnance no 3 relative aux « Congés annuels payés » de la Commission du salaire minimum.

11.06 Si un salarié quitte volontairement le service de son employeur, il a droit de recevoir une indemnité de départ de 2%, de 4% ou de 6%, selon son admissibilité à la date du premier mai précédent.

11.07 L'indemnité de congés payés déterminés dans les paragraphes précédents, est payable avant le départ du salarié.

11.08 Les vacances payées peuvent être données du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

12.00 Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans le champ d'application territorial déterminé par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

13.00 Le présent décret abroge le décret numéro 407 du 8 mars 1947.

14.00 *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1967.

14.01 Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

JACQUE PRÉMONT,
9725-0 Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

(17) or more of continuous service with the same employer shall be granted three (3) weeks vacation with pay, calculated at six percent (6%) of his total earnings during the period extending from May the first of the previous year to the 30th of April of the current year.

(b) Any employee who, on the first day of May 1966 has completed fifteen years (15) or more of continuous service with the same employer shall be granted three (3) weeks vacation with pay, calculated at six per cent (6%) of his total earnings during the period extending from May the first of the previous year to the 30th of April of the current year.

(c) Any employee who, on the first day of May 1967 has completed twelve years (12) or more of continuous service with the same employer shall be granted three (3) weeks vacation with pay, calculated at six per cent (6%) of his total earnings during the period extending from May the first of the previous year to the 30th of April of the current year.

11.04. No employee shall accept vacation pay in lieu of vacation time and no employer shall accept to pay an employee his vacation in lieu of vacation period. However, the employer may, by mutual consent between the employer and the employee, pay an employee who is entitled to more than one week vacation for his vacation in lieu of vacation time, provided that said employee will take at least one week vacation time.

It is understood that no employee will be forced to accept vacation pay in lieu of vacation time.

11.05. In the event an employee is discharged for cause, he shall be entitled to severance pay as per Ordinance No. 3, of the Minimum Wage Commission, dealing with "Annual vacation with pay."

11.06. In the event an employee voluntarily leaves the services of his employer, he shall be entitled to receive as severance pay two per cent (2%) or four per cent (4%) or six per cent (6%) as per his eligibility on the previous May 1st.

11.07. Vacation pay, as mentioned in the above sub-sections, is payable before the employee leaves for his vacation.

11.08. The vacation can be given from January 1 to December 31 of each year.

12.00. At the time of this agreement's ratification, the existing Parity Committee, formed to supervise the enforcement of the former decree in the territorial jurisdiction outlined in this decree, remains in office and supervises the enforcement of this decree until a new committee has been formed. This new committee replaces the former and is invested with all assets and rights of said committee. It also assumes all debts of the former committee under the terms of the former decree.

13.00. This decree rescinds decree number 407 of March 8, 1947.

14.00. *Duration of the decree:* This decree is valid from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until March 31, 1967.

14.01. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before the original expiry date or before the end of any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
9725-0 Associate Clerk of the Executive Council.

Association coopérative

Cooperative Association

Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Robert Bellarmin (Association coopérative)

Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Robert Bellarmin (Association coopérative)

(Loi des associations coopératives)

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Robert Bellarmin (Association coopérative) ».

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Robert Bellarmin (Association coopérative)".

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Robert Bellarmin, dans le district électoral de Frontenac.

The head office of this cooperative association is situated in St-Robert Bellarmin, in the electoral district of Frontenac.

Québec, le 15 février 1965.

Québec, February 15, 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

9713-0

RAYMOND DOUVILLE.

9713

Assistant Secretary of the Province.

Avis

Notices

Conseil Ancienne-Lorette No 4246 des Chevaliers de Colomb

Conseil Ancienne-Lorette No 4246 des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le secrétaire de la province de Québec a, le 13 janvier 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Conseil Ancienne-Lorette No 4246 des Chevaliers de Colomb », et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec, Statuts de Québec, 1-2 Élisabeth II, 1952-53, chapitre 134 et de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 276.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on January 13, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of the "Conseil Ancienne-Lorette No. 4246 des Chevaliers de Colomb", and sush, pursuant to section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Act of the Province of Quebec, Statutes of Quebec, 1-2 Élisabeth II, 1952-53, chapter 134 and of section 225a of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 janvier 1965.

Given at the office of the Provincial Secretary, January 18, 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

9693-0

4246-64

9693

4246-64

Cité de Sainte-Foy

City of St. Foy

Avis est avis par les présentes donné que la « Cité de Sainte-Foy », s'adressera par requête, au lieutenant-gouverneur en conseil de cette Province, aux fins d'obtenir des lettres patentes amendant sa charte en remplaçant l'article 14 de la Loi 13, Geo. VI, ch. 101, par le paragraphe 32 de l'article 429 de la Loi des Cités et Villes; l'article 15 de la Loi 13, Geo. VI, ch. 101, par le paragraphe 16-A de l'article 426 de la Loi des Cités et Villes; l'article 24 de la Loi 13, Geo. VI, ch. 101, par le paragraphe 1-A de l'article 426 de la Loi des Cités et Villes; l'article 6 de la Loi 1-2 Elizabeth II, ch. 88, par l'article 135 de la Loi des Cités et Villes; l'article 7 de la Loi 1-2 Elizabeth II, ch. 88, par l'article 139 de la Loi des Cités et Villes; l'article 11 de la Loi 3-4 Elizabeth II, ch. 84, par l'article 64 de la Loi des Cités et Villes; l'article 19 de la Loi 3-4 Elizabeth II, ch. 84 par les articles 580 à 593 inclusivement et l'article 521-A de la Loi des Cités et Villes; l'article 2 de la Loi 4-5 Elizabeth II, ch. 90, par l'article 68-A de la Loi des Cités et Villes; l'article 4 de la Loi 4-5 Elizabeth II, ch. 90 par le paragraphe 3 de l'article 429 et l'article 521-A de la Loi des Cités et Villes; l'article 5 de la Loi 4-5 Elizabeth II, ch. 90, par l'article 485 de la Loi des Cités et Villes; l'article 7 de la Loi 4-5 Elizabeth II, ch. 90, par l'article 500 de la Loi des Cités et Villes; l'article 2 de la Loi 5-6, Elizabeth II, ch. 92, par le paragraphe 1-A de l'article 426 de la Loi des Cités et Villes; l'article 3 de la

Notice is hereby given that the "City of St. Foy", will apply, by petition, to the Lieutenant-Governor in Council of this Province, in order to obtain letters patent amending its charter by replacing section 14 of the act 13, Geo. VI, ch. 101 by paragraph 32 of section 429 of the Cities and Towns Act; section 15 of the act 13, Geo. VI, ch. 101 by paragraph 16-A of section 426 of the Cities and Towns Act; section 24 of the act 13, Geo. VI, ch. 101 by paragraph 1-A of section 426 of the Cities and Towns Act; section 6 of the act 1-2 Elizabeth II, ch. 88 by section 135 of the Cities and Towns Act; section 7 of the act 1-2 Elizabeth II, ch. 88 by section 139 of the Cities and Towns Act; section 11 of the act 3-4 Elizabeth II, ch. 84 by section 64 of the Cities and Towns Act; section 19 of the act 3-4 Elizabeth II, ch. 84 by sections 580 to 593 inclusively and 521-A of the Cities and Towns Act; section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, ch. 90 by section 68-A of the Cities and Towns Act; section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, ch. 90 by paragraph 3 of section 429 and section 521-A of the Cities and Towns Act; section 5 of the act 4-5 Elizabeth II, ch. 90 by section 485 of the Cities and Towns Act; section 7 of the act 4-5 Elizabeth II, ch. 90 by section 500 of the Cities and Towns Act; section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, ch. 92 by paragraph 1-A of section 426 of the Cities and Towns Act; section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, ch. 92, paragraphs 8-A and 8-B by paragraph

Loi 5-6 Elizabeth II, ch. 92, paragraphes 8-A et 8-B par le paragraphe 8 de l'article 429 de la Loi des Cités et Villes; l'article 5 de la Loi 5-6 Elizabeth II, ch. 92, par les articles 609-B, 609-C, 609-D, 609-E et 609-F de la Loi des cités et Villes; l'article 6 de la Loi 5-6 Elizabeth II, ch. 92, par l'article 493 de la Loi des Cités et Villes; l'article 2 de la Loi 6-7 Elizabeth II, ch. 69, par l'article 485 de la Loi des Cités et Villes; l'article 2 de la Loi 7-8 Elizabeth II, ch. 63, par l'article 68-A de la Loi des Cités et Villes; l'article 2-B de la Loi 7-8 Elizabeth II, ch. 63, par les articles 441, 521-A et 580 à 593 inclusivement de la Loi des Cités et Villes; l'article 3 de la Loi 7-8 Elizabeth II, ch. 63 par les articles 609-B, 609-C, 609-D, 609-E et 609-F de la Loi des Cités et Villes et afin que tous ces articles de la Loi des Cités et Villes ci-dessus énumérés puissent s'appliquer à la cité de Sainte-Foy;

Donné sous mon seing en la cité de Sainte-Foy, ce 19^{ième} jour de février 1965.

Le Greffier de la Cité,

NOËL PERRON, avocat.

9709-o

Les Chevaliers de Colomb La Guadeloupe inc. conseil 3010

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 décembre 1964, approuvé les règlements généraux de « Les Chevaliers de Colomb La Guadeloupe inc. conseil 3010 », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9722-o

3010

Société Saint-Jean-Baptiste locale de St-Thomas-de-Caxton

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 décembre 1964, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste locale de St-Thomas-de-Caxton », dont le siège social est situé en la paroisse de St-Thomas-de-Caxton, district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9726-o

92-64

Village de Saint-Boniface-de-Shawinigan

Conformément aux dispositions de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 99, ainsi qu'à une résolution adoptée par le conseil de la corporation municipale du village de Saint-Boniface de Shawinigan en date du 15 février 1965, avis est par les présentes donné de la publication de ladite loi dont le texte est contenu ci-après.

CHAPITRE 99

Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

Attendu que la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan a, par sa pétition, représenté:

8 of section 429 of the Cities and Towns Act; section 5 of the act 5-6 Elizabeth II, ch. 92 by sections 609-B, 609-C, 609-D, 609-E and 609-F of the Cities and Towns Act; section 6 of the act 5-6 Elizabeth II, ch. 92 by section 493 of the Cities and Towns Act; section 2 of the act 6-7 Elizabeth II, ch. 69 by section 485 of the Cities and Towns Act; section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, ch. 63, by section 68-A of the Cities and Towns Act; section 2-B of the act 708 Elizabeth II, ch. 63 by sections 441, 521-A and 580 to 593 inclusively of the Cities and Towns Act; section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, ch. 63 by sections 609-B, 609-C, 609-D, 609-E and 609-F of the Cities and Towns Act and as to permit that those sections of the Cities and Towns Act above-mentioned can apply to the city of St. Foy.

Given under my seal, in the city of St. Foy, this 19th day of February 1965.

NOËL PERRON, lawyer,

City Clerk.

9709-o

Les Chevaliers de Colomb La Guadeloupe inc. conseil 3010

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 28, 1964, approved the general by-laws of "Les Chevaliers de Colomb La Guadeloupe inc. conseil 3010", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9722

3010

Société Saint-Jean-Baptiste locale de St-Thomas-de-Caxton

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 17, 1964, issued a certificate incorporating "Société Saint-Jean-Baptiste locale de St-Thomas-de-Caxton", the head office of which is situated in the parish of St-Thomas-de-Caxton, judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and those following of the act respecting the "Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières", 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9726

92-64

Village of Saint-Boniface-de-Shawinigan

Pursuant to the provisions of Act 12-13 Elizabeth II, chapter 99, as well as to a resolution adopted by the Council of the municipal Corporation of the village of Saint-Boniface de Shawinigan, dated February 15, 1965, notice is hereby given of the publication of the said law the text of which follows.

CHAPTER 99

An Act to provide for the appropriation of certain immovables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan

[Assented to 16th July 1964]

Whereas the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan has, by its petition, represented:

Qu'elle est une corporation locale régie par le Code municipal;

Que dans les limites de son territoire, il existe quelque 7000 lots sur lesquels aucun acte de propriétaire ne semble avoir été posé par qui que ce soit depuis environ 40 ans;

Que la majorité de ces lots semble être la propriété de Canada Realty Company et de Shawinigan Falls Construction and Realty Company, qui semblent inactives depuis 1914;

Qu'aucune taxe scolaire ou municipale n'a été payée depuis 1914 pour ces lots;

Qu'un grand nombre de personnes s'aventurent sur ces terrains sans permission, ce qui constitue un danger constant d'incendie et de pillage;

Que pour la bonne administration de ses affaires et pour le bénéfice de ses contribuables, il serait avantageux que la pétitionnaire devienne propriétaire de ces lots;

Que la totalité de ces lots ont été subdivisés en 1913 sans tenir compte des accidents géographiques et que certains de ces lots sont même entièrement submergés;

Que pour assurer le développement harmonieux de la municipalité, il importe que ces subdivisions soient annulées;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Sous réserve des articles suivants, la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan deviendra propriétaire des lots originaux portant les numéros 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 et 302 du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan ainsi que de la moitié nord du lot originaire numéro 291 dudit cadastre, laquelle mesure 2.25 arpents par 28 arpents plus ou moins.

2. Dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la municipalité doit en faire publier le texte intégral deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un quotidien publié dans le district judiciaire de Trois-Rivières, le texte français deux fois dans deux quotidiens de langue française, un publié à Montréal et un à Québec, et le texte anglais deux fois dans deux quotidiens de langue anglaise, un publié à Montréal et un à Québec.

Un intervalle d'au moins trois mois doit s'écouler entre chaque publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou dans un quotidien.

3. Toute personne qui prétend avoir des droits sur les lots visés à l'article 1 doit les faire valoir dans les vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, au moyen d'une requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières et signifiée au secrétaire-trésorier de la municipalité.

Il y a appel du jugement final rendu par le juge de la même manière que d'un jugement final de la Cour supérieure.

La juridiction attribuée à un juge de la Cour supérieure par le premier alinéa ne peut en aucun cas être exercée par le protonotaire.

4. Après l'expiration des vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la municipalité pourra se faire déclarer propriétaire de la totalité ou d'une partie des lots visés à l'article 1 sur simple requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières.

Cette requête devra être accompagnée d'une déclaration sous serment, signée par le secrétaire-trésorier de la municipalité, attestant qu'aucune

That it is a local corporation governed by the Municipal Code;

That within the limits of its territory there are some 7000 lots to which no deed of ownership seems to have been made by anyone for about 40 years;

That the majority of such lots appear to belong to the Canada Realty Company and the Shawinigan Falls Construction and Realty Company which seem to have been inactive since 1914;

That no school or municipal taxes have been paid on such lots since 1914;

That a great number of people venture upon such lands without permission, thereby constituting a constant danger of fire and theft;

That for the good administration of its affairs and for the benefit of the ratepayers it would be advantageous for the petitioner to become the owner of such lots;

That all of such lots were subdivided in 1913 without regard for geographical features and some of them are completely under water;

That to ensure a harmonious development of the municipality it is essential that such subdivisions be cancelled;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Subject to the following sections, the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan shall become the owner of the original lots bearing numbers 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 and 302 of the cadastre for the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan as well as the northern half of original lot number 291 of the said cadastre, which measures 2.25 arpents by 28 arpents more or less.

2. Within twelve months after the coming into force of this act, the municipality shall cause to be published the entire text thereof twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily newspaper published in the judicial district of Three Rivers, the French text twice in two French daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec, and the English text twice in two English daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec.

An interval of at least three months must elapse between each publication in the *Quebec Official Gazette* and each daily newspaper.

3. Every person claiming to have rights in the lots referred to in section 1 must assert such rights within twenty-four months after the coming into force of this act, by means of a petition to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers and served on the secretary-treasurer of the municipality.

An appeal shall lie from the final judgment rendered by the judge in the same manner as from a final judgement of the Superior Court.

The jurisdiction assigned to a judge of the Superior Court by the first paragraph shall in no case be exercised by the protonotary.

4. After the expiry of twenty-four months following the coming into force of this act, the municipality may have itself declared the owner of the whole or a part of the lots referred to in section 1 upon simple petition addressed to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers.

Such petition must be accompanied by a sworn statement, signed by the secretary-treasurer of the municipality, establishing that

requête visée à l'article 3 ne lui a été signifiée au sujet des lots dont la municipalité désire se faire reconnaître propriétaire, ou que si une telle requête lui a été signifiée, elle a été renvoyée par un jugement définitif.

Le juge saisi de cette requête doit s'assurer que les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies avant d'y accéder, et il peut ordonner la signification de cette requête selon qu'il le juge à propos.

Un jugement rendu en vertu du présent article équivaut à un juste titre définitif.

5. Sur demande de la municipalité, les subdivisions cadastrales des lots originaires visés à l'article 1 devront être annulées par l'autorité compétente à l'égard seulement des lots ou parties de lots dont la municipalité aura été reconnue propriétaire.

La demande de la municipalité devra être accompagnée d'une copie certifiée du jugement la déclarant propriétaire.

Cette demande devra être signifiée au registraire de la division d'enregistrement où sont situés ces lots.

La municipalité ne sera pas tenue de fournir un certificat de recherches d'hypothèque pour les lots faisant l'objet de sa demande.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Signé à St-Boniface de Shawinigan, ce 16^e jour de février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

RAYMOND RACINE.

9737-9-2-o

no petition contemplated in section 3 has been served upon him respecting the lots of which the municipality wishes to be recognized as the owner or, if he was served with such a petition, that it was dismissed by a final judgment.

The judge seized of such petition, before granting it, shall make sure that the formalities prescribed by this act have been complied with, and may order such service of the petition as he deems proper.

A judgment rendered under this section shall confer a valid definitive title.

5. Upon petition by the municipality, the cadastral subdivisions of the original lots referred to in section 1 shall be cancelled by competent authority with regard only to the lots or parts of lots of which the municipality shall have been recognized as the owner.

The petition by the municipality must be accompanied by a certified copy of the judgment declaring its right of ownership.

Such petition must be served on the registrar of the registration division where such lots are situated.

The municipality shall not be obliged to provide a certificate of hypotheses for the lots which are the subject of its petition.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Signed at St-Boniface de Shawinigan, this 16th day of February, 1965.

RAYMOND RACINE,

Secretary-Treasurer.

9737-9-2-o

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 17 février 1965.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 2 Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement.
- 7 Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.
- 11 Loi modifiant la Loi de la Place des Arts.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

- 4 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

9745-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 17th of February 1965.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 2 An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education.
- 7 An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
- 11 An Act to amend the Place des Arts Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

- 4 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

9745-o

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de Ste-Odile-sur-Rimouski

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « La Caisse Populaire de Ste-Odile », en celui de « La Caisse Populaire de Ste-Odile-sur-Rimouski ».

Québec, le 12 février 1965.

9694-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Ste-Odile

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire Ste-Odile ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la paroisse Ste-Odile.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Ste-Odile, Québec, dans le district électoral de Québec-Est.

Québec, le 17 février 1965.

9710-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Longueuil

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la « La Caisse Populaire Desjardins de Longueuil » en celui de « La Caisse Populaire de Longueuil », et qu'il a aussi approuvé que le territoire dans lequel cette caisse peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse St-Antoine de Longueuil, aux limites du comté de Chambly.

Québec, le 12 février 1965.

9714-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies Licensed to do Business

Bache & Co. Inc.

Bache & Co. Inc.

Avis est donné que « Bache & Co. Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de « General Corporation Laws » de l'état du Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W.H. Laidley, chambre 1100, 231, rue St-Jacques, ouest Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1100, 231, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

9675 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.
8-65 — 1259/43

La Caisse Populaire de Ste-Odile-sur-Rimouski

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Caisse Populaire de Ste-Odile" to that of "La Caisse Populaire de Ste-Odile-sur-Rimouski".

Quebec, February 12, 1965.

9694 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire Ste-Odile

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire Ste-Odile".

The territory in which the savings and credit union shall recruit its members shall be the parish of Ste-Odile.

The head office of this savings and credit union is situated at Ste O dile, Quebec, in the electoral district of Quebec-East.

Quebec, February 17, 1965.

9710 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire de Longueuil

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name "La Caisse Populaire Desjardins de Longueuil" to that of "La Caisse Populaire de Longueuil", and that he has also approved that the territory in which this union may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Antoine de Longueuil, to the limits of the county of Chambly.

Quebec, February 12, 1965.

9714 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that "Bache & Co. Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the General Corporation Laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W.H. Laidley, of room 1100, 231 St. James street west, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 1100, 231 St. James street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1965.

9675-o *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.
8-65 — 1259/43

Canuck Pottery Limited

Avis est donné que « Canuck Pottery Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, chapitre 33 des statuts refondus 1952, de la province du Nouveau-Brunswick, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Percy T. Foley, du village de Labelle.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi au village de Labelle, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

7-65 — 1259/44

Consolidated Manitoba Mines Limited

Avis est donné que « Consolidated Manitoba Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Herbert B. McNally, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1900, 507, place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

1-65 — 1258/8

Drycleaners Acceptance Corporation

Avis est donné que « Drycleaners Acceptance Corporation », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation par des articles de corporation, en date du 6 janvier 1955, accordés en vertu des lois de l'état de Michigan, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W.H. Laidley, chambre 1100, 231, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1100, 231, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15^e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

3-65 — 1259/26

Dunloe Investment Limited

Avis est donné que « Dunloe Investment Limited », une compagnie à fonds social étrangère

Canuck Pottery Limited

Notice is hereby given that "Canuck Pottery Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Companies Act, being Chapter 33 of the Revised Statutes, 1952, of the Province of New-Brunswick, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Percy T. Foley, of the village of Labelle.

The principal office of the said company in the Province is to be established in the village of Labelle, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

7-65 — 1259/44

Consolidated Manitoba Mines Limited

Notice is hereby given that "Consolidated Manitoba Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. Herbert B. McNally, of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at suite 1900, 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

1-65 — 1258/8

Drycleaners Acceptance Corporation

Notice is hereby given that "Drycleaners Acceptance Corporation", an extra-provincial company incorporated by articles of Corporation dated January 6, 1955, issued pursuant to the laws of the State of Michigan, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W.H. Laidley, of room 1100, 231 St. James street west, Montreal, judicial district of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 1100, 231 St. James street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

3-65 — 1259/26

Dunloe Investment Limited

Notice is hereby given that "Dunloe Investment Limited", an extra-provincial company

constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la Nouvelle-Écosse, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Philip Carr-Harris, 573, avenue Landsdowne, Westmount.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 714, rue Vitrié, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 2-65 — 1259/27

Grammont Motel Ltd.

Avis est donné que « Grammont Motel Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du nouveau Brunswick, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. François Ross, c.a., d'Amqui.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à Cross Point, canton de Mann, comté de Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-0 68-64 — 1260/24

Great Lakes Nickel Corp. Limited

Avis est donné que « Great Lakes Nickel Corp. Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. James Auley McCuaig, 455, rue Craig, ouest, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 455, rue Craig, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675 6-65 — 1259/30

R-N Acceptance Limited

Avis est donné que « R-N Acceptance Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province d'Alberta, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Richard J.F. Bowie, édifice de la Banque Toronto-Dominion, 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal.

incorporated in virtue of the Nova Scotia Companies Act, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Philip Carr-Harris, 573 Landsdowne Avenue, Westmount.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 714 Vitrié street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0 2-65 — 1259/27

Grammont Motel Ltd.

Notice is hereby given that "Grammont Motel Ltd.", an extra-provincial company incorporated under the Companies Act of New Brunswick, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. François Ross, c.a., of Amqui.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Cross Point, township of Mann, county of Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675 68-64 — 1260/24

Great Lakes Nickel Corp. Limited

Notice is hereby given that "Great Lakes Nickel Corp. Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. James Auley McCuaig, of 455 Craig street west, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 455 Craig street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-0 6-65 — 1259/30

R-N Acceptance Limited

Notice is hereby given that "R-N Acceptance Limited", an extra-provincial company incorporated under The Companies Act of the Province of Alberta, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Richard J.F. Bowie, The Toronto Dominion Bank Building, 500 St. James street west, Montreal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi aux soins de M. Martineau, Walker, Allison, Beaulieu, Tetley et Phelan, avocats et sollicitateurs, édifice de la Banque Toronto-Dominion, 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675

63-64 — 1260/10

The principal office of the said company in the Province is to be established in care of Messrs. Martineau, Walker, Allison, Beaulieu, Tetley and Phelan, barristers and solocitors, The Toronto Dominion Bank Building, 500 St. James street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675-o

63-64 — 1260/10

Chartes — Abandon de

Delta Mining Corporation Limited

Avis est donné que la compagnie « Delta Mining Corporation Limited », constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec.

Daté à Montréal, ce dix-huitième jour de février 1965.

Le Secrétaire,

ELLWYN J. SNOWBALL.

9676

Queen's Hotel Limited

Avis est donné que la compagnie « Queen's Hotel Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 9^e jour de février 1965.

Le Président,

MARGUERITE RAYMOND.

9677

Quincaillerie Jonquière Ltée Jonquière Hardware Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquière Hardware Ltd. », demanera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

PAUL BOUCHARD, notaire.

9678-o

Rim Rock Oils Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Rim Rock Oils Ltd. », constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec.

Daté à Montréal, ce dix-huitième jour de février 1965.

Le Secrétaire,

ELLWYN J. SNOWBALL.

9679

Space Age Metals Corporation Limited

Avis est donné que la compagnie « Space Age Metals Corporation Limited », constituée en

Charters — Surrender of

Delta Mining Corporation Limited

Notice is hereby given that the "Delta Mining Corporation Limited", a corporation constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Mining Companies Act.

Dated at Montreal, this eighteenth day of February 1965.

ELLWYN J. SNOWBALL,

Secretary.

9676-o

Queen's Hotel Limited

Notice is hereby given that "Queen's Hotel Limited", a corporation incorporated under The Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 9th day of February, 1965.

MARGUERITE RAYMOND,

President.

9677-o

Quincaillerie Jonquière Ltée Jonquière Hardware Ltd.

Notice is hereby given that the company "Quincaillerie Jonquière Ltée — Jonquière Hardware Ltd.", shall apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its chart.

PAUL BOUCHARD, notary,

Attorney for the company.

9678-o

Rim Rock Oils Ltd.

Notice is hereby given that "Rim Rock Oils Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Mining Companies Act.

Dated at Montreal, this eighteenth day of February 1965.

ELLWYN J. SNOWBALL,

Secretary.

9679-o

Space Age Metals Corporation Limited

Notice is hereby given that the "Space Age Metals Corporation Limited", a corporation cons-

corporation, en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec.

Daté à Montréal, ce dix-huitième jour de février 1965.

9680 *Le Secrétaire,*
ELLWYN J. SNOWBALL.

Juron Corporation Limited

Avis est donné que la compagnie « Juron Corporation Limited », constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, P.Q., s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour de janvier 1965.

9711 *Le Secrétaire,*
SIDNEY OELBAUM.

Canscot Building Limited

Avis est donné que « Canscot Building Limited », une corporation ayant son siège social à Montréal dans la province de Québec s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 22 février 1965.

9727-o *Le Secrétaire,*
B. A. C. TRENAMAN.

Equity Development Corp.

Prenez avis que la compagnie « Equity Development Corp. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et dont le siège social est situé à Montréal, P.Q., demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de février, 1965.

9728-o *Le Secrétaire légal,*
J. ROY HOFFMAN, C.R.

Club Avalon Limitée

Avis est donné que « Club Avalon Limitée », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Hull, P.Q., s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Hull, P.Q., ce treizième jour de février 1965.

(Scéal)
9750-o *La Secrétaire-Trésorière*
de Club Avalon Limitée,
IRÈNE MELOCHE.

Hunter Investments Ltd.

Avis est donné que « Hunter Investments Ltd. », ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, 18 février, 1965.

9751-o *Le Procureur de Hunter Investments Ltd.,*
MAX COBLENTZ.

tituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Mining Companies Act.

Dated at Montreal, this eighteenth day of February 1965.

9680-o ELLWYN J. SNOWBALL,
Secretary.

Juron Corporation Limited

Notice is hereby given that "Juron Corporation Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of January, 1965.

9711 SIDNEY OELBAUM,
Secretary.

Canscot Building Limited

Notice is hereby given that "Canscot Building Limited", a corporation having its head office at Montreal in the Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 22, 1965.

9727 B. A. C. TRENAMAN,
Secretary.

Equity Development Corp.

Take notice that "Equity Development Corp.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, the 22nd day of February, 1965.

9728-o J. ROY HOFFMAN, Q.C.,
Legal Secretary.

Club Avalon Limitée

Notice is hereby given that "Club Avalon Limitée", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Hull, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Hull, P.Q., this thirteenth day of February 1965.

(Seal)
9750-o IRÈNE MELOCHE,
Secretary-Treasurer
of Club Avalon Limitée.

Hunter Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Hunter Investments Ltd.", having its head office in Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 18, 1965.

9751-o MAX COBLENTZ,
Attorney for Hunter Investments Ltd.

Divers Compagnies

E. Deaudelin inc.

Avis est donné que la compagnie « E. Deaudelin inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
MARCEL DEAUDELIN.
13043-58

9682-0

Denbo of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Denbo of Canada Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secretary,
MICHAEL FELDMAN.
5136-64

9683

La Grande Réserve inc.

Avis est donné que la compagnie « La Grande Réserve inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le Secrétaire,
ROLAND LABELLE.
5255-64

9684-0

Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.

Avis est donné que « Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 5.

Le Secrétaire,
MARCEL BUREAU.
5418-64

9685-0

Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 février 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
5418-64

9685-0

Les Hôtels Ramada Itée Ramada Hotels Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Hôtels Ramada Itée — Ramada Hotels Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 13.

Le Secrétaire,
THÉRÈSE DAoust.
2891-63

9686-0

St-Martin Die Casting Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « St-Martin Die Casting Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL ROUX.
10792-54

9687-0

Miscellaneous Companies

E. Deaudelin inc.

Notice is given that the company "E. Deaudelin inc.", has changed the number of its administrators from 4 to 5.

MARCEL DEAUDELIN,
Secretary.
13043-58

9682

Denbo of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Denbo of Canada Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHAEL FELDMAN,
Secretary.
5136-64

9683-0

La Grande Réserve inc.

Notice is given that the company "La Grande Réserve inc.", has changed the number of its administrators from 7 to 3.

ROLAND LABELLE,
Secretary.
5255-64

9684

Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.

Notice is hereby given that "Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.", has changed the number of its directors from 15 to 5.

MARCEL BUREAU,
Secretary.
5418-64

9685

Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 9, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Le Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 11, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
5418-64

9685

Les Hôtels Ramada Itée Ramada Hotels Ltd.

Notice is hereby given that "Les Hôtels Ramada Itée — Ramada Hotels Ltd.", has changed the number of its directors from 7 to 13.

THÉRÈSE DAoust,
Secretary.
2891-63

9686

St-Martin Die Casting Co. Ltd.

Notice is given that the company "St-Martin Die Casting Co. Ltd.", has changed the number of its administrators from 5 to 8.

JEAN-PAUL ROUX,
Secretary.
10792-54

9687

Greenshields Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Greenshields Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Secrétaire,
MARGARET MARTIN.
9712-o 12510-61

Greenshields Incorporated

Notice is hereby given that "Greenshields Incorporated", has changed the number of its directors from 6 to 7.

MARGARET MARTIN,
Secretary.
9712 12510-61

Association des Majorettes et des Cadets de Ste-Catherine, cité de LaSalle

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 février 1965, approuvé les règlements généraux de l'« Association des Majorettes et des Cadets de Ste-Catherine, cité de LaSalle », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
9715-o 4804-64

Association des Majorettes et des Cadets de Ste-Catherine, city of LaSalle

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on February 3, 1965, approved the general by-laws of the "Association des Majorettes et des Cadets de Ste-Catherine, city of LaSalle," and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 9, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9715 4804-64

**Vincent Hydrolic Co. Ltd.
La Cie Hydrolic Vincent Itée**

Avis est donné que la compagnie « Vincent Hydrolic Co. Ltd. — La Cie Hydrolic Vincent Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
GILLES PONTON.
9716-o 2955-65

**Vincent Hydrolic Co. Ltd.
La Cie Hydrolic Vincent Itée**

Notice is given that the company "Vincent Hydrolic Co. Ltd. — La Cie Hydrolic Vincent Itée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GILLES PONTON,
Secretary.
9716 2955-64

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 janvier 1965, approuvé les règlements généraux des « Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
9717-o 11521-62

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 21, 1965, approved the general by-laws of "Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 29, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9717 11521-62

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant

Avis est donné que la corporation des « Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 16.

Le Secrétaire-archiviste,
CLAIRE PELLETIER VANDELAC.
9717-o 11521-62

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant

Notice is hereby given that "Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant", has changed the number of its directors from 3 to 16.

CLAIRE PELLETIER VANDELAC,
Secretary-archivist.
9717 11521-62

Labrador Acceptance Corporation

Avis est donné que la compagnie « Labrador Acceptance Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 12.

Le Vice-Président,
B. A. CHALMERS.
9718-o 10806-52

Labrador Acceptance Corporation

Notice is hereby given that "Labrador Acceptance Corporation", has changed the number of its directors from 10 to 12.

B. A. CHALMERS,
Vice-President.
9718 10806-52

**Service régional des bibliothèques
de West-Island
West-Island Regional Library Service**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 février 1965, approuvé le règlement général numéro 1 du « Service régional des bibliothèques de West-Island — West-Island Re-

**Service régional des bibliothèques
de West-Island
West-Island Regional Library Service**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 16, 1965, approved general by-law number 1 of "Service régional des bibliothèques de West-Island — West-Island

gional Library Service», et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9719-o 4220-64

L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 février 1965, approuvé les règlements numéros 3 et 4 de « L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9723-o 7067-52

Crédit St Laurent inc. (St Lawrence Credit Corporation)

Avis est donné que la compagnie « Crédit St Laurent inc. — (St Lawrence Credit Corporation) », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le Président,
HENRI FERRON.

9738-o 1829-52

École P.R. inc. P.R. School Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province, a, le 15 février 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « École P.R. inc. — P.R. School Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9739-o 3932-64

Les Entreprises Hemmingford inc. Hemmingford Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Hemmingford inc. — Hemmingford Enterprises Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 7.

Le Président,
NORMAND FORTIN.

9740-o 1614-64

Kiwanis Club of Montreal Foundation

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 février 1965, approuvé les règlements généraux de « Kiwanis Club of Montreal Foundation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9741-o 5331-63

Terreval inc.

Avis est donné que la compagnie « Terreval inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
ROBERT JARRY.

9742-o 1372-64

Regional Library Service", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 19, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9719 4220-64

L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the February 12, 1965, approved numbers 3 and 4 of "L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 19, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9723 7067-52

Crédit St Laurent inc. (St Lawrence Credit Corporation)

Notice is hereby given that "Crédit St Laurent inc. — (St Lawrence Credit Corporation)", has changed the number of its directors from 9 to 11.

HENRI FERRON,
President.

9738 1829-52

École P.R. inc. P.R. School Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 15, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "École P.R. inc. — P.R. School Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9739 3932-64

Les Entreprises Hemmingford inc. Hemmingford Enterprises Inc.

Notice is given that the company "Les Entreprises Hemmingford inc. — Hemmingford Enterprises Inc.", has changed the number of its administrators from 9 to 7.

NORMAND FORTIN,
President.

9740 1614-64

Kiwanis Club of Montreal Foundation

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on February 19, 1965, approved the general by-laws of the "Kiwanis Club of Montreal Foundation", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9741 5331-63

Terreval inc.

Notice is given that the company "Terreval inc.", has changed the number of its administrators from 5 to 7.

ROBERT JARRY,
Secretary.

9742 1372-64

Montreal Acceptance Corporation

Avis est donné que la compagnie « Montreal Acceptance Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 11.

Le Président,
MARC MASSON BIENVENU.
 9753-o 240-29

Phénix Finance inc.

Avis est donné que « Phénix Finance inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 11.

Le Président,
MARC MASSON BIENVENU.
 9754-o 12756-54

Service Familial de la Rive Sud

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 février 1965, approuvé le règlement numéro 7 du « Service Familial de la Rive Sud », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 9755-o 7713-48

Sterling Finance Corporation

Avis est donné que la compagnie « Sterling Finance Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 11.

Le Président,
MARC MASSON BIENVENU.
 9756-o 15714-52

Jos. C. Wray & Bro. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jos. C. Wray & Bro. Inc. », a diminué de 5 à 3 le nombre de ses directeurs.

L'Assistant Secrétaire-Trésorier,
KEITH M. WRAY.
 9757 1065-30

Compagnie dissoute

École Normale Laval de Mérci 1964

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 février 1965, déclaré dissoute la corporation « École Normale Laval de Mérci 1964 », et ce, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi constituant en corporation l'« Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule », 4-5 Elizabeth II, chapitre 150.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 9752-o 12-64 — 1221/73

Lettres patentes

**Quévillon Estates Ltd.
 Domaine Quévillon Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de la compagnie « Quévillon Estate Ltd.—Domaine Quévillon Itée », datées du 11 décembre 1964, en ajoutant, dans la version anglaise du nom, un « s » au mot « Estate », de manière que le

Montreal Acceptance Corporation

Notice is hereby given that "Montreal Acceptance Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 11.

MARC MASSON BIENVENU,
President.
 9753 240-29

Phénix Finance inc.

Notice is hereby given that "Phénix Finance inc.", has changed the number of its directors from 10 to 11.

MARC MASSON BIENVENU,
President.
 9754 12756-54

Service Familial de la Rive Sud

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 23, 1965, approved by-law number 7 of the "Service Familial de la Rive Sud", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 9755 7713-48

Sterling Finance Corporation

Notice is hereby given that "Sterling Finance Corporation", has changed the number of its directors from 7 to 11.

MARC MASSON BIENVENU,
President.
 9756 15714-52

Jos. C. Wray & Bro. Inc.

Notice is hereby given that "Jos. C. Wray & Bro. Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

KEITH M. WRAY,
Assistant Secretary-Treasurer.
 9757-o 1065-30

Company Dissolved

École Normale Laval de Mérci 1964

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 11, 1965 declared, dissolved the corporation "École Normale Laval de Mérci 1964", and such, pursuant to the provisions of section 22 of the act incorporated the "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule", 4-5 Elizabeth II, chapter 150.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 9752 12-64 — 1221/73

Letters Patent

**Quévillon Estates Ltd.
 Domaine Quévillon Itée**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of the company "Quévillon Estate Ltd.—Domaine Quévillon Itée", dated December 11, 1964, by adding, in the English version of the name, an "s" to the word "Estate", so that the name of the company

nom de la compagnie se lise: « Quévillon Estates Ltd.—Domaine Quévillon ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9675-o

5849-64

reads: "Quévillon Estates Ltd. — Domaine Quévillon ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9675

5849-64

Sièges sociaux

Les Hôtels Ramada ltée Ramada Hotels Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Hôtels Ramada ltée — Ramada Hotels Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 6110, Côte de Liesse, St-Laurent.

Le Secrétaire,

THÉRÈSE DAoust.

9686-o

2891-63

St-Martin Die Casting Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « St-Martin Die Casting Co. Ltd. », a changé son siège social de St-Marc-des-Carières, au numéro 220, rue St-Joseph, St-Raymond.

Le Secrétaire,

JEAN-PAUL ROUX.

9687-o

10792-54

Brault, Guy, Chaput Inc.

Avis est donné que « Brault, Guy, Chaput Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 31e jour de décembre 1964 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 612 ouest, rue St-Jacques, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 15e jour de février 1965.

(Seau)

Le Secrétaire,

MAURICE JARRY.

9688-o

21-65

Société Jacquar inc.

Avis est donné que la « Société Jacquar inc. », a changé son siège social de ville St-Laurent, au numéro 8480, boulevard St-Laurent, Montréal.

Le Secrétaire,

M. BRASSEUR.

9689-o

12203-60

Les Terres Laurentiennes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Terres Laurentiennes Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 décembre 1964, et ayant son bureau principal dans ville Mont-Royal a établi son bureau au numéro 52 de la rue Wicksteed.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 décembre 1964.

Le Président,

NAPOLÉON ARÈS.

9690-o

5591-64

Head Offices

Les Hôtels Ramada ltée Ramada Hotels Ltd.

Notice is hereby given that "Les Hôtels Ramada ltée — Ramada Hotels Ltd.", has changed its head office from Montreal to number 6110 Côte de Liesse, St-Laurent.

THÉRÈSE DAoust,

Secretary.

9686

2891-63

St-Martin Die Casting Co. Ltd.

Notice is given that the company "St-Martin Die Casting Co. Ltd.", has changed its head office from St-Marc-des-Carières, to number 220 St-Joseph St., St-Raymond.

JEAN-PAUL ROUX,

Secretary.

9687

10792-54

Brault, Guy, Chaput Inc.

Notice is hereby given that "Brault, Guy, Chaput Inc. », incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec companies Act on the 31st day of December, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established his office at 612 St. James street west in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1965.

(Seal)

MAURICE JARRY,

Secretary.

9688-o

21-65

Société Jacquar inc.

Notice is hereby given that "Société Jacquar inc.", has changed its head office from town of St-Laurent to number 8480 St. Lawrence Boulevard, Montréal.

M. BRASSEUR,

Secretary.

9689

12203-60

Les Terres Laurentiennes Inc.

Notice is hereby given that "Les Terres Laurentiennes Inc.", incorporated by letters patent dated December 9, 1964, and having its head office in the town of Mount-Royal, has established its office at number 52 Wicksteed St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, December 12, 1964.

NAPOLÉON ARÈS,

President.

9690

5591-64

De-Mix Ltée

Avis est donné que la compagnie « De-Mix Ltée », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 2 novembre 1964 et ayant son siège social dans la cité de Lafèche, province de Québec, a établi son bureau au 3350, boulevard Laurier, cité de Lafèche, comté de Chambly, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lafèche, ce 2ième jour de novembre 1964.

Le Président,
ROLAND DESOURDY.

9695-o

4936-64

De-Mix Ltée

Notice is hereby given that "De-Mix Ltée", incorporated by letters patent, granted on November 2, 1964, and having its head office in the city of Lafèche, Province of Quebec, has established its office at 3350, Laurier Boulevard, city of Lafèche, county of Chambly, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Lafèche, this 2nd day of November 1964.

ROLAND DESOURDY,
President.

9695

4936-64

Domaine Gentilly Incorporée

Avis est donné que la compagnie « Domaine Gentilly Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 2 novembre 1964 et ayant son siège social dans la cité de Lafèche, province de Québec, a établi son bureau au 3350, boulevard Laurier, cité de Lafèche, comté de Chambly, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lafèche, ce 2ième jour de novembre 1964.

Le Président,
ROLAND DESOURDY.

9696-o

4935/64

Domaine.Gentilly Incorporée

Notice is hereby given that "Domaine Gentilly Incorporée", incorporated by letters patent, granted on November 2, 1964, and having its head office in the city of Lafèche, Province of Quebec, has established its office at 3350, Laurier Boulevard, city of Lafèche, county of Chambly, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Lafèche, this 2nd day of November, 1964.

ROLAND DESOURDY,
President.

9696

4935/64

**Cora Painting Ltd.
Peinture Cora Itée**

Avis est donné que la compagnie « Cora Painting Ltd. — Peinture Cora Itée », a transporté son siège social de chambre 3301, 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, à 368, avenue Michel Jasmin, Dorval.

Le Secrétaire-trésorier,
CONRAD TAWASTSTJERMA.

9699

2738-64

**Cora Painting Ltd.
Peinture Cora Itée**

Notice is hereby given that "Cora Painting Ltd. — Peinture Cora Itée", has transferred its head office from suite 3301, 1155 Dorchester Boulevard west, Montreal, to 368 Michel Jasmin Avenue, Dorval.

CONRAD TAWASTSTJERMA,
Secretary-Treasurer.

9699-o

2738-64

**Compagnie de Développement Industriel
de Granby Ltée
Granby Industrial Development
Company Ltd**

Prenez avis que le siège social de la « Compagnie de Développement Industriel de Granby Ltée — Granby Industrial Development Company Ltd. », a été fixé par résolution de la compagnie à 135 rue Principale, Granby, Qué.

Granby, ce 19e jour d'octobre 1964.

Le Secrétaire,
RAPHAËL RODRIGUE.

9700-o

2078-64

**Granby Industrial Development
Company Ltd
Compagnie de Développement Industriel
de Granby Ltée**

Take notice that "Granby Industrial Development Company Ltd. — Compagnie de Développement Industriel de Granby Ltée", has established its head office by resolution of the company at 135 Main street, Granby, Que.

Granby, this 19th day of October 1964.

RAPHAËL RODRIGUE,
Secretary.

9700-o

2078-64

Coopératio Inc.

Avis est donné que la compagnie « Coopératio Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre mil neuf cent soixante-quatre, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1340 rue Beauvais, ville St-Laurent, l'a transporté au numéro 6692 de la rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Coopératio Inc.

Notice is hereby given that "Coopératio Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of September, one thousand nine hundred and sixty-four, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated until today at number 1340 Beauvais St., town of St-Laurent, has moved it to number 6692 St. Hubert St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Granby, ce trente-et-unième jour de décembre mil neuf cent soixante-quatre.

(Sceau)

Le Secrétaire,
BERNARD TRUDEL, notaire.
4172-64

9701-o

Given at Granby this thirty-first day of December, one thousand nine hundred and sixty-four.

(Seal)

BERNARD TRUDEL, notary,
Secretary.
4172-64

9701

Corsair Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Corsair Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6^e jour de mai 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en la dite province, a établi son bureau à chambre 302, 4770 avenue Kent, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 8^e jour de février 1965.

(Sceau)

Le Président,
BEN M. JOHNSON.
2032-64

9702

Corsair Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Corsair Investments Ltd." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 6th day of May, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 302, 4770 Kent Avenue, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 8th day of February, 1965.

(Seal)

BEN M. JOHNSON,
President.
2032-64

9702-o

H. E. Hébert Ltée

Avis est donné que la compagnie « H. E. Hébert Ltée », constituée en corporation par la Loi des compagnies de Québec, en date du 31^e jour de décembre 1964, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 4291 de la rue Frontenac.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6^e jour de février 1965.

Le Secrétaire-Trésorier,
J. CLÉMENT HUDON.

9703-o

2078-64

H. E. Hébert Ltée

Notice is hereby given that "H. E. Hébert Ltée", incorporated under the Quebec Companies Act on the 31st day of December 1964, and having its head office in Montreal, has established its office at number 4291 Frontenac Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of February, 1965.

J. CLÉMENT HUDON,
Secretary-Treasurer.

9703

2078-64

Hilton of Quebec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hilton of Quebec Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 22^e jour d'avril 1960, a transporté son siège social de chambre 303, 901, carré Victoria, Montréal, P.Q., à chambre 825, 715 carré Victoria, Montréal, P.Q.

Montréal, 9 février 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
P. EMMET KIERANS.

9704

11855-60

Hilton of Quebec Inc.

Notice is hereby given that "Hilton of Quebec Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 22nd day of April, 1960, has moved its head office from room 303, 901 Victoria square, Montreal, P.Q., to suite 825, 715 Victoria square, Montreal, P.Q.

Montreal, February 9, 1965.

(Seal)

P. EMMET KIERANS,
Secretary.

9704-o

11855-60

Les Immeubles du Rang des Douze Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles du Rang des Douze Itée », constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 6 novembre 1964, et ayant son bureau principal à St-Bruno de Montarville, comté Chambly, district de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 237 Beaumont est, St-Bruno de Montarville, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29 janvier 1965.

Secrétaire-Trésorier,
HÉLÈNE JETTÉ.

9705-o

5010-64

Les Immeubles du Rang des Douze Itée

Notice is hereby given that "Les Immeubles du Rang des Douze Itée", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted in virtue of the provisions of the Quebec Companies Act, on date of November 6, 1964, and having its head office at St. Bruno de Montarville, county of Chambly, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at number 237 Beaumont East, St. Bruno de Montarville, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, January 29, 1965.

HÉLÈNE JETTÉ,
Secretary-Treasurer.

9705

5010-64

Olympic Finance Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Olympic Finance Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 19 janvier 1965, a établi son bureau principal au numéro 8480, boulevard St-Laurent, Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4e jour de février 1965.

Le Secrétaire,
Mlle MYRTO BRASSEUR.

9706-o 191-65

Vaportite (Quebec) Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Vaportite (Quebec) Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de décembre 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2061, rue Notre-Dame, ouest.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour de février 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
D. R. HIRSCH.

9707 5501-64

Les Entreprises St-Nicolas Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises St-Nicolas Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de janvier 1965, et ayant son bureau principal à Québec, district de Québec, a établi son bureau principal au numéro 880 Chemin Ste-Foy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19e jour de février, 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
MICHELLE J. JOBIN.

9729-o 255-65

Épéc Inc.

Avis est donné que la compagnie « Épéc Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1964, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 889, 3ième rue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 15e jour de février, 1965.

(Sceau)

Le Secrétaire,
RAYMOND-MARIE VÉZINA.

9730-o 3131-64

Les Automates Chantecler inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Automates Chantecler inc. », a changé son siège social du numéro 380, Michel-Jasmin, Dorval, au numéro 9460, boulevard Lalande, Pierrefonds.

Le Secrétaire,
GISÈLE BRAGDON.

9758-o 5385-64

Olympic Finance Inc.

Notice is given that "Olympic Finance Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on January 19, 1965, has established its head office at number 8480 St. Lawrence Blvd., Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal this 4th day of February, 1965.

MISS MYRTO BRASSEUR,
Secretary.

9706 191-65

Vaportite (Quebec) Corp.

Notice is hereby given that "Vaportite (Quebec) Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 3rd day of December 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 2061 Notre-Dame street west.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal this 15th day of February 1965.

(Seal) D. R. HIRSCH,
Secretary-Treasurer.

9707-o 5501-64

Les Entreprises St-Nicolas Inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises St-Nicolas Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 20th day of January, 1965, and having its head office in Quebec, district of Quebec, has established its head office at number 880 Ste-Foy Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 19th day of February, 1965.

(Seal)

MICHELLE J. JOBIN,
Secretary.

9729 255-65

Épéc Inc.

Notice is hereby given that "Épéc Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 9th day of July, 1964, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 889, 3rd street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 15th day of February, 1965.

(Seal) RAYMOND-MARIE VÉZINA,
Secretary.

9730 3131-64

Les Automates Chantecler inc.

Notice is given that the company "Les Automates Chantecler inc.", has changed its head office from number 380 Michel-Jasmin, Dorval, to number 9460 Lalande Boulevard, Pierrefonds.

GISÈLE BRAGDON,
Secretary.

9758 5385-64

Montréal P & L Auto Itée

Avis est donné que la compagnie « Montréal P & L Auto Itée », a transporté son siège social de 90, rue St-Laurent, Beauharnois, à 3585, rue Masson, Montréal.

Le Président,
PAUL LEVASSEUR.

9759

905-63

Montréal P & L Auto Itée

Notice is hereby given that "Montréal P & L Auto Itée", has transferred its head office from 90 St-Laurent street, Beauharnois, to 3585 Masson street, Montreal.

PAUL LEVASSEUR,
President.

9759-0

905-63

Demandes à la Législature**Cité de Dorval**

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Dorval », s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

a) nommer des substitués aux membres du bureau de révision;

b) contester toute décision ou résolution décrétant une augmentation d'évaluation dans les limites de la municipalité;

c) modifier et abroger certaines dispositions de sa charte relativement à la perception des taxes scolaires;

d) payer une pension viagère de retraite à certains employés permanents;

e) définir et réglementer l'usage des piscines semi-publiques; et

f) substituer, dans certains cas, une nouvelle procédure en matière d'expropriation.

Et pour toutes autres fins.

Dorval, 28 janvier 1965.

9407-6-4-0

Le Procureur de la requérante,
MAURICE G. MARCOTTE.

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Verdun », s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 73, et ses amendements, sur les matières suivantes:

1° Renouveler l'évaluation municipale et le taux de la taxe sur la propriété de la ville de Montréal située dans Verdun;

2° Renouveler le contrat avec la ville de Montréal pour la fourniture de l'eau;

3° Autoriser la cité de Verdun à voter une pension à Tancred Cool, ancien employé de la cité.

Montréal, le 13 janvier, 1965.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

507 Place d'Armes,

Suite 1209, Montréal.

9408-6-4-0

Jean Boileau

Avis est par les présentes donné que monsieur « Jean Boileau », gérant, de Vaudreuil, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi confirmant son droit absolu de vendre les immeubles situés dans la paroisse St-Michel de Vaudreuil et ayant fait l'objet d'une donation entrevus par monsieur Alderic Boileau à monsieur Jean Boileau passé le 6 mars 1940 devant Me Jean Philippe Boileau, notaire.

Montréal, ce 28^{ième} jour de janvier 1965.

Les Procureurs du requérant,
GÉLINAS, BOURQUE, LALONDE,
& BENOIT.

9426-6-4-0

9426-6-1

Applications to Legislature**City of Dorval**

Notice is hereby given that the "City of Dorval", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an act for the following purposes:

(a) appoint substitutes to the members of the revision board;

(b) contest any decision or resolution decreeing an increase of the assessment within the limits of the municipality;

(c) amend and abrogate certain provisions of its charter pertaining to the collection of school taxes;

(d) pay a retirement pension to some permanent employees;

(e) Define and regulate the use of the semi-public swimming-pools;

(f) substitute, in certain cases, a new procedure for expropriation purposes.

And for other purposes.

Dorval, January 28, 1965.

9407-6-4-0

MAURICE R. MARCOTTE,
Attorney for the petitioner.

City of Verdun

Public notice is hereby given that "City of Verdun", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Act 7 Edouard VII, chapter 73, and its amendments, on the following subject:

1. To renew the municipal valuation and tax rate of the property of the city of Montreal situated in Verdun;

2. To renew the contract with the city of Montreal for water supply;

3. To authorize the city of Verdun to vote a pension to Tancred Cool, former employee of the city.

Montreal, January 13, 1965.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

507 Place d'Armes,

Suite 1209, Montréal.

9408-6-4-0

Jean Boileau

Notice is hereby given that Mr. "Jean Boileau", manager, of Vaudreuil, district of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act confirming its absolute right to sell immovables situated in the parish of St-Michel de Vaudreuil and having been the object of a donation inter vivos by Mr. Alderic Boileau to Mr. Jean Boileau passed on March 6, 1940 before Me Jean Phillippe Boileau, notary.

Montreal, this 28th day of January, 1965.

GÉLINAS, BOURQUE, LALONDE
& BENOIT,

9426-6-1

Attorneys for the petitioner.

Ville de Montréal-Est

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Montréal-Est », s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte en changeant le nom de la ville en celui de « Ville de Versailles », et lui donnant le droit d'accorder une pension à certaines personnes qui ont été, ou qui seront des membres du conseil ou à des officiers ou employés, anciens et nouveaux, de la ville et qui n'ont droit à aucun bénéfice sous l'empire des fonds de pension municipaux, et à leurs veuves, et pour ratifier le règlement 321 de ladite ville.

Montréal, 18 janvier 1965.

*Par les Procureurs de la ville,
de Montréal-Est,*

V I E N, P A R É, F E R L A N D

& B A R B E A U.

9427-6-4-0

Town of Montreal-East

Public notice is hereby given that the "Town of Montreal East", will apply to the Legislature of Quebec at its present session, requesting the adoption of a law amending its charter by changing its name into that of "Ville de Versailles", and giving it the right to grant pension allowances to certain persons who have been or are members of the council, and to present and past officers and employees of the town who receive no benefit from the municipal pension fund, and to their widows, and also to ratify by-law No. 321 of the said town.

Montreal, January 18, 1965.

*Per: V I E N, P A R É, F E R L A N D
& B A R B E A U,*

Attorneys for the town of,

Montreal East.

9427-6-4-0

Cité de Québec

Nous donnons avis public que la « Cité de Québec », s'adressera à la Législature, à la présente session, pour demander de modifier ses divisions électORALES et réduire de seize à douze le nombre des membres du Conseil et établir à quatre ans la durée de leurs fonctions; pour fixer un Comité Exécutif composé du maire et de deux échevins; pour fixer l'indemnité du maire et des échevins de la Cité suivant les recommandations de la Commission Sylvestre; pour modifier le cens d'éligibilité du maire et des échevins; pour modifier le cens électoral requis pour voter à l'élection du maire et des échevins; pour modifier la loi concernant la confection des listes électORALES et le mode de revision desdites listes; pour déterminer le mode d'élection d'un président du Conseil, autre que le maire, et préciser ses pouvoirs; pour déterminer l'autorité et les pouvoirs du Conseil; pour définir de quelle façon seront nommés les officiers ou employés de la Cité; pour modifier la loi régissant le fonds de pension des employés permanents de la Cité; pour modifier la loi régissant le paiement des intérêts sur les redevances municipales; pour prévoir la nomination d'un gérant et déterminer ses pouvoirs; pour déterminer les pouvoirs du Comité Exécutif; pour prévoir le mode de nomination des estimateurs de la Cité; pour porter à \$200,000.00 la subvention de la Cité pour l'établissement et le maintien des terrains de jeux dans son territoire; pour modifier la composition de la Commission de l'Exposition; pour apporter certaines modifications à la loi concernant la Cour Municipale de la Cité de Québec; pour obtenir des pouvoirs spéciaux afin de faciliter le remplacement des taudis ou maisons insalubres dans la cité; pour modifier le territoire où sont établies les zones industrielles; pour autoriser un emprunt de \$350,000.00 destiné à l'élargissement de la rue St-Cyrille, entre l'avenue Bourlamaque et l'avenue des Érables; pour autoriser une exemption des taxes municipales sur le nouveau centre de loisirs de l'Association des Zouaves de Québec et tous autres amendements qui pourraient être dans l'intérêt des contribuables de la Cité de Québec.

Québec, le 28 janvier 1965.

*Le Procureur de la Cité,
BENOIT PELLETIER, C.R.*

9428-6-4-0

City of Quebec

We give public notice that the "City of Quebec", will apply to the Legislature, at its present session, to request the modification of its electoral divisions and to reduce from sixteen to twelve the number of members on the Council and to establish at four years the duration of their term of office, to fix an Executive Committee composed of a mayor and two aldermen, to fix the indemnity of the mayor and aldermen of the City according to the recommendations of the Sylvestre Commission, to amend the qualifications for eligibility as mayor and aldermen, to amend the property qualifications required to vote in the election for mayor and aldermen, to amend the act concerning the making of electoral lists and the manner of revision of the said lists, to determine the manner of election of a president of the Council, other than the mayor, and to summarize his powers, to determine the authority and the powers of the Council; to define the manner in which the officials or employees of the City will be appointed; to amend the act governing the pension fund for permanent employees of the City; to amend the act governing the payment of interest on municipal dues; to provide for the appointment of a manager and to determine his powers; to determine the powers of the Executive Council; to determine the manner in which City appraisers will be appointed; to increase to \$200,000.00 the City's grant for the establishment and maintenance of playgrounds in its territory; to amend the composition of the Exhibition Commission; to make certain amendments to the law concerning the Municipal Court of the City of Quebec; to obtain special powers in order to facilitate the replacement of slums or unsanitary houses in the City; to amend the territory where industrial zones are established; to authorize a loan of \$350,000.00 to widen St. Cyrille St. between Bourlamaque Ave. and Maple Ave; to authorize an exemption of municipal taxes on the new recreational center of "L'Association des Zouaves de Québec" and all other amendments which might be in the interest of tax-payers in the City of Quebec.

Quebec, January 28, 1965.

*BENOIT PELLETIER, q.e.,
Attorney for the City.*

9428-6-4

Électrolier Corporation

Avis est donné que « Électrolier Corporation », un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi, ayant son siège social et

Électrolier Corporation

Notice is hereby given that "Électrolier Corporation", a body corporate and politic, duly incorporated according to law, with its head

sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une Loi déclarant que la servitude créée en certains acte de vente de la Compagnie des Terres du Parc Amherst à Édouard Cusson et Alfred Rousseau n'affecte plus les lots de subdivision numéros soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit et soixante-dix-neuf du lot originaire numéro six, (6-68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 et 79), tous aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, dans le quartier St-Edouard, ville et district de Montréal.

Montréal, ce 15^e jour de janvier 1965.

Les Procureurs de la requérante,

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,

9452-6-4

BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.

**Dominion Lime Ltd.
Carrières Dulude Limitée
Dulude Quarry Limited**

Avis est par les présentes donné que « Dominion Lime Ltd. et Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited », s'adressera à la présente session de la Législature de Québec pour une loi sanctionnant les titres de Dominion Lime Ltd. et Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited à certaines propriétés situées dans la paroisse de St-Bruno.

Montreal, P.Q., le 3 février 1965.

Les Procureurs des Requérants,

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,

9468-7-4-0

ORTEOUS & HANSARD.

Beth Hillel Congregation

Avis public est par les présentes donné que Nathan Saskin, Morris Chazin, Carl Sigman, Max Victor, Abraham Victor, Moe Sigman, Max Caplan, Morty Mazin, Edward Wolkove, Harry Diamond, Sam Cohen, et Charles Williams s'adresseront à la Législature de la province à sa présente session pour demander une loi spéciale pour constituer une corporation ecclésiastique, sous le nom de « Beth Hillel Congregation », une congrégation pour les disciples de la foi hébraïque.

Montréal, le 4 février 1965.

Les Procureurs de la requérante,

9484-7-4-0

ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN.

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité du Cap-de-la-Madeleine**

Avis est par les présentes donné que les « Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine », dans le comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour les fins suivantes:

1° Abroger les articles un et deux de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 126 concernant la qualification des électeurs, la confection des listes ainsi que le certificat aux personnes omises sur la liste.

2° Porter la durée du terme des Commissaires à quatre ans avec élection à tous les deux ans, soit l'élection à deux sièges au cours d'une année et des trois autres sièges lors de la deuxième année subséquente.

3° Exiger un dépôt de cent dollars de toute personne se portant candidat à la charge de commissaire d'écoles.

office and principal place of business situated in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an Act to declare that the servitude created in certain deeds of sale from La Compagnie des Terres du Parc Amherst to Édouard Cusson and Alfred Rousseau no longer affect subdivision lots numbers sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight and seventy-nine of original lot number six, (6-68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 and 79), all on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St. Louis in St. Edward's Ward, city and district of Montreal.

Montreal, this 15th day of January, 1965.

MARTINEAU WALKER, ALLISON,

BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,

9452-6-4-0

Attorney for the petitioner.

**Dominion Lime Ltd.
Carrières Dulude Limitée
Dulude Quarry Limited**

Notice is hereby given that "Dominion Lime Ltd. and Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited", will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act to validate the title of Dominion Lime Ltd. and Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited to certain properties in the parish of St. Bruno.

Montreal, P.Q., February 3, 1965.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,

COPE, PORTEOUS & HANSARD,

9468-7-4-0

Attorneys for petitioner.

Beth Hillel Congregation

Notice is hereby given by the undersigned that they shall present at the present session of the Quebec Legislature, a Bill to authorize: Nathan Saskin, Morris Chazin, Carl Sigman, Maz Victor, Abraham Victor, Moe Sigman, Max Caplan, Morty Mazin, Edward Wolkove, Harry Diamond, Sam Cohen, and Charles Williams, to constitute an ecclesiastical corporation, under the name of "Beth Hillel Congregation", a congregation for the followers of the Hebrew faith.

Montreal, January 4, 1965.

ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN,

9484-7-4-0

Attorneys for petitioners.

**The school commissioners for the
municipality of Cap-de-la-Madeleine**

Notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine", in the county of Champlain, will apply to the Quebec Provincial Legislature, at its present session for the following purposes:

1. To repeal sections one and two of Act 2-3 Elizabeth II, chapter 126, concerning the qualification of electors, the making of lists as well as the certificate to persons omitted on the list.

2. To lengthen the term of office of the Commissioners to four years with elections every two years, that is, the election to two seats during the course of one year and to three other seats during the second subsequent year.

3. To require a deposit of one hundred dollars from any person presenting himself as a candidate for school commissioner.

4. Pour toutes autres fins.
Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 28 janvier 1965.

Les Procureurs,
9485-7-4 o LEBRUN & LAMOTHE, *avocats.*

Saint-Damien-de-Brandon, Saint-Zénon

Avis est par les présentes donné, que la « Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon et la Corporation de la paroisse de Saint-Zénon », toutes deux dans le comté de Berthier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1° Annexer tout le territoire du canton Gauthier ainsi que toute la partie de territoire du canton Joliette, sis dans le comté de Berthier, faisant actuellement partie du territoire de la paroisse de Saint-Zénon, au territoire de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon;

2° Annexer tout le territoire non organisé du canton Courcelle, sis dans le comté de Berthier, au territoire de la paroisse de Saint-Zénon;

3° Et pour toutes autres fins.
Saint-Damien-de-Brandon, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Procureur pour les requérants,
9486-7-4-o ROGER SAVARD.

Domaine Quévillon Ltée

On fait savoir que « Domaine Quévillon Ltée », compagnie à charte provinciale dont le siège social est situé dans la suite 2240 de l'édifice Sun Life, Carré Dominion, à Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec au cours de sa session actuelle, l'adoption d'une loi érigeant le territoire ci-après décrit en municipalité de ville régie par les dispositions de cette loi et de la Loi des cités et villes, sous le nom de « Lebel-sur-Quévillon », et constituant les habitants et contribuables de ce territoire en corporation de ville sous ce nom:

Un territoire formant partie des cantons de Quévillon et de Tonnancourt, district électoral d'Abitibi-Est, division d'enregistrement d'Abitibi:

Un terrain de figure irrégulière, formant partie des cantons de Quévillon et de Tonnancourt, situé à l'intérieur des limites suivantes, prises successivement: la rive nord-est de la rivière Bell, une ligne brisée sensiblement parallèle au tracé de la route Senneterre-Chibougamau et à environ un demi mille à l'ouest de cette route une ligne courant en direction est jusqu'au lac Quévillon et située à environ 6 milles au nord du canton de Tonnancourt, puis la rive ouest du lac Quévillon et de la rivière Quévillon, tel qu'indiqué sur un plan préparé par Paul Darisse, a.-g., en date du 3 février 1965, et déposé aux archives des Arpentiers du Ministère des Terres et Forêts, et comprenant une superficie de 8,434 acres, distraction faite de l'emprise de la route 58 (Senneterre-Chibougamau) de 160' de largeur, ledit terrain comprenant les blocs suivants:

1° Le bloc « C », canton de Quévillon, étant un terrain de figure irrégulière, borné au sud au canton de Tonnancourt, au sud-ouest à la rive nord-est de la rivière Bell, vers l'ouest et le nord par une partie non arpentée du canton de Quévillon, vers le nord-est et l'est par la rive du lac Quévillon, vers le sud-est par la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, et contenant une superficie de 8,460 acres, à distraire une superficie de

4. For all other purposes.
Given at Cap-de-la-Madeleine on January 28, 1965.

LEBRUN & LAMOTHE, *advocates,*
9485-7-4 *Attorneys.*

Saint-Damien-de-Brandon, Saint-Zénon

Notice is hereby given that the "Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon and the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon", both in the county of Berthier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To annex all the territory of canton Gauthier and all this part of territory of canton Joliette, located in the county of Berthier, being actually part of the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon, to the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon;

2. To annex all the non organized territory of canton Courcelle, located in the county of Berthier, to the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon;

3. And for other purposes:
Saint-Damien-de-Brandon, this 22nd day of January 1965.

ROGER SAVARD,
9486-7-4-o *Attorney for the petitioners.*

Quévillon Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Quévillon Estates Ltd.", a company with provincial charter whose head office is situated at suite 2240, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act erecting the territory hereinafter described into a town municipality governed by the provisions of such act and of the Cities and Towns Act, under the name of "Lebel-sur-Quévillon", and constituting the inhabitants and ratepayers of such territory into a town corporation under the said name:

A territory which is part of the townships of Quévillon and Tonnancourt, electoral district of Abitibi-East, registration division of Abitibi:

A parcel of land of irregular shape, which is part of the townships of Quévillon and Tonnancourt and is situated within the following limits, taken successively: the north-east shore of the Bell River, a broken line approximately parallel to the proposed layout of the Senneterre-Chibougamau highway and approximately one-half mile west of the said highway, a line running in an easterly direction as far as Quévillon Lake and situated approximately 6 miles north of the township of Tonnancourt, then the western shore of Quévillon Lake and the Quévillon River, as shown on a plan drawn by Paul Darisse, land surveyor, dated February 3, 1965 and filed of record with the Survey's Branch of the Department of Lands and Forests, and having an area of 8,434 acres, after subtracting the 160' wide bed of highway 58 (Senneterre-Chibougamau), the said parcel of land comprising the following blocks:

1. Block "C", township of Quévillon, being a parcel of irregular shape, bounded to the south by the township of Tonnancourt, to the south-west by the north-east shore of the Bell River, towards the west and north by an unsurveyed part of the township of Quévillon, towards the north-east and the east by the shore of Quévillon Lake, towards the south-east by the north-west shore of the Quévillon River, and having an

138 acres pour l'emprise de la route, laissant une superficie de 8,322 acres, ce bloc étant plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point « A » (situé à 70 chaînes, dans un azimut de 34°07', à partir du poteau milliaire numéro XI de la limite nord du canton de Laas situé à 77.45 chaînes à l'ouest de la rivière Bell), puis suivant un azimut de 31°28' pour une distance de 87 chaînes jusqu'au point « B », puis suivant un azimut de 60°25' pour une distance de 173 chaînes, jusqu'au point « C », puis suivant un azimut de 336°32' pour une distance de 163 chaînes jusqu'au point « D », puis suivant un azimut de 9°18' pour une distance de 114 chaînes et 33 mailles jusqu'au point « E », puis suivant un azimut de 90° jusqu'à la rive du lac Quévillon; delà, vers le sud, suivant la rive sud-ouest du lac Quévillon, la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, la limite nord du canton de Tonnancourt, et la rive nord-est de la rivière Bell, jusqu'au point de départ; contenant une superficie de 8,322 acres, distraction faite des 138 acres réservés pour l'emprise de la route Senneterre-Chibougamau;

2° Le bloc « B », canton de Tonnancourt, étant un terrain de figure irrégulière, borné au nord par le canton de Quévillon, vers le sud-est par la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, vers le sud par la rive nord de la rivière Bell; contenant une superficie de 112 acres.

Québec, le 5 février 1965.

Les Procureurs de la requérante,

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE.

9511-7-4-o

Faith Baptist Church Église Baptiste de la Foi

Prenez avis que « Faith Baptist Church — Église Baptiste de la Foi », située au numéro 1320 Boulevard Mercure, Drummondville, P.Q., présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi d'incorporation de l'Église et ses amendements, le chapitre 311 de l'année 1941 des Statuts Révisés de la province de Québec.

Montréal, 15 février 1965.

Les Avocats du requérant,

CERINI, JAMIESON, SALMON,

WATSON & BROWN.

9647-8-4-o

Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal

Avis est par les présentes donné que le « Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi concernant l'éducation dans le territoire sous la juridiction du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal, et aux fins d'amender la Loi 15, Georges V, chapitre 45 et certaines autres lois ayant trait aux sujets suivants:

- 1° la mise au rôle des immeubles;
- 2° le pouvoir d'homologuer les biens immobiliers;
- 3° l'article 1066p du code de procédure civile;
- 4° le droit d'établir un comité exécutif au sein du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal;
- 5° documents confidentiels;

area of 8,460 acres, from which there must be subtracted an area of 138 acres, being the bed of the highway, which leaves an area of 8,322 acres, such block being more precisely described as follows:

Starting from a point "A" (situated 70 chains, in an azimuth of 34°07', from milepost number XI of the northern boundary of the township of Laas situated 77.45 chains west of the Bell River), then following an azimuth of 31°28' a distance of 87 chains to point "B", then following an azimuth of 60°25' a distance of 173 chains to point "C", the following an azimuth of 336°32' a distance of 163 chains to point "D", then following an azimuth of 9°18' a distance of 114 chains and 33 links to point "E", then following an azimuth of 90° to the shore of Quévillon Lake; thence in a southerly direction following the south-west shore of Quévillon Lake, the north-west shore of the Quévillon River, the northern boundary of the township of Tonnancourt, and the north-east shore of the Bell River, to the starting point; having an area of 8,322 acres, after subtracting the 138 acres reserved for the bed of the Senneterre-Chibougamau highway;

2. Block "B", township of Tonnancourt, being a parcel of land of irregular shape, bounded to be north by the township of Quévillon, towards the south-east by the north-west shore of the Quévillon River, towards the south by the north shore of the Bell River; having an area of 112 acres.

Quebec, February 5, 1965.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE.

Attorneys for the petitioner.

9511-7-4-o

Faith Baptist Church Église Baptiste de la Foi

Notice is hereby given that the "Faith Baptist Church — Église Baptiste de la Foi", 1320 Mercure Boulevard, Drummondville, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montréal, February 15, 1965.

CERINI, JAMIESON, SALMON,

WATSON & BROWN,

Solicitors for the petitioner.

9647-8-4-o

Protestant School Board of Greater Montreal

Notice is hereby given that "The Protestant School Board of Greater Montreal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act concerning education in the territory of The Protestant School Board of Greater Montreal and amending the Act 15, George V, chapter 45 and certain other acts relating to the following matters:

1. the listing of immoveable property;
2. the power to homologate immoveable property;
3. article 1066p of the Code of Civil Procedure;
4. the right of establishing an Executive Committee of the Board from amongst its members;
5. confidential documents;

6° qualifications requises pour les membres du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestantes de la cité de Montréal;

7° la répartition de la taxe des neutres;

8° la procédure pour l'acquisition de biens immobiliers;

9° l'augmentation du nombre des membres du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal de manière à pourvoir à la représentation juive au sein de ce Bureau et de manière à accroître la représentation du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestantes de la Cité de Montréal et du Bureau des Syndics d'Écoles Protestants du Sault-au-Récollet et du Bureau des Syndics d'Écoles Protestants de la Pointe-aux-Trembles et du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestants de la Ville de Hampstead; et tout autres sujets utiles pour une meilleure administration de l'éducation des enfants sur son territoire;

Montréal, le 15 février 1965.

Les Procureurs du requérant,

HOWARD, STALKER

& McDougall.

9648-8-4-o

6. Qualifications required for the members of the Protestant School Board of School Commissioners of the city of Montreal;

7. apportionment of the neutral panel tax;

8. the procedure for the acquisition of immoveable property;

9. increasing the number of members of The Protestant School Board of Greater Montreal so as to provide for Jewish representation on the Board, and for a greater representation by the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal and the Protestant Board of School Commissioners of Sault-au-Récollet and the Protestant Board of School Commissioners for the municipality of Pointe-aux-Trembles and the Protestant Board of School Commissioners of the town of Hampstead; and all other matters useful for the better administration of the education of the children in its territory.

Montreal, February 15, 1965.

HOWARD, STALKER

& McDougall,

Attorneys for the petitioner.

9648-8-4-o

Ville de Lac Mégantic

Avis est par les présentes donné que la ville de Lac Mégantic, dans le comté de Frontenac, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Diminuer le nombre des échevins de la ville de Lac Mégantic de neuf à six, dont deux par quartier.

2° Décréter une élection générale du maire et des échevins pour le premier lundi juridique du mois de février 1966, élection qui se répètera par la suite à tous les trois ans.

3° Accorder une pension annuelle de deux mille quatre cents dollars (\$2,400.00) au trésorier actuel, M. Patrick Arguin.

4° Faire toutes autres choses nécessaires et utiles à ses fins.

Le vingt-deuxième jour de février de l'an mil neuf cent soixante-cinq.

Le Procureur de la requérante,

JEAN DROUIN, avocat.

9743-9-4-o

Town of Lake Mégantic

Notice is hereby given that the town of Lake Mégantic, in the county of Frontenac, will apply to the Quebec Provincial Legislature, during its present session, for the adoption of a special law for the following purposes:

1. To decrease the number of aldermen for the town of Lake Mégantic from nine to six, that is, two per ward.

2. To order a general election of a mayor and aldermen for the first juridical Monday in the month of February, 1966, an election which will be held, thereafter, every three years.

3. To grant an annual pension of two thousand four hundred dollars (\$2,400.00) to the present treasurer, Mr. Patrick Arguin.

4. To do any other things necessary and useful for these purposes.

The twenty-second day of February, one thousand nine hundred and sixty-five.

JEAN DROUIN, advocate,

Attorney for the petitioner.

9743-9-4

Succession Tancred Bienvenu

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu « Tancred Bienvenu », décédé en la cité de Westmount le 5 février 1931, laissant un dernier testament reçu le 2 mars 1929 devant le notaire Joseph Sirois, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisés à placer les actifs de la succession en actions de banque et en actions de toutes compagnies industrielles ou commerciales.

Montréal, le 23 février 1965.

Le Procureur des pétitionnaires,

JEAN TURGEON.

9760-9-4-o

Estate Tancred Bienvenu

Notice is hereby given that the executors and trustees of the late "Tancred Bienvenu" who died in the city of Westmount on February 5, 1931, leaving a last will made on March 2, 1929, before Joseph Sirois, notary, will address the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the adoption of a law authorizing them to invest the assets of the estate in industrial and commercial shares.

Montreal, February 23, 1965.

JEAN TURGEON,

Attorney for the petitioners.

9760-9-4-o

Liquidation — Avis de

Syndicat Coopératif Lavérendrye

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du « Syndicat Coopératif Lavérendrye », tenue à Trois-Rivières, le 12 janvier 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit

• Winding up Notices

Syndicat Coopératif Lavérendrye

Notice is given that at a general meeting of the members of the "Syndicat Coopératif Lavérendrye", held at Trois-Rivières, on January 12, 1965, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up

dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 278), et que M. Alphonse Lamy, notaire, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9691-o

2403-43

voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290) and the Winding-up Act (*Ibid.*, chapter 278) and that Mr. Alphonse Lamy, notary, has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 9, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9691

2403-43

**La Compagnie de marbre et de tuile
de Québec, limitée**
Quebec Marble and Tile Company Limited

Avis est donné que « La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée — Quebec Marble and Tile Company Limited » constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 mars 1937, avec siège social à Québec, a été dissoute le 13 janvier 1965, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9697-o

651-37

**La Compagnie de marbre et de tuile
de Québec, limitée**
Quebec Marble and Tile Company Limited

Notice is hereby given that "La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée — Quebec Marble and Tile Company Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 3, 1937, and having its head office in Québec, has been dissolved on January 13, 1965, pursuant to the provisions of the Winding-up Act revised statutes of Québec, 1941, Chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9697

651-37

**Société Coopérative Agricole de
St-Théophile**

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de la « Société Coopérative Agricole de St-Théophile », tenue le 8 février 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, le tout conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1941, c. 120), et que monsieur Élie Côté soit nommé liquidateur.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 15 février 1965.

*Le Sous-ministre de l'Agriculture
et de la Colonisation,*

9744-o

ERNEST MERCIER.

**Société Coopérative Agricole de
St-Théophile**

(Cooperative Agricultural Association Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the "Société Coopérative Agricole de St-Théophile", held on February 8, 1965, it was resolved that the affairs of the said association be liquidated, the whole pursuant to the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120), and that Mr. Élie Côté be appointed liquidator.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, on February 15, 1965.

ERNEST MERCIER,

*Deputy Minister of Agriculture,
and Colonization.*

9744

**Ministère des
Affaires municipales**

Cité de Charlesbourg

Avis est par les présentes donné que par l'arrêté en conseil No 301 du 16 février 1965, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 350 du conseil municipal de la cité de Charlesbourg, tel que modifié par ledit conseil dans des résolutions adoptées les 14 septembre, 9 novembre, 23 novembre et 14 décembre 1964, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la ville d'Orsainville et annexé à la cité de Charlesbourg.

**Department of
Municipal Affairs**

City of Charlesbourg

Notice is hereby given that by order in council No. 301 of February 16, 1965, and according to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 350 of the municipal council of the city of Charlesbourg, as amended by the said council in resolutions adopted on September 14, November 9, November 23 and December 14, 1964 and to enact that, on, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and below described is detached from the town of Orsainville and annexed to the city of Charlesbourg.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la ville d'Orsainville, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, emprise de chemin de fer, ruisseau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 746; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 746 et partie de la ligne nord-est du lot 745 jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 740-A, cette ligne traversant un chemin public; la ligne nord-ouest des lots 740-A, 739, 738, 736 et 735; la ligne nord-est des lots 735, 734 et 1063 (emprise d'un chemin de fer), cette ligne traversant un ruisseau et un chemin public; la ligne sud-est des lots 734 et 733; partie de la ligne nord-est du lot 732 jusqu'au coin est du dit lot; la ligne sud-est des lots 732, 731 et 730; partie de la ligne sud-ouest du lot 730 jusqu'au coin est du lot 729; la ligne sud-est des lots 729, 728-A, 728 et 727; la ligne sud-ouest des lots 727 et 743, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer (lot cadastral 1063) et un chemin public; la ligne nord-ouest du lot 743 et partie de la ligne nord-ouest du lot 742 jusqu'au sommet de l'angle sud du lot 745; la ligne sud-ouest des lots 745 et 746, cette ligne traversant un ruisseau et un chemin public et enfin la ligne nord-ouest du lot 746 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
9762-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the town of Orsainville, including, with reference to the official cadaster of the parish of Charlesbourg, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, railway right-of-way, brook or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the summit of the north angle of lot 746; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lot 746 and part of the northeast line of lot 745 up to the summit of the west angle of lot 740-A, this line crossing a public road; the northwest line of lots 740-A, 739, 738, 736 and 735; the northeast line of lots 735, 734 and 1063 (railway right-of-way), this line crossing a brook and a public road; the southeast line of lots 734 and 733; part of the northeast line of lot 732 as far as the east corner of the said lot; the southeast line of lots 732, 731 and 730; part of the southwest line of lot 730 up to the east corner of lot 729; the southeast line of lots 729, 728-A, 728 and 727; the southwest line of lots 727 and 743, this line crossing the railway right-of-way (cadastral lot 1063) and a public road; the northwest line of lot 743 and part of the northwest line of lot 742 as far as the summit of the south angle of lot 745; the southwest line of lots 745 and 746, this line crossing a brook and a public road and finally the northwest line of lot 746 up to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.
9762 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Chertsey

Township of Chertsey

Cadastre officiel du canton de Chertsey, municipalité du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm.

Official cadastre of the township of Chertsey, municipality of the township of Chertsey, registration division of Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 51-A-3 et 51-A-4 du Rang IV sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 51-A-3 and 51-A-4 Range IV are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 1er février 1965.

Québec, February 1, 1965.

Le Sous-ministre,
9708-o FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
9703-o Deputy Minister.

Paroisse de St-Georges

Parish of St-Georges

Cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, municipalité de la ville de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce.

Official cadastre of the parish of St-George, municipality of the town of St-George, registration division of Beauce.

Avis est par la présente donné que les lots 907 et 908 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 907 and 908 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 3 février 1965.

Québec, February 3, 1965.

Le Sous-ministre,
9708-o FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
9708-o Deputy Minister.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of amendment

*Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Région de St-Hyacinthe*

*Barbering and Hairdressing trade
St. Hyacinthe region*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin,

collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article 105-A suivant sera ajouté:

« 105-A. Dans la Zone I, tout employé barbier régulier, détenteur d'un certificat de qualification, ayant trois (3) ans ou plus de service continu pour le même employeur, aura droit à une deuxième semaine complète de vacances payées. Cette deuxième semaine de vacances payées sera accordée entre le 1^{er} septembre de l'année courante et le 1^{er} juin de l'année suivante, à la discrétion de l'employeur. »

2° À l'article 120°, les prix minima de la coupe des cheveux et de la barbe, seront remplacés par les suivants:

	Zones		
	I	II	III
« Coupe de cheveux pour adultes:			
Tous les jours	\$1.25	\$1.10	\$1.10
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans:			
Tous les jours	0.75	0.70	0.70
Coupe de cheveux en brosse:			
Pour adultes, tous les jours	1.35	1.25	1.25
Pour enfants de moins de 14 ans, tous les jours	0.85	0.85	0.85
Barbe	0.75	0.75	0.75

3° À l'article 123°:

i. Les heures de travail du vendredi, pour la Zone I, seront remplacées par les suivantes:

« Vendredi: 9 a.m. à 10 p.m. ».

ii. La note ci-après sera ajoutée après les heures de travail de la Zone I:

« Note. Le mardi et le mercredi, les heures de travail des employés seront de sept (7) heures. Toutefois, à la discrétion de l'employeur, l'un de ces deux (2) jours, les heures de travail pourront être de huit (8) heures et l'autre, de six (6) heures. »

4° À l'article 125°:

i. Le prix de la mise en plis, pour les Zones I et II, sera remplacé par le suivant:

	Zones	
	I	II
« Mis en plis »	\$1.50	\$1.50

ii. Le prix du « Fixatif » pour les Zones I et II, sera biffé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février 1965.

9725-0

Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hair-dressing Trades in the St-Hyacinthe region (made binding by decree number 1010 of September 26, 1956 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the consideration and decision of the Lieutenant-Gouverneur in Council:

1. The following section 105-A will be added:

“105-A In Zone I, any regularly-employed barber who holds a proficiency certificate and has three (3) years of continuous service with the same employer, will be entitled to a second week of vacation with pay. This second week of vacation with pay will be granted between September 1st of the current year and June 1st of the following year, at the employer's discretion.”

2. In section 120, the minimum prices for shaves and haircuts are superseded by the following:

	Zones		
	I	II	III
“Haircut, adults:			
All days	\$1.25	\$1.10	\$1.10
Haircut, children under 14 years:			
All days	0.75	0.70	0.70
Brushcut:			
Adults, all days	1.35	1.25	1.25
Children under 14 years, All days	0.85	0.85	0.85
Shave	0.75	0.75	0.75

3. Insertion 123:

i. For Zone I, the work-hours on Fridays will be superseded by the following:

“Friday: 9:00 a.m. to 10:00 p.m.”

ii. The following note will be added after the work-hours for zone I:

“Note: On Tuesday and Wednesday, employees' work-hours will total seven (7) hours. However, at the employer's discretion, the work-hours for one of these days may total eight (8) hours and six (6) hours for the other day.”

4. In section 125:

i. The price for a water wave in Zones I and II will be superseded by the following:

	Zones	
	I	II
“Water wave”	\$1.50	\$1.50

ii. The price for the “Fixature” in Zones I and II will be deleted.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 27, 1965.

9725-0

Avis de modification

*Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Région de Victoriaville*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur pour hommes et coiffeurs pour dames de villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret.

1° L'article 110 sera remplacé par le suivant: « 110. Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant dans les zones I et II:

a) *Employés réguliers*: Les barbiers et coiffeurs pour hommes réguliers détenant un certificat de qualification doivent recevoir une rémunération de soixante (\$60.00) dollars par semaine.

b) *Employé surnuméraire*: Un employé embauché de façon temporaire ou comme remplaçant, a droit à un salaire de douze (\$12.00) dollars par jour.

c) *Commission*: L'employé régulier, temporaire ou remplaçant et l'apprenti ont droit à une commission de 50% des recettes de leur travail dépassant de plus de quinze (\$15.00) dollars le salaire qu'ils reçoivent, même si tel salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret. »

2° L'article 111 sera remplacé par le suivant:

« 111. *Salaires des apprentis*: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	Zones I et II
Premier semestre.....	\$24.00
Deuxième semestre.....	27.00
Troisième semestre.....	30.00
Quatrième semestre.....	36.00
Cinquième semestre.....	42.00
Sixième semestre.....	48.00»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février 1965. 9725-0

Avis de modification

Métal en feuilles — Ile de Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret

Notice of amendment

*Barbers, Male and Female Hairdressers
of the Victoriaville Region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement relative to the Barbering and Ladies' and Men's Hairdressing trades for the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville, Princeville and the village of Warwick (made binding by decree No. 98 of January 29, 1948 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to said decree to the decision and consideration of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Section 110 will be replaced by the following: "110. The minimum wages for regular time shall as follows in zones I and II:

(a) *Regular employees*: Regular barbers and men's hairdressers holding a certificate of competency shall receive a weekly remuneration of sixty (\$60.00) dollars per week.

(b) *Occasional employees*: An employee employed temporarily shall receive a remuneration of twelve (\$12.00) dollars per day.

(c) *Commission*: The regular employee, occasional employee and apprentice shall receive a commission of 50% on the receipts of their work exceeding by more than fifteen (\$15.00) dollars the wages they receive, even if such wages are higher than the minimum ones of the decree."

2. Section 111 will be replaced by the following:

"111. *Wages of apprentices*: The weekly wage for apprentices shall be as follows:

	Zones I and II
1st six months.....	\$24.00
2nd six months.....	27.00
3rd six months.....	30.00
4th six months.....	36.00
5th six months.....	42.00
6th six months.....	48.00"

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 27, 1965. 9725-0

Notice of amendment

Sheet-metal Industry — Island of Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to submit the following amendment to decree number 827 of August 14, 1958 and amendments (respecting the Sheet metal pro-

numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'Île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites:

Les mots « cylindres de métal destinés à l'entreposage et à la distribution du gaz propane. » seront ajoutés à la fin du paragraphe « b » de l'article III.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 27 février 1965.

9725-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Île de Montréal et Île Jésus, établi en exécution du décret numéro 932 du 6 mai 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1965 au 13 mars 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen établi à \$100.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou

duits fabricating industry in the island of Montreal and a radius of twenty-five (25) miles of its limits) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The words "metal cylinders used in the storing and delivery of propane gas." will be added to the end of sub-section "b", section III.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, February 27, 1965.

9725-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement-Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity of Funeral Directors of the island of Montreal and Île Jésus (established in pursuance of decree number 932 of May 6, 1964) has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 305, of February 16, 1965, section "A", authorizes this levy.

1. Contributions

The contribution period extends from March 13, 1965 to March 13, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree number 932 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees subject to said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 932 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average weekly income, fixed at \$100.00 per week.

(c) Employees governed by said decree number 932 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these contributions, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which must be noted all the information requested by said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it monthly to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer must collect the levy imposed on his employees, by means of a direct deduction from their wages.

The professional employer must submit his monthly report to the Parity Committee on or

avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation d'ici rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financière au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus au Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, pour la période comprise entre le 13 mars 1965 et le 13 mars 1966.

COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ET L'ÎLE JÉSUS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1965 et le 13 mars 1966.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,700.00
Artisans	600.00
Salariés	3,700.00
	<hr/>
	\$8,000.00

Déboursés:

Secrétariat, loyer	\$1,020.00
Salaires:	
Secrétaire	740.00
Inspecteurs	2,080.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	760.00
Frais légaux	300.00
Frais de voyage	140.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	400.00
Vérification des livres	140.00
Assurances et frais de cautionnement	10.00
Frais de déplacement des membres	1,700.00
Jetons de présence aux membres du Comité	
Comité	420.00
Dépenses diverses	290.00
	<hr/>
	\$8,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février 1965. 9725-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des matériaux de construction établi en exécution du décret numéro 2203 du 6 décembre

before the fifteenth (15) of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's contribution together with that of his employees must accompany this report. The Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or give necessary information, he will be given a five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of Funeral Directors of the island of Montreal and Ile Jésus, for the period March 13, 1965 to March 13, 1966.

PARITY COMMITTEE OF FUNERAL DIRECTORS OF THE ISLAND OF MONTREAL AND ILE JÉSUS

Statement of estimated receipts and disbursements for the period March 13, 1965 and March 13, 1966.

Receipts:

Contributions: (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,700.00
Artisans	600.00
Employees	3,700.00
	<hr/>
	\$8,000.00

Disbursements:

Rent: secretary's office	\$1,020.00
Salaries:	
Secretary	740.00
Inspectors	2,080.00
Travelling expenses:	
Inspectors	760.00
Legal fees	300.00
Travelling expenses	140.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	400.00
Auditing of books	140.00
Insurance and security-bond premiums	10.00
Travelling expenses: members	1,700.00
Attendance tokens for Committee members	
Comité	420.00
Miscellaneous expenses	290.00
	<hr/>
	\$8,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 27, 1965. 9725-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby given notice that

1960, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1^{er} mars 1965 au 1^{er} mars 1966, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2203 et amendements, doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération gagnée pour l'exécution de travaux régis par ledit décret.

c) Les salariés assujettis au décret numéro 2203 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport devant indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes payées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même les salaires de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être remis au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévu du Comité Conjoint des Matériaux de Construction pour la période comprise entre le 1^{er} mars 1965 et le 1^{er} mars 1966.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 1^{er} mars 1965 et le 1^{er} mars 1966.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1% de la liste de paye) \$70,000.00

the Building Materials Joint Committee (established in pursuance of decree No. 2203 of December 6, 1960) has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to mode and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council No. 305 of February 16, 1965, section "B", authorizes this levy.

1. Levy

The period of levy shall extend from the first day of March 1965 to the first day of March 1966; and apply as hereinafter mentioned:

(a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the decree number 2203 and its amendments.

(b) All artisans subject to decree number 2203 and amendments must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

(c) The employees governed by the said decree number 2203 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of every one of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The reports together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is required.

3. Financial statement

Pursuant to the provisions of the collective agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Building Materials Joint Committee for the period comprised between March 1st, 1965 and March 1st, 1966, is annexed to the present petition.

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the period from March 1st, 1965 to March 1st, 1966.

Receipts:

Levies from professional employers
($\frac{1}{2}$ of 1% from payro) \$70,000.00

Cotisation des salariés (½ de 1% des salaires).....	\$70,000.00
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication de métal en feuille....	13,800.00
Intérêts sur obligations.....	12,000.00
Pénalités.....	2,000.00

\$167,800.00

Débourssés:

Salaires.....	\$70,000.00
Bureau des Examineurs.....	2,000.00
Location d'automobiles.....	6,000.00
Dépenses de voyage (inspecteurs).....	10,000.00
Indemnité des membres.....	5,000.00
Dépenses des membres.....	600.00
Chauffage et électricité.....	1,800.00
Frais légaux et professionnels.....	7,000.00
Impressions et papeterie.....	5,000.00
Poste, téléphone et télégrammes.....	4,000.00
Dépréciation sur ameublement de bureau.....	1,500.00
Dépréciation sur bâtisse.....	2,800.00
Echange.....	400.00
Congres des Relations Industrielles.....	1,400.00
Entretien.....	3,000.00
Taxe.....	5,000.00
Souscription.....	100.00
Fonds de pension.....	3,000.00
Assurance.....	1,000.00
Dépenses diverses et imprévues.....	1,500.00
Assurance-chômage.....	150.00
Commission d'Apprentissage.....	180.00

\$131,430.00

Surplus..... 36,370.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février, 1965. 9725-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 827 du 14 août 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1965 au 1er juin 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations, qu'ils versent aux employés régis par ledit décret numéro 827 et amendements.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 827 et amendements doivent également payer au Comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 827 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1%

Levies from employees (½ of 1% from wages).....	\$70,000.00
Revenues from: Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry income from Bonds.....	13,800.00
Penalties.....	12,000.00
	2,000.00

\$167,800.00

Disbursements:

Salaries.....	\$70,000.00
Board of Examiners.....	2,000.00
Automobile rental.....	6,000.00
Travelling expenses (inspectors).....	10,000.00
Members indemnities.....	5,000.00
Members' fees.....	600.00
Heating & electricity.....	1,800.00
Professional & legal expenses.....	7,000.00
Printing & Stationary.....	5,000.00
Mail, telephone, telegrams.....	4,000.00
Depreciation on furniture.....	1,500.00
Depreciation on building.....	2,800.00
Exchange.....	400.00
Industrial Relations Congress.....	1,400.00
Maintenance.....	3,000.00
Taxes.....	5,000.00
Subscriptions.....	100.00
Pension plan.....	3,000.00
Insurance.....	1,000.00
Miscellaneous & unforeseen.....	1,500.00
Unemployment insurance.....	150.00
Apprenticeship Commission.....	180.00

\$131,430.00

Surplus..... 36,370.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 27, 1965. 9725-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (established in pursuance of decree number 827 of August 14, 1958) has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 305, of February 16, 1965, section "C", authorizes this levy.

1. Levy

The period of levy shall extend from March 1, 1965 to June 1, 1966, and apply as hereinafter mentioned:

(a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 827 and amendments.

(b) All artisans subject to decree number 827 and amendments must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the decree number 827 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8

de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes dues au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période de 15 mois devant se terminer le 1er juin 1966.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE

Recettes et déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour l'administration du décret numéro 827, pour la période comprise entre le 1er mars 1965 et le 1er juin 1966:

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels	\$26,000.00
Cotisation des salariés	26,000.00
Revenu des obligations	3,000.00
	<hr/>
	\$55,000.00

Déboursés:

Salaires	\$15,000.00
Services du Comité conjoint des matériaux de construction	17,250.00
Assurance et titres	400.00
Impressions et papeterie	1,800.00
Dépenses des représentants	5,000.00
Frais légaux et professionnels	1,500.00
Frais des représentants	1,000.00
Congrès des Relations Industrielles	720.00
Frais de déplacement	2,000.00
Conférence de l'apprentissage	1,300.00
Dédommagement	2,000.00
Dépenses diverses	500.00
Labour College of Canada	1,000.00
	<hr/>
	\$49,470.00

Surplus \$ 5,530.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février 1965. 9725-0

of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee. The professional employers shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect at each pay period, from the wages of everyone of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to act sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requireable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, for the periods ending March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the 15 months period ending June 1, 1966.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the Administration of decree number 827 and amendments, for the period from March 1, 1965 to June 1, 1966:

Receipts:

Levies from professional employers	\$26,000.00
Levies from employees	26,000.00
Income from bond investments	3,000.00
	<hr/>
	\$55,000.00

Disbursements:

Salaries	\$15,000.00
Services Bldg. Materials Joint Committee	17,250.00
Insurance and securities	400.00
Printing and stationary	1,800.00
Representatives expenses	5,000.00
Legal and professional	1,500.00
Representatives fees	1,000.00
Industrial relations congress	720.00
Travelling expenses	2,000.00
Apprenticeship conference	1,300.00
Indemnities	2,000.00
Sundry expenses	500.00
Labour college of Canada	1,000.00
	<hr/>
	\$49,470.00

Surplus \$ 5,530.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 27, 1965. 9725-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret, numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendement, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, section « D » le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1965 au 16 mars 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret numéro 1090 et amendements, pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénom et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en derniers ayant cours légal dans la province de Québec.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

L'artisan doit payer sa cotisation au Comité paritaire avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la loi de la Convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire du Com-

Notice of levy

Persuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec district (established in pursuance of decree no. 1090 of March 7, 1940 and amendments), has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council no. 305, of February 16, 1965, section "D", authorizes this levy.

1. Contributions

The contribution period extends from March 16, 1965 to March 16, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree no. 1090 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salaries, bonuses and allocations paid to their employees subject to said decree.

(b) Employees governed by decree no. 1090 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

(c) Artisans governed by decree no. 1090 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary fixed in decree no. 1090 and amendments for the lowest-paid employee according to their trade.

2. Collection method

The contributions are payable monthly, between the 1st and 10th of each month.

At the end of every week, the professional employer must collect from each of his employee's salary, the sums due as levies to the Parity Committee.

Every month, the professional employer must submit a detailed report to the Parity Committee. This report, submitted on forms made available by said Parity Committee, should indicate: the name, surname and address of each employee in his service, his qualifications or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of this work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall accompany the assessments payable to the Parity Committee by said professional employer and his employees. All such sums must be paid in money considered as legal tender in the Province of Quebec.

The Parity Committee has the authority to request an attestation of the professional employers' monthly reports whenever it shall deem it advisable.

Artisans must pay their contribution to the Parity Committee before the 10th of each month.

3. Financial report

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set date: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

A statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the

merce de la quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1965 et le 16 mars 1966.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE LA
QUINCAILLERIE DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 mars 1965 et le 16 mars 1966.

Recettes:

Cotisation (½ de 1%):

Employeur professionnels.....	\$20,000.00
Salariés.....	20,000.00
Intérêts.....	100.00
Pénalités.....	100.00
	<hr/>
	\$40,200.00

Déboursés:

Secrétariat et administration.....	\$14,000.00
Inspecteurs.....	13,500.00
Dépenses d'inspection.....	4,000.00
Jetons de présence.....	3,800.00
Frais de déplacements du président et des membres.....	2,400.00
Frais légaux.....	400.00
Frais de vérification.....	300.00
Papeterie, timbres, téléphone.....	1,000.00
Charges de banque.....	10.00
Assurance chômage.....	225.00
Assurance-groupe.....	350.00
Assurance-garantie.....	10.00
Imprévus.....	205.00
	<hr/>
	\$40,200.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 27 février 1965.

9725-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de l'alimentation de Jonquière établi en exécution du décret numéro 1158 du 19 juillet 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 5 mars 1965 au 5 mars 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1158 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1158 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon soit \$70.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1158 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

Hardware Trade, Québec district, for the period March 16, 1965 to March 16, 1966, is annexed hereto.

JOINT COMMITTEE OF THE HARDWARE
TRADE QUEBEC DISTRICT

Estimated receipts and disbursements for the period March 16, 1965 to March 16, 1966.

Receipts:

Contributions (½ of 1%):

Professional employers.....	\$20,000.00
Employees.....	20,000.00
Interest.....	100.00
Penalties.....	100.00
	<hr/>
	\$40,200.00

Disbursements:

Secretary's office and administration.....	\$14,000.00
Inspectors.....	13,500.00
Inspection fees.....	4,000.00
Attendance tokens.....	3,800.00
Travelling expenses for the president and members.....	2,400.00
Legal fees.....	400.00
Auditing of books.....	300.00
Stationery, postage and telephone.....	1,000.00
Bank charges.....	10.00
Unemployment insurance.....	225.00
Group insurance.....	350.00
Fidelity bond.....	10.00
Unforeseen expenses.....	205.00
	<hr/>
	\$40,200.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, February 27, 1965.

9725-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that Le Comité Paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière (established in pursuance of decree number 1158 of July 19, 1962) has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 305, of February 16, 1965, section "E", authorizes this levy.

1. Contributions

The contribution period extends from March 5, 1965 to March 5, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree number 1158 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 1158 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary fixed in the decree for a journeyman, i.e., \$70.00 per week.

(c) Employees governed by decree number 1158 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des cotisations payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et le 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus au Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière, pour la période comprise entre le 5 mars 1965 et le 5 mars 1966.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION DE JONQUIÈRE

Siège social: 46 rue St-Aimé,
C. P. 697, Jonquière, P. Q.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 mars 1965 et le 5 mars 1966.

Recettes:
Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 5,150 00
Artisans	500 00
Salariés	5,150 00
Honoraires d'examen	100 00
	<hr/>
	\$10,900 00

Déboursés:
Salaires:

Secrétaire-gérant	\$ 900 00
Employé de bureau	1,000 00
Inspecteur	5,200 00
Loyer de bureau	720 00
Frais de représentation du secrétaire	1,000 00
Frais de représentation du président et des membres	1,160 00
Vérification des livres	100 00
Frais légaux	100 00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	300 00

2. Collection methode

In order to facilitate the collection of these contributions, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee should be indicated. Every month, the professional employer should complete his report, sign it and forward it to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer must collect the levy imposed on his employees, by means of a direct deduction from their wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15 of the month following the expiry date of the period for which it is requireable. The professional employer's contribution together with those of his employees payable to the Parity Committee must accompany said report. The Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or give the necessary information, he shall be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

A statement of estimated receipts and disbursements of Le Comité Paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière for the period March 5, 1965 to March 5, 1966 is annexed hereto.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION DE JONQUIÈRE

Head Office: 46 St. Aimé street,
P.O. Box 697, Jonquière, P.Q.

Statement of estimated receipts and disbursements for the period March 5, 1965 to March 5, 1966.

Receipts:
Contributions (1/2 of 1%):

Professional employers	\$ 5,150 00
Artisans	500 00
Employees	5,150 00
Examination fees	100 00
	<hr/>
	\$10,900 00

Disbursements:
Salaries:

Secretary-manager	\$ 900 00
Office employee	1,000 00
Inspector	5,200 00
Office rent	720 00
Secretary's representation expenses	1,000 00
Representation expenses for the President and members	1,160 00
Auditing of books	100 00
Legal fees	100 00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	300 00

Ameublement et accessoires de bureau.....	\$ 150.00	Office equipment and furniture.....	\$ 150.00
Assurance et frais de cautionnement.....	20.00	Insurance and fidelity-bond premiums.....	20.00
Bureau d'examineurs.....	80.00	Board of examiners.....	80.00
Publicité.....	70.00	Advertising.....	70.00
Dépenses diverses et imprévues.....	100.00	Miscellaneous and unforeseen expenses.....	100.00
	<u>\$10,900.00</u>		<u>\$10,900.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 février 1965. 9725-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 27, 1965. 9725-0

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 28 octobre 1964.

M. Robert Vézina, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en loi de la Reine, de Saint-Joseph-de-Beauce: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), à compter du 1^{er} novembre 1964, juge de district, avec résidence à Saint-Joseph-de-Beauce, ledit M. Robert Vézina, vu sa présente nomination comme juge de district, étant autorisé, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, à exercer la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, à compter du 1^{er} novembre 1964.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
9675-0

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, October 28, 1964.

Mr. Robert Vézina, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of Saint-Joseph-de-Beauce: appointed, pursuant to section 267 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), from and after November 1, 1964, district judge, with residence in Saint-Joseph-de-Beauce, the said Mr. Robert Vézina, in view of his present appointment as district judge, being authorized, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, to exercise jurisdiction as a magistrate under part XVI of said Criminal Code from and after November 1, 1964.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9675

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU qu'en vertu de l'article 289 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district judiciaire, une Cour de magistrat qui est désignée d'après le nom du district judiciaire;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une Cour de magistrat soit établie dans et pour le district judiciaire de St-Maurice;

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, } WHEREAS that *Deputy Attorney General.* } under section 289 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15,) the Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, in and for each judicial district, a Court of Magistrate which is designated according to the judicial district;

WHEREAS it is in the interest of the good administration of Justice that a Magistrate's Court be established in and for the judicial district of St-Maurice;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret portant le numéro 264, en date du 9 février 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'à compter du 1er mars 1965, une Cour de magistrat soit établie dans et pour le district judiciaire de St-Maurice, et que cette Cour de magistrat soit désignée sous le nom de Cour de magistrat pour le district judiciaire de St-Maurice,

QUE, conformément à l'article 294 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), cette Cour siège en la cité de Shawinigan, chef-lieu dudit district judiciaire.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec,

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

9675-o

RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*L'Assistant-procureur
général,*

JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 318 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, toute Cour de magistrat qu'il juge à propos, et qu'à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation, la Cour cesse d'être tenue;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice que la Cour de magistrat pour le comté de St-Maurice soit abolie;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 318, en date du 23 février, 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'abolition de la Cour de magistrat pour le comté de St-Maurice, à compter du 1er mars 1965;

QUE, conformément à l'article 319 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), tous les dossiers, registres, documents et archives de la Cour de magistrat pour

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 264, dated February 9, 1965, We have decreed and ordered and, by these presents, decree and order that from, on and after March 1, 1965, a Magistrate's Court be established in and for the judicial district of St-Maurice, and that this Magistrate's Court be designated under the name of Magistrate's Court for the judicial district of St-Maurice;

THAT, in conformity with section 294 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), this Court sits in the city of Shawinigan, chief-place of the said judicial district.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL-COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, on the twenty-third day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

9675

Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
*Deputy Attorney
General.*

WHEREAS pursuant to section 318 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, abolish any Magistrate's Court he may deem proper, and, from and after the day fixed by such proclamation, the court shall no longer be held;

WHEREAS it is in the interest of the good administration of justice that the Magistrate's Court for the county of St-Maurice be abolished;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 318, dated February 23, 1965, We have decreed and ordered and do hereby decree and order the abolition of the Magistrate's Court for the county of St-Maurice, from and after March 1, 1965;

THAT, pursuant to section 319 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), all the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Court for the county

le comté de St-Maurice soient transmis, sans délai, au greffe de la Cour de magistrat pour le district judiciaire de St-Maurice, à Shawinigan, pour faire partie des archives de cette Cour de magistrat.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

9675-o

RAYMOND DOUVILLE.

of St-Maurice be sent, without delay, to the office of the clerk of the Magistrate's Court for the judicial district of St-Maurice, in Shawinigan, to form part of the archives of the said Magistrate's Court.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents shall concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

9675

Assistant Secretary of the Province.

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No G-5-65

Relative au lait partiellement écrémé

Vu les dispositions de la loi des produits laitiers;

LA RÉGIE ORDONNE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre, directement ou indirectement, du lait partiellement écrémé dans la province.

2° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait partiellement écrémé

a) ayant une teneur en matière grasse autre que 1½% ou 2%;

b) à des prix inférieurs à ceux qui sont établis par les ordonnances en vigueur.

Touefois, dans le cas du lait dosant 2% de matière grasse, un rabais de 2 cents la pinte ou 4 cents le demi-gallon peut être accordé.

Dans le cas du lait dosant 1½% de matière grasse, un rabais de 3 cents la pinte ou 6 cents le demi-gallon peut être accordé.

3° Le lait partiellement écrémé doit provenir uniquement du lait pour consommation à l'état nature et payé aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs le prix fixé par ordonnance pour ce lait.

4° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No G-5 et entrera en vigueur le premier jour de mars 1965.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président,*
GILLES-H. LEDOUX, *vice-président,*
PAUL CHARETTE, *membre,*
MARCEL FILIATRAULT, *membre,*
JEAN GODBOUT, *membre,*
MAURICE HALLÉ, *membre.*

Certifié: GILLES PRÉSENT, *secrétaire exécutif.*
9763-o

Quebec Agricultural Marketing Board

Order No. G-5-65

Concerning partly skimmed milk

Considering the provisions of the Dairy Products Act;

THE BOARD ORDERS AS FOLLOWS:

1. The present order applies to whoever, directly or indirectly, sells or delivers partly skimmed milk within the Province.

2. No one shall offer, sell or deliver partly skimmed milk

(a) with a milk fat percentage other than 1½% or 2%;

(b) at prices inferior to those established by orders in force.

However, in the case of milk with 2% milk fat, a rebate of 2 cents per quart, or 4 cents per half-gallon, may be granted.

In the case of milk with 1½% milk fat, a rebate of 3 cents per quart, or 6 cents per half-gallon, may be granted.

3. Partly skimmed milk shall come uniquely from milk for consumption in its natural state and be paid to the producers suppliers and other suppliers the price fixed by order for this milk.

4. The present order repeals order No. G-5 and shall come into force on the first day of March, 1965.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President,*
GILLES-H. LEDOUX, *Vice-President,*
PAUL CHARETTE, *Member,*
MARCEL FILIATRAULT, *Member,*
JEAN GODBOUT, *Member,*
MAURICE HALLÉ, *Member.*

Certified: GILLES PRÉSENT, *Executive Secretary.*
9763-o

Soumissions

Ville de Cowansville

Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Rosaire Ouellette, secrétaire trésorier, Hôtel de ville, Place Municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 15 mars 1965, pour l'achat de \$509,000 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 398 — \$41,000. — aqueduc, égouts, voirie, etc; 400 — \$16,000. — aqueduc; 408 — \$9,000. — aqueduc et égouts; 409 — \$24,500. — aqueduc; 412 — \$50,000 — fins industrielles; 413 — \$16,000. — achat de terrain; 419 — \$11,000. — aqueduc et égouts; 420 — \$44,000. — aqueduc et égouts; 424 — \$125,000. — aqueduc et égouts; 425 — \$65,000. — barrage; 426 — \$12,000. — aqueduc et égouts; 428 — \$57,000. — aqueduc et égouts; 430 — \$4,500. — aqueduc et égouts; 431 — \$18,000. — aqueduc, égouts et voirie; 438 — \$16,000. — acquisition de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$509,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1966	\$ 8,000
1er avril 1967	8,000
1er avril 1968	10,000
1er avril 1969	11,000
1er avril 1970	12,000
1er avril 1971	12,000
1er avril 1972	15,000
1er avril 1973	15,000
1er avril 1974	18,000
1er avril 1975	20,000
1er avril 1976	23,000
1er avril 1977	26,000
1er avril 1978	29,000
1er avril 1979	31,000
1er avril 1980	32,000
1er avril 1981	34,000
1er avril 1982	36,000
1er avril 1983	40,000
1er avril 1984	38,000
1er avril 1985	91,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la province de Québec, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Town of Cowansville

County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Rosaire Ouellette, secretary-treasurer, Town Hall, Place Municipale, Cowansville, county fo Missisquoi, until 8 00 o'clock p.m., Monday, March 15, 1965, for the purchase of an issue of \$509,000 of bonds for the Town of Cowansville, county of Missisquoi, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 5¾% payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 398 — \$41,000 — aqueduct, sewers, roads, etc; 400 — \$16,000. — aqueduct; 408 — \$9,000. — aqueduct and sewers; 409 — \$24,500. — aqueduct; 312 — \$50,000. — industrial purposes; 413 — \$16,000. — purchase of land; 419 — \$11,000. — aqueduct and sewers; 420 — \$44,000. — aqueduct and sewers; 424 — \$125,000. — aqueduct and sewers; 425 — \$65,000. — dam; 426 — \$12,000. — aqueduct and sewers; 428 — \$57,000. — aqueduct and sewers; 430 — \$4,500. — aqueduct and sewers; 431 — \$18,000. — aqueduct, sewers and roads; 438 — \$16,000. — purchase of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$509,000 — 20 years

Année	Capital
April 1, 1966	\$ 8,000
April 1, 1967	8,000
April 1, 1968	10,000
April 1, 1969	11,000
April 1, 1970	12,000
April 1, 1971	12,000
April 1, 1972	15,000
April 1, 1973	15,000
April 1, 1974	18,000
April 1, 1975	20,000
April 1, 1976	23,000
April 1, 1977	26,000
April 1, 1978	29,000
April 1, 1979	31,000
April 1, 1980	32,000
April 1, 1981	34,000
April 1, 1982	36,000
April 1, 1983	40,000
April 1, 1984	38,000
April 1, 1985	91,000

Please note that tenders are called for debentures redeemable according to the above table only, and that offers for short-term debentures shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowansville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'embrunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mars 1965 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Place Municipale, Cowansville, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, (Comté de Missisquoi), ce 22 février 1965.

Le Secrétaire-Trésorier,
J.-ROSAIRE OUELLETTE.

Place Municipale C.P. 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 263-0141, code 514. 9745-o

Ville de Montmagny
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Dolan, greffier, Hôtel de Ville, 3, rue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 15 mars 1965, pour l'achat de \$125,000 d'obligations de la ville de Montmagny, comté de Montmagny, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5 $\frac{3}{4}$ %, payable semi-annuellement le 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement no: 265 — \$125,00 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$125,000 — 20 ans

Année	Capital
1 avril 1966	\$ 1,500
1 avril 1967	1,500
1 avril 1968	2,000
1 avril 1969	2,000
1 avril 1970	2,000
1 avril 1971	2,000
1 avril 1972	2,000
1 avril 1973	2,500
1 avril 1974	2,500
1 avril 1975	2,500
1 avril 1976	3,000
1 avril 1977	3,000
1 avril 1978	3,000
1 avril 1979	3,500
1 avril 1980	3,500
1 avril 1981	4,000
1 avril 1982	4,000
1 avril 1983	4,500
1 avril 1984	4,500
1 avril 1985	71,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, March 15, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Place Municipale, Cowansville, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, (County of Missisquoi), February 22, 1965.

-J.-ROSAIRE OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

Place Municipale, P.O. Box 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 263-0141, code 514. 9745

Town of Montmagny
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Dolan, town clerk, Town Hall, 3 Ste. Julie street, Montmagny, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, March 15, 1965, for the purchase of an issue of \$125,000 of bonds for the town of Montmagny, county of Montmagny, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5 $\frac{3}{4}$ %, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 265 — \$125,000 — aqueduc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$125,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1966	\$ 1,500
April 1, 1967	1,500
April 1, 1968	2,000
April 1, 1969	2,000
April 1, 1970	2,000
April 1, 1971	2,000
April 1, 1972	2,000
April 1, 1973	2,500
April 1, 1974	2,500
April 1, 1975	2,500
April 1, 1976	3,000
April 1, 1977	3,000
April 1, 1978	3,000
April 1, 1979	3,500
April 1, 1980	3,500
April 1, 1981	4,000
April 1, 1982	4,000
April 1, 1983	4,500
April 1, 1984	4,500
April 1, 1985	71,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mars 1965, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 3, rue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P. Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny, (Comté de Montmagny), ce 19 février 1965.

Le Greffier,
PAUL DOLAN.

Hôtel de Ville, 3, rue Ste-Julie,
C. P. 40,
Montmagny, (Montmagny), P.Q.
Téléphone: 248-3361, code 418. 9724-o

Ville de Bedford
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Émile-E. Demers, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1, rue Principale, Bedford, comté de Missisquoi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 16 mars 1965, pour l'achat de \$60,000 d'obligations de la ville de Bedford, comté de Missisquoi, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 166 — \$20,500 — aqueduc; 167 — \$15,500 — égouts; 168 — \$13,000 — achat de camion; 169 — \$11,000 — achat d'un tracteur.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$60,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1966	\$3,000
1er avril 1967	3,500
1er avril 1968	3,500
1er avril 1969	3,500
1er avril 1970	3,500
1er avril 1971	3,500
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	4,500
1er avril 1974	4,500
1er avril 1975	4,500
1er avril 1976	2,000
1er avril 1977	2,000
1er avril 1978	2,000
1er avril 1979	2,000
1er avril 1980	2,000
1er avril 1981	2,000
1er avril 1982	2,500
1er avril 1983	2,500
1er avril 1984	2,500
1er avril 1985	2,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 15, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 3 Ste. Julie street, Montmagny, county of Montmagny, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montmagny, (County of Montmagny), February 19, 1965.

PAUL DOLAN,
Town Clerk.

Town Hall, 3 Ste-Julie street,
P.O.B. 40,
Montmagny, (Montmagny), P.Q.
Telephone: 248-3361, code 418. 9724

Town of Bedford
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émile-E. Demers, secretary-treasurer, Town Hall, 1 Main Street, Bedford, county of Missisquoi, until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, March 16, 1965, for the purchase of an issue of \$60,000 of bonds for the town of Bedford, county of Missisquoi, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 166 — \$20,500 — aqueduct; 167 — \$15,500 — sewers; 168 — \$13,000 — purchase of truck; 169 — \$11,000 — purchase of a tractor.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$60,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1966	\$3,000
April 1, 1967	3,500
April 1, 1968	3,500
April 1, 1969	3,500
April 1, 1970	3,500
April 1, 1971	3,500
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	4,500
April 1, 1974	4,500
April 1, 1975	4,500
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,000
April 1, 1978	2,000
April 1, 1979	2,000
April 1, 1980	2,000
April 1, 1981	2,000
April 1, 1982	2,500
April 1, 1983	2,500
April 1, 1984	2,500
April 1, 1985	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bedford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 mars 1965, à 7.30 heures p.m., Hôtel de ville, 1, rue Principale, Bedford, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bedford, (Comté de Missisquoi), ce 23 février 1965.

Le Secrétaire trésorier,
ÉMILE-E. DEMERS.

Hôtel de ville, 1, rue Principale,
Bedford, (Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 248-2440, code 514. 9764-0

Ville de Châteauguay-Centre Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Sarto Blais, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Hôtel de Ville, 25 Blvd d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, et par après de 7.30 heures p.m., à 8 heures p.m., à la Salle Municipale, 1, Croissant Richard, comté de Châteauguay, mardi, le 16 mars 19 5, pour l'achat de \$586,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 258 — \$600 — achat de terrain; 273 — \$2,100 — pavage; 278 — \$1,900 — aqueduc, égouts et voirie; 282 — \$3,500 — aqueduc, égouts et voirie; 283 — \$2,900 — aqueduc, égouts et voirie; 284 — \$2,700 — aqueduc, égouts et voirie; 285 — \$2,400 — pavage; 317 — \$22,000 — voirie; 348 — \$28,500 — égouts; 359 — \$22,000 — égouts; 383 — \$9,000 — aqueduc; 384 — \$48,000 — égouts; 387 — \$115,000 — voirie; 388 — \$6,600 — égouts; 390 — \$42,300 — aqueduc; 391 — \$115,000 — égouts; 393 — \$103,000 — voirie; 394 — \$54,000 — drainage; 396 — \$4,500 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$586,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1966	\$24,000
1er avril 1967	24,000
1er avril 1968	24,000
1er avril 1969	24,000
1er avril 1970	26,000
1er avril 1971	26,000
1er avril 1972	26,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bedford.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 16, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at Town Hall, 1 Main Street, Bedford, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bedford, (County of Missisquoi), February 23, 1965.

ÉMILE-E. DEMERS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1, Main Street,
Bedford, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 248-2440, code 514. 9764

Town of Châteauguay-Centre County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Sarto Blais, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 25 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, and then from 7:30 o'clock p.m. until 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, 1 Croissant Richard, county of Châteauguay, Tuesday, March 16, 1965, for the purchase of an issue of \$586,000 of bonds for the Town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 258 — \$600 — purchase of land; 273 — \$2,100 — paving; 278 — \$1,900 — aqueduct, sewers and roads; 282 — \$3,500 — aqueduct, sewers and roads; 283 — \$2,900 — aqueduct, sewers and roads; 284 — \$2,700 — aqueduct, sewers and roads; 285 — \$2,400 — paving; 317 — \$22,000 — roads; 348 — \$28,500 — sewers; 359 — \$22,000 — sewers; 383 — \$9,000 — aqueduct; 384 — \$48,000 — sewers; 387 — \$115,000 — roads; 388 — \$6,600 — sewers; 390 — \$42,300 — aqueduct; 391 — \$115,000 — sewers; 393 — \$103,000 — roads; 394 — \$54,000 — drainage; 396 — \$4,500 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$586,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1966	\$24,000
April 1, 1967	24,000
April 1, 1968	24,000
April 1, 1969	24,000
April 1, 1970	26,000
April 1, 1971	26,000
April 1, 1972	26,000

1er avril 1973.....	\$27,000	April 1, 1973.....	\$27,000
1er avril 1974.....	29,000	April 1, 1974.....	29,000
1er avril 1975.....	29,000	April 1, 1975.....	29,000
1er avril 1976.....	29,000	April 1, 1976.....	29,000
1er avril 1977.....	30,000	April 1, 1977.....	30,000
1er avril 1978.....	32,000	April 1, 1978.....	32,000
1er avril 1979.....	32,000	April 1, 1979.....	32,000
1er avril 1980.....	32,000	April 1, 1980.....	32,000
1er avril 1981.....	32,000	April 1, 1981.....	32,000
1er avril 1982.....	34,000	April 1, 1982.....	34,000
1er avril 1983.....	35,000	April 1, 1983.....	35,000
1er avril 1984.....	35,000	April 1, 1984.....	35,000
1er avril 1985.....	36,000	April 1, 1985.....	36,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 mars 1965, à 8 heures du soir, Salle municipale, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay), ce 22 février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-SARTO BLAIS.

Hôtel de Ville, 25, Boul. d'Anjou,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6761, code 514. 9765-0

Village de Contrecoeur
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Romuald Cormier, secrétaire-trésorier, 117, rue Jean Ducharme, Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 17 mars 1965, pour l'achat de \$100,000 d'obligations du village de Contrecoeur, comté de Verchères, datées du 1er mars 1965 et remboursables par séries du 1er mars 1966 au 1er mars 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, non supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 101 — \$39,000 — renouvellement; 120 — \$61,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, March 16, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), February 22, 1965.

J.-SARTO BLAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 25 d'Anjou Blvd.,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6761, code 514. 9765-0

Village de Contrecoeur
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Romuald Cormier, secretary-treasurer, 117 Jean Ducharme street, Contrecoeur, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, March 17, 1965, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds for the village of Contrecoeur, county of Verchères, dated March 1, 1965, and redeemable serially from March 1, 1966, to March 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 101 — \$39,000 — renewal; 120 — \$61,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Règlements Nos: 418 — \$8,000 — aqueduc et égouts; 421 — \$6,500 — aqueduc et égouts; 422 — \$32,100 — aqueduc et égouts; 440 — \$7,000 — aqueduc; 462 — \$50,000 — achat de terrain; 470 — \$4,500 — aqueduc et égouts; 471 — \$13,500 — aqueduc et égouts; 472 — \$7,000 — aqueduc et égouts; 473 — \$3,200 — aqueduc et égouts; 474 — \$5,500 — aqueduc et égouts; 475 — \$5,800 — aqueduc et égouts; 476 — \$15,000 — aqueduc et égouts; 477 — \$14,000 — aqueduc et égouts; 478 — \$2,800 — aqueduc et égouts; 479 — \$8,000 — aqueduc et égouts; 480 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 481 — \$3,600 — aqueduc et égouts; 483 — \$10,000 — système d'éclairage; 496 — \$20,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$228,500 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1966	\$17,500
1er avril 1967	19,500
1er avril 1968	20,000
1er avril 1969	20,500
1er avril 1970	21,500
1er avril 1971	6,500
1er avril 1972	7,000
1er avril 1973	7,000
1er avril 1974	7,000
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	6,500
1er avril 1977	7,000
1er avril 1978	8,500
1er avril 1979	9,000
1er avril 1980	9,000
1er avril 1981	9,500
1er avril 1982	10,500
1er avril 1983	11,000
1er avril 1984	11,000
1er avril 1985	12,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 mars 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 23 février 1965.

Le Greffier,
DONAT BROUSSEAU.

Hôtel de Ville,
87, rue Principale, C.P. 37,
Granby, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 372-5825, code 514. 9767-0

By-laws Nos: 418 — \$8,000 — aqueduct and sewers; 421 — \$6,500 — aqueduct and sewers; 422 — \$32,100 — aqueduct and sewers; 440 — \$7,000 — aqueduct; 462 — \$50,000 — purchase of land; 470 — \$4,500 — aqueduct and sewers; 471 — \$13,500 — aqueduct and sewers; 472 — \$7,000 — aqueduct and sewers; 473 — \$3,200 — aqueduct and sewers; 474 — \$5,500 — aqueduct and sewers; 475 — \$5,800 — aqueduct and sewers; 476 — \$15,000 — aqueduct and sewers; 477 — \$14,000 — aqueduct and sewers; 478 — \$2,800 — aqueduct and sewers; 479 — \$8,000 — aqueduct and sewers; 480 — \$12,000 — aqueduct and sewers; 481 — \$3,600 — aqueduct and sewers; 483 — \$10,000 — lighting system; 496 — \$20,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$228,500 — 20 years
Year Capital

April 1, 1966	\$17,500
April 1, 1967	19,500
April 1, 1968	20,000
April 1, 1969	20,500
April 1, 1970	21,500
April 1, 1971	6,500
April 1, 1972	7,000
April 1, 1973	7,000
April 1, 1974	7,000
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	6,500
April 1, 1977	7,000
April 1, 1978	8,500
April 1, 1979	9,000
April 1, 1980	9,000
April 1, 1981	9,500
April 1, 1982	10,500
April 1, 1983	11,000
April 1, 1984	11,000
April 1, 1985	12,000

Please note that tenders are called for debentures redeemable according to the above table only, and that offers for short-term debentures shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 15, 1965, at 8:00 o'clock p.m. at the Town Hall, 87 Principal St., Granby, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), February 23, 1965.

DONAT BROUSSEAU,
City Clerk.

City Hall,
87 Principal Street, P.O.B. 37,
Granby, (Shefford), P.Q.
Telephone: 372-5825, code 514. 9767

Ville de Ste-Geneviève
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Bernard Poirier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 13, rue Charest, Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 17 mars 1965, pour l'achat de \$44,000 d'obligations de la Ville de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, datées du 1^{er} avril 1965 et remboursables par séries du 1^{er} avril 1966 au 1^{er} avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1^{er} octobre et 1^{er} avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 137 — \$44,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$44,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} avril 1966	\$1,000
1 ^{er} avril 1967	1,000
1 ^{er} avril 1968	1,500
1 ^{er} avril 1969	1,500
1 ^{er} avril 1970	1,500
1 ^{er} avril 1971	1,500
1 ^{er} avril 1972	1,500
1 ^{er} avril 1973	1,500
1 ^{er} avril 1974	2,000
1 ^{er} avril 1975	2,000
1 ^{er} avril 1976	2,000
1 ^{er} avril 1977	2,500
1 ^{er} avril 1978	2,500
1 ^{er} avril 1979	2,500
1 ^{er} avril 1980	3,000
1 ^{er} avril 1981	3,000
1 ^{er} avril 1982	3,000
1 ^{er} avril 1983	3,500
1 ^{er} avril 1984	3,500
1 ^{er} avril 1985	3,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 mars 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 13, rue Charest, Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier.

Town of Ste-Geneviève
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Bernard Poirier, secretary-treasurer, Town Hall, 13 Charest St., Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier, until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, March 17, 1965, for the purchase of an issue of \$44,000 of bonds for the Town of Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 137 — \$44,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$44,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1966	\$1,000
April 1, 1967	1,000
April 1, 1968	1,500
April 1, 1969	1,500
April 1, 1970	1,500
April 1, 1971	1,500
April 1, 1972	1,500
April 1, 1973	1,500
April 1, 1974	2,000
April 1, 1975	2,000
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,500
April 1, 1978	2,500
April 1, 1979	2,500
April 1, 1980	3,000
April 1, 1981	3,000
April 1, 1982	3,000
April 1, 1983	3,500
April 1, 1984	3,500
April 1, 1985	3,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Ste-Geneviève.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 17, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 13 Charest St., Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sté-Geneviève, (Comté de Jacques-Cartier),
ce 24 février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD POIRIER.

Hôtel de ville, 13, rue Charest,
Sté-Geneviève, (Jacques-Cartier), P.Q.,
Téléphone: 626-3989, code 514. 9768-o

Cité de St-Jean
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mlle Charlotte Morais, greffier, Hôtel de ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 16 mars 1965, pour l'achat de \$470,000 d'obligations de la cité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 729 — \$343,500 — achat de terrain pour fins industrielles; 741 — \$126,500 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril.

Tableau d'amortissement — \$470,000 — 19 ans

Année	Capital
1er avril 1966	\$13,500
1er avril 1967	15,000
1er avril 1968	16,000
1er avril 1969	16,500
1er avril 1970	17,500
1er avril 1971	18,500
1er avril 1972	20,000
1er avril 1973	21,000
1er avril 1974	22,000
1er avril 1975	24,000
1er avril 1976	24,500
1er avril 1977	26,500
1er avril 1978	28,000
1er avril 1979	29,500
1er avril 1980	31,500
1er avril 1981	33,500
1er avril 1982	35,500
1er avril 1983	37,000
1er avril 1984	40,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sté-Geneviève, (County of Jacques-Cartier),
February 24, 1965.

BERNARD POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 13 Charest St.,
Sté-Geneviève, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 626-3989, code 514. 9768

City of St-John's
County of St-John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Charlotte Morais, city clerk, Town Hall, 188 Jacques-Cartier, St-John's county of St-John, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday on March 16, 1965, for the purchase of an issue of \$470,000 of bonds for the city of St-John's, county of St-John, datde April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 729 — \$343,500 — purchase of land for industrial purposes; 741 — \$126,500 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$470,000 — 19 years

Year	Capital
April 1, 1966	\$13,500
April 1, 1967	15,000
April 1, 1968	16,000
April 1, 1969	16,500
April 1, 1970	17,500
April 1, 1971	18,500
April 1, 1972	20,000
April 1, 1973	21,000
April 1, 1974	22,000
April 1, 1975	24,000
April 1, 1976	24,500
April 1, 1977	26,500
April 1, 1978	28,000
April 1, 1979	29,500
April 1, 1980	31,500
April 1, 1981	33,500
April 1, 1982	35,500
April 1, 1983	37,000
April 1, 1984	40,000

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-John's.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 mars 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté de St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 24 février 1965.

Le Greffier,

Mlle CHARLOTTE MORAIS.

Hôtel de ville,

188, rue Jacques-Cartier, C.P. 217,

St-Jean, (St-Jean), P.Q.

Téléphone: 346-4406, code 514. 9769-0

Paroisse de St-Jean-Chrysostome

Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Cajétan Alain, secrétaire-trésorier, Blvd, St-Romain, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 17 mars 1965, pour l'achat de \$130,000 d'obligations de la paroisse de St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 161 — \$130,000. — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — \$130,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1966.....	\$ 500
1er avril 1967.....	500
1er avril 1968.....	1,000
1er avril 1969.....	1,000
1er avril 1970.....	1,000
1er avril 1971.....	1,000
1er avril 1972.....	1,000
1er avril 1973.....	1,000
1er avril 1974.....	1,500
1er avril 1975.....	1,500
1er avril 1976.....	1,500
1er avril 1977.....	1,500
1er avril 1978.....	1,500
1er avril 1979.....	1,500
1er avril 1980.....	2,000
1er avril 1981.....	2,000
1er avril 1982.....	2,000
1er avril 1983.....	2,500
1er avril 1984.....	2,500
1er avril 1985.....	103,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considérations pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charny, comté de Lévis.

Le capital et les intérêt sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 16, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 188 Jacques-Cartier, St-John's, county of St-John.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-John's, (County of St-John), February 24, 1965.

MISS CHARLOTTE MORAIS,

City Clerk.

City Hall,

188, Jacques-Cartier, P.O.B. 217,

St-John's, (St-John), P.Q.

Telephone: 346-4406, code 514. 9769

Parish of St-Jean-Chrysostome

County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Cajétan Alain, secretary-treasurer, St-Romain Blvd., St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 17, 1965, for the purchase of an issue of \$130,000 of bonds for the Parish of St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¼%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 161 — \$130,000. — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — \$130,000 — 20 Years

Year	Capital
April 1, 1966.....	\$ 500
April 1, 1967.....	500
April 1, 1968.....	1,000
April 1, 1969.....	1,000
April 1, 1970.....	1,000
April 1, 1971.....	1,000
April 1, 1972.....	1,000
April 1, 1973.....	1,000
April 1, 1974.....	1,500
April 1, 1975.....	1,500
April 1, 1976.....	1,500
April 1, 1977.....	1,500
April 1, 1978.....	1,500
April 1, 1979.....	1,500
April 1, 1980.....	2,000
April 1, 1981.....	2,000
April 1, 1982.....	2,000
April 1, 1983.....	2,500
April 1, 1984.....	2,500
April 1, 1985.....	103,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charny, county of Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 mars 1965, à 8 heures du soir, Salle municipale, rue Commerciale, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Chrysostome, (Comté de Lévis), ce 24 février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CAJÉTAN ALAIN.

Bld St-Romain,
St-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 839-8108, code 418. 9770-0

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, March 17, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Commerciale St., St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Chrysostome, (County of Lévis), February 24, 1965.

CAJÉTAN ALAIN,
Secretary-Treasurer.

St-Romain Blvd.,
St-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.
Telephone: 839-8108, code 418. 9770

Syndicats professionnels

Fédération patronale des coiffeurs pour dames et messieurs de la province de Québec inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que la secrétaire de la province a, le 13 janvier 1965, autorisé le changement de nom de la « Fédération patronale des barbiers & coiffeurs de la province de Québec inc. », dont la constitution a été autorisée le 12 novembre 1948, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Fédération patronale des coiffeurs pour dames et messieurs de la province de Québec inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 18 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9692-0 2096-48

Syndicat national des projectionnistes et employés de cinéma et de théâtre (C.S.N.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat national des projectionnistes et employés de cinéma et de théâtre (C.S.N.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 14 janvier 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 18 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9698-0 90-64

Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 février 1965, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines inc. », dont la constitution avait été autorisée le 17 mai 1951, avec

Professional Syndicates

Fédération patronale des coiffeurs pour dames et messieurs de la province de Québec inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 13, 1965, authorized the change of name of the « Fédération patronale des barbiers & coiffeurs de la province de Québec inc. », incorporation of which was authorized on November 12, 1948, and whose head office is situated at Québec, into that of « Fédération patronale des coiffeurs pour dames et messieurs de la province de Québec inc. », and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 162.

Québec, January 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9692 2096-48

Syndicat national des projectionnistes et employés de cinéma et de théâtre (C.S.N.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat national des projectionnistes et employés de cinéma et de théâtre (C.S.N.)", has been authorized by the Provincial Secretary on January 14, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, January 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9698 90-64

Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 15, 1965, decreed the end of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat national catholique des employés du commerce de Thetford Mines inc.", the incorporation of which was autho-

siège social à Thetford Mines, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 17 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9720-o

1417-51

**La Fédération de l'union catholique
des cultivateurs des Laurentides**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « La Fédération de l'union catholique des cultivateurs des Laurentides », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 février 1965.

Le siège social de ladite fédération est situé à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 10 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9731-o

14-64

**Syndicat National des travailleurs
des pâtes et papiers d'Alma inc.**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 février 1965, autorisé le changement de nom du « Syndicat National des travailleurs de la pulpe et du papier de Riverbend, inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat National catholique de l'industrie du papier de St-Joseph d'Alma », a été autorisée le 22 juillet 1937, et dont le siège social est situé à Alma, en celui de « Syndicat National des travailleurs des pâtes et papiers d'Alma inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 3 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9761-o

1595-37

rized on May 17, 1951, with head office in Thetford Mines, and such, pursuant to the provisions of section 20a the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Québec, February 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9720

1417-51

**La Fédération de l'union catholique
des cultivateurs des Laurentides**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a federation of professional syndicate, under the name of "La Fédération de l'union catholique des cultivateurs des Laurentides", has been authorized by the Provincial Secretary on February 8, 1965.

The head office of the said federation is situated at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Québec, February 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9731

14-64

**Syndicat National des travailleurs
des pâtes et papiers d'Alma inc.**

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 2, 1965, authorized the change of name of the "Syndicat National des travailleurs de la pulpe et du papier de Riverbend, inc.", whose incorporation under the original name of "Syndicat National catholique de l'industrie du papier de St-Joseph d'Alma", was authorized on July 22, 1937, and whose head office is situated at Alma, into that of "Syndicat National des travailleurs des pâtes et papiers d'Alma inc.", and such pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1941, chapter 162.

Québec, February 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9761

1595-37

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1965, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 20 janvier 1965.

Canadian Pacific Railway Company,

*Par le Gérant du Service,
des Postes et Bagages,*

9332-5-6-o

W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, SEVENTEENTH day of MARCH, 1965, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 20, 1965.

Canadian Pacific Railway Company,

*Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail
and Baggage Traffic.*

9332-5-6-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Cour Supérieure, No 13,778. **L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant-saisissant, vs JEAN-LOUIS AUGER, cultivateur, autrefois de Macamic et maintenant d'adresse inconnue, défendeur-intimé-saisi.

Superior Court, No. 13,778. **THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner-seizing-creditor, vs JEAN-LOUIS AUGER, farmer, formerly of Macamic, and now of address unknown, defendant-respondent-seized.

Le lot numéro dix-huit (18), du rang dix (10), du canton de Poularies, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton:

Lot number eighteen (18), on range ten (10), in the township of Poularies, as described in the official cadaster of the said township.

Ainsi que:

As well as:

Le lot dix-huit (18), du rang un (1), du canton Royal Roussillon, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton.

Lot eighteen (18), on range one (1), in the township of Royal Roussillon, as described in the official cadaster of the said township.

Le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

The whole with the buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Macamic, comté d'Abitibi-ouest, P.Q., le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Macamic, county of Abitibi-West, P.Q., on the THIRTY-FIRST day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Fait à Amos, ce dix-septième jour de février mil neuf cent soixante-cinq (17 février 1965).

Given at Amos this seventeenth day of February, one thousand nine hundred and sixty-five (February 17, 1965).

Le Shérif,
R. COSSETTE.

R. COSSETTE,
Sheriff.

9732-9-2-0

9732-9-2

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Cour du Magistrat, No 38-517. **RAYMOND COUTURE**, voyageur de St-Albert, demandeur, vs LAURENT PRATTE, de St-Rémi de Tingwick, défendeur.

Magistrate's Court, No. 38-517. **RAYMOND COUTURE**, traveller of St-Albert, plaintiff, vs LAURENT PRATTE, of St-Rémi de Tingwick, defendant.

« Une terre mesurant cent trente acres en superficie, plus ou moins, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton de Tingwick, sous le numéro neuf cent cinquante-neuf (959) et la partie nord-est du numéro neuf cent soixante (PNE 960), mesurant cette partie du No 960, dix chaînes et trois quarts de largeur, par soixante-onze chaînes de profondeur, plus ou moins, et bornée, au sud-est au chemin public, au nord-ouest au cordon, au côté sud-ouest au résidu du No 960, et du côté nord-est au No 959. »

« A farm measuring one hundred and thirty acres in area, more or less, known on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the tenth range of the township of Tingwick, under number nine hundred and fifty-nine (959) and the northeast part of number nine hundred and sixty (N.E.Pt. 960), measuring this part of No. 960, ten chains and three-quarters in width, by seventy-one chains in depth, more or less, and bounded, on the southeast by the public road, on the northwest by the "cordon", on the southwest, by the residue of No. 960 and on the northeast by No. 959. »

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble. »

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Rémi de Tingwick, comté d'Arthabaska, SAMEDI le VINGTIÈME jour de MARS 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of St-Rémi de Tingwick, county of Arthabaska, on SATURDAY, the TWENTIETH day of MARCH, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Bureau du Shérif,
Arthabaska le 2 février 1965. 9454-6-2-0

Sheriff's Office,
Arthabaska, February 2, 1965. 9454-6-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 19-789. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,
es FRANÇOIS GAGNON (fils de Cyrille), culti-
vateur de Tingwick, comté d'Arthabaska, de-
meurant maintenant à 9-A boulevard Gingras,
Warwick, et VICTOR PAUL, 146 rue Notre-
Dame est, C. P. 97, Victoriaville, en sa qualité
de syndic à la cession de biens du défendeur,
mis-en-cause.

« Les immeubles connus aux plan et livre de
renvoi officiels du cadastre pour le canton de
Tingwick, sous les numéros sept cent vingt-huit
(728), sept cent vingt-neuf (729) et sept cent
trente (730), avec les bâtisses y érigées, mesurant
en tout environ cent soixante acres en superficie.

À la charge des servitudes actives et passives,
apparentes ou occultes pouvant l'affecter. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de
l'église paroissiale de Tingwick, comté d'Artha-
baska, SAMEDI, le TROISIÈME jour d'AVRIL
1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, le 19 février 1965. LÉO FAUCHER.
9733-9-2-0

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 31,486. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur-
requérant, es JEAN-MARIE BEAUDOIN, culti-
vateur, de Saint-Nazaire, comté de Dorchester,
défendeur-intimé, à savoir:

1° Le lot numéro deux cent trois (203) du
cadastre pour la paroisse de St-Léon de Standon,
troisième rang du canton Buckland, contenant
soixante-dix acres en superficie, avec bâtisses;

2° Un terrain faisant partie du lot numéro
deux cent deux (P. 202) du cadastre pour la
paroisse de St-Léon de Standon, mesurant trois
arpents et demi de largeur sur douze arpents et
demi de profondeur, le tout plus ou moins, borné
au nord-est par le chemin entre les 3ème et 4ème
rang, au nord-ouest à Odilon Fillion, au sud-est
au lot 203 et au sud-ouest à Théophile Beaudoin;
superficie: environ quarante acres.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de
l'église paroissiale de St-Léon de Standon, comté
de Dorchester, le TREIZIÈME jour d'AVRIL,
1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 23 février 1965. 9772-9-2-0
[Première insertion: 27 février 1965.]
[Deuxième insertion: 20 mars 1965.]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { LOUIS-JOSEPH ROY
No 3330. { domicilié à Cap-Chat,
comté de Gaspé-Nord, P.Q.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 19-789. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, es
FRANÇOIS GAGNON (son of Cyrille), farmer
of Tingwick, county of Arthabaska, now living
at 9-A Gingras boulevard, Warwick, and VICTOR
PAUL, 146 Notre-Dame street, east, P.O. Box 97,
Victoriaville, in his capacity as trustee to the
transfer of goods of the defendant, mis-en-cause.

“The immoveables known in the official plan
and book of reference of the cadaster of the
township of Tingwick, under numbers seven
hundred and twenty-eight (728), seven hundred
and twenty-nine (729) and seven hundred and
thirty (730) with the buildings thereon erected,
the whole having an area of approximately one
hundred and sixty acres.

Subject to the active and passive servitudes,
apparent or unapparent which may affect them.”

To be sold “en bloc” at the parochial church
door of Tingwick, county of Arthabaska, on
SATURDAY, the THIRD day of APRIL, 1965,
at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LÉO FAUCHER,
Arthabaska, February 19, 1965. Sheriff.
9733-9-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 31,486. { CREDIT BUREAU
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff-peti-
tioner, es JEAN-MARIE BEAUDOIN, farmer,
of Saint-Nazaire, county of Dorchester, defend-
ant-respondent, to wit:

1. Lot number two hundred and three (203)
in the cadaster of the parish of St-Léon de
Standon, third range in the township of Buckland,
having an area of seventy acres, with buildings.

2. A lot of land forming part of lot number
two hundred and two (p. 202) in the cadaster
of the parish of St-Léon de Standon, measuring
three and one-half arpents in width by twelve
arpents and one-half in depth, the whole more
or less, bounded on the north-east by the road
between the 3rd and 4th ranges, on the north-
west by Odilon Fillion, on the south-east by lot
203, and on the south-west by Théophile Beau-
doin, having an area of approximately 40 acres.

To be sold “en bloc” at the parochial church
door of St-Léon de Standon, county of Dorches-
ter, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1965,
at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy-Sheriff.
February 23, 1965. 9772-9-2
[First insertion: February 27, 1965.]
[Second insertion: March 20, 1965.]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, { LOUIS-JOSEPH ROY,
No. 3330. { domicilié à Cap-Chat,
county of Gaspé-North,

demandeur, *vs* JEAN-PAUL BRISEBOIS, domicilié à St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé-Nord, P.Q., défendeur.

« Lot 14-C-3, 1er rang, canton Tourelle. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Tourelle, comté et district de Gaspé, LUNDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Percé, le 19 février 1965. *PERCY BIARD.* 9734-9-2-0

P.Q., plaintiff, *vs* JEAN-PAUL BRISEBOIS, domiciled at St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé-North, P.Q., defendant.

"Lot 14-C-3, range 1, township of Tourelle."

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Tourelle, county and district of Gaspé, on MONDAY, the FIFTH day of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,

Sheriff's Office, Percé, February 19, 1965. *Sheriff.* 9734-9-2

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 9736. { *J. B. CARRIER,* commerçant, demeurant à 23 rue Bergeron Matane, demandeur, *vs* GUY MONTREUIL, anciennement demeurant à Sept-Iles, et actuellement à Ste-Anne de la Pêrade, P.Q. défendeur.

« Les lots 34-4-F-1 (trente-quatre-quatre-F-un) et 34-4-F-2 (trente-quatre-quatre-F-deux), rang 1 (un), aux plan et livre de renvoi, au cadastre officiel pour le village de Sept-Iles, canton de Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Sept-Iles, à Sept-Iles, comté de Duplessis, ce SIXIÈME jour du mois d'AVRIL 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Saguenay,

Bureau du Shérif, La Malbaie, le 22 février 1965. *SYLVIO TREMBLAY.* 9747-9-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 9736. { *J. B. CARRIER,* tradesman, residing at 23 Bergeron, St. Matane, plaintiff, *vs* GUY MONTREUIL, previously residing at Sept-Iles, and presently at Ste-Anne de la Pêrade, P.Q., defendant.

"Lots 34-4-F-1 (thirty-four-four-F-one) and 34-4-F-2 (thirty-four four-F-two), range 1 (one), on the official plan and in the book of reference for the village of Sept-Iles, township of Letellier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph of Sept-Iles, at Sept-Iles, county of Duplessis, this SIXTH day of the month of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

SYLVIO TREMBLAY,

Sheriff's Office, La Malbaie, February 22, 1965. *Sheriff of Saguenay.* 9747-9-2

HAUTERIVE

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 21594. { *ELI ASSAD,* marchand, domicilié à Buckingham, district de Hull, et faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Eli Assad Reg'd. », demandeur; *vs* ERNEST LAVERGNE, domicilié à Ripon, dit district défendeur.

« Le lot numéro vingt-neuf du rang neuf, au cadastre officiel du canton de Ripon, (No 29 rg. 9), d'une superficie de 99 acres. » Avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Casimir, à Ripon, le PREMIER jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ce 22 février, 1965. *R. ST-PIERRE.* 9773-9-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 21594. { *ELI ASSAD,* merchant, domiciled at Buckingham, district of Hull, and carrying on business under the name and style of "Eli Assad Reg'd", plaintiff; *vs* ERNEST LAVERGNE, domiciled at Ripon, said district, defendant.

"Lot number twenty-nine of the ninth range, on the official cadaster of the township of Ripon, (No. 29, range 9), of an area of 99 acres". With buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Casimir, at Ripon, on the FIRST day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, February 22, 1965. *Sheriff.* 9773-9-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 22019. { *R OSARIO BOURASSA,* commerçant, de Pointe-Gatineau, district de Hull, demandeur, *vs* REGER PERIS, de Templeton, P.Q., district de Hull, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot dix de la subdivision du lot douze « A » (12A-10) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 22019. { *R OSARIO BOURASSA,* trader, of Pointe-Gatineau, district of Hull, plaintiff, *vs* REGER PERIS, of Templeton, P.Q., district of Hull, defendant.

"An immovable known and designated as being lot ten of the subdivision of lot twelve "A" (12A-10) in the official cadaster of the first range in the township of Templeton, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Rose de Lima, à Templeton, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de MARS, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 19 février 1965.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
9774-9-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { UGO & LEON SORDINI,
No 2601. { entrepreneurs, tous
deux de la rue Magnus, Gati-
neau, sous les nom et raison sociale de Sordini
Concrete Reg'd, demandeurs, vs LE CITOYEN
CIE DE CONSTRUCTION LTÉE, corps léga-
lement constitué faisant affaires à Gatineau,
défenderesse, et FABIEN ÉTHIER, de Gatineau,
mis-en-cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot cent soixante-sept, de la subdivision du lot originaire seize « B » (16B-167) au cadastre officiel du Premier Rang du canton de Templeton, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, appartenant à Fabien Éthier, le mis-en-cause ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St. Jean Marie Vianney, à Gatineau, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS, 1965, à QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 19 février, 1965.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
9776-9-2-0

I B E R V I L L E

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 14, 051. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC corps politique et in-
corporé, ayant siège social à Québec, requérant,
vs LOUIS PHILIPPE PRUD'HOMME, culti-
vateur de St-Alexandre, district d'Iberville,
défendeur.

« Les lots numéros dix, douze, cent six, cent huit et cent neuf (Lots 10, 11, 12, 106, 108 et 109) du cadastre officiel de la paroisse de St-Alexandre, sauf a en distraire les parties vendues à la municipalité et sujet à la servitude en faveur de la Coopérative Régionale d'électricité, résultant de l'acte enregistré sous le No 72527.

Le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Alexandre, comté et district d'Iberville MERCREDI le DIXIÈME jour de MARS 1965 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de justice,
De St-Jean, le 30 janvier 1965.

Le Député-Shérif,
R. PRUD'HOMME.
9445-6-2-0

To be sold at the church door of Ste-Rose de Lima, in Templeton, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
February 19, 1965.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
9774-9-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { UGO & LEON SORDINI,
No. 2601. { contractors, both of
Magnus Street, Gatineau, car-
rying on business together at Pointe-Gatineau,
under the name and style of Sordini Concrete
Reg'd., plaintiffs, vs LE CITOYEN CIE DE
CONSTRUCTION LTÉE, legally incorporated
body carrying on business at Gatineau, defen-
dant, and FABIEN ÉTHIER, of Gatineau,
mis-en-cause.

“An immovable known and designated as being lot one hundred and sixty-seven, of the original subdivision of lot sixteen “B” (16B-167) on the official cadaster of the first range of the township of Templeton, with buildings thereon erected, attachments and appurtenances, belonging to Fabien Éthier, the mis-en-cause”.

To be sold at the church door of St-Jean Marie Vianney, at Gatineau, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1965, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
February 19, 1965.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
9775-9-2

I B E R V I L L E

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 14, 051. { CREDIT BUREAU, a
body politic and corporate
having its head office in Quebec, petitioner, vs
LOUIS PHILIPPE PRUD'HOMME, farmer of
St. Alexandre, district of Iberville, defendant.

“Lots numbers ten, twelve, one hundred and six, one hundred and eight and one hundred and nine (Lots 10, 11, 12, 106, 108 and 109) on the official cadaster for the parish of St. Alexandre, save to withdraw therefrom the parts sold to the municipality and subject to the servitude on behalf of “Coopérative Régionale d'Électricité”, according to the registered deed under No. 72527.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and subject to the servitudes active and passive, apparent or non-apparent attached to the said immovables.”

To be sold “en bloc”, at the parochial church door of St. Alexandre, county and district of Iberville, on WEDNESDAY, the TENTH day of MARCH, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Of St. John, January 30, 1965.

R. PRUD'HOMME,
Deputy-Sheriff.
9445-6-2

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 23-661. } **ARTHUR BINETTE**,
commerçant, domicilié
et résidant à St-Benoit Labre,
comté de Beauce, demandeur,
vs **JOSAPHAT RODRIGUE**, anciennement de
Saint-Michel de Squateck, défendeur, et **J. MAURICE FOISY**,
régistrateur, comté de Témiscouata,
de 33 rue de la Cour à Rivière-du-Loup,
(mis-en-cause).

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 23-661. } **ARTHUR BINETTE**,
trader, domiciled and
residing in St-Benoit Labre,
county of Beauce, plaintiff, *vs*
JOSAPHAT RODRIGUE, formerly of Saint-
Michel de Squateck, defendant, and **J. MAURICE FOISY**,
registrar, county of Temiscouata,
33 de la Cour St., Rivière-du-Loup, mis-en-cause.

« 1° Une terre de figure irrégulière, ensemble les bâtisses y édifiées, située dans la paroisse de St-Michel du Squateck, comté et division d'enregistrement de Témiscouata, consistant en une partie du lot connu et désigné, au cadastre officiel du canton Biencourt, comme étant le lot numéro cinquante-sept-A du rang trois Nord-Ouest (Ptie du lot No 57-A, rang III N.O.) Canton Biencourt; ledit lot entier mesurant au nord-ouest quatre chaînes quatre-vingt-trois mailles de largeur, une profondeur de cent six chaînes au nord-est et de cent deux chaînes quarante-huit mailles au sud-ouest; contenant en superficie cent vingt-deux acres quatre-vingt-un centièmes; bornée ladite terre au sud-ouest au canton Robitaille, au nord-ouest partie au lot No 57-B ci-après décrit en deuxième lieu et partie au chemin de front, au nord-est au lot No 56 ci-après décrit en troisième lieu, au sud-est au circuit de terrain faisant partie dudit No 57-A et ci-après décrit immédiatement, savoir: à distraire un circuit de terrain d'une superficie d'environ vingt-deux acres, borné au nord-ouest au résidu ci-après décrit dudit No 57-A, au Nord-Est au No 56 ci-après décrit en troisième lieu, au Sud-Est à la rivière Touladie et au Sud-ouest au canton Robitaille lequel circuit de terrain mentionné appartenant à Emmanuel Bernier suivant enregistrement No 95,465.

"1. A farm irregular in shape, together with the buildings thereon erected, situated in the parish of St-Michel de Squateck, county and registry division of Temiscouata, consisting of a part of the lot known and designated in the official cadaster of the township of Biencourt as being lot number fifty-seven-A on Range three North-West (P. of lot 57-A, Range III, N.W.), Township of Biencourt; the whole of said lot measures, on the north-west, four chains eighty-three links in width, by a depth of one hundred and six chains on the North-East and one hundred and two chains and forty-eight links on the South-West, and has an are of one hundred and twenty-two and eighty-one-hundredths acres; the said farm is bounded on the South-West by the township of Robitaille, on the North-West partly by lot No. 57-B hereinafter described in the second paragraph, and partly by the road in front, on the North-East by lot No. 56 hereinafter described in the third paragraph, on the South-East by the circumference of the terrain forming part of said lot No. 57-A and hereinafter described, to wit: to be withdrawn is the circumference of the lot of land having an area of approximately twenty-two acres, bounded on the North-West by the remainder hereinafter described of said lot No. 57-A, on the North-East by No. 56 hereinafter described in the third paragraph, on the South-East by Touladie River, and on the South-West by the township of Robitaille, which circumference of the land mentioned belongs to Emmanuel Bernier according to registration No. 95,465.

2° Un lot de terre de figure irrégulière, sans bâtisse, connu et désigné au cadastre susdit comme étant le lot numéro cinquante-sept-A du troisième rang Nord-Ouest dudit canton (Lot No 57-B, rang III N.O.) canton Biencourt; mesurant cinq chaînes au nord-ouest, deux chaînes cinquante mailles au Sud-Ouest; contenant en superficie quatre-vingt-trois centièmes d'acres.

2. A lot of land irregular in shape, without buildings, known and designated in the above-mentioned cadaster as being lot number fifty-seven-A on the third range North-West in the said township (Lot No. 57-B, Range III, N.W.) Township of Biencourt, measuring five chains on the North-West, two chains and fifty links on the South-West, having an area of eighty-three-hundredths of an acre.

3° Un lot de terre de figure irrégulière, sans bâtisses, connu et désigné au cadastre susdit comme étant le lot numéro cinquante-six dudit troisième rang Nord-Ouest, dudit canton, (Lot No 56, Rang III, N.O.) canton Biencourt, mesurant au Nord-Ouest onze chaînes quatre-vingt-dix mailles de largeur, une profondeur de cent sept chaînes cinquante mailles au Nord-Est et de cent six chaînes au Sud-Ouest; contenant en superficie cent trente-neuf acres vingt-trois centièmes d'acres. »

3. A lot of land irregular in shape, without buildings, known and designated in the aforementioned cadaster as being lot number fifty-six on the said third range North-West in the said township (Lot No. 56, Range III, N.W.), township of Biencourt, measuring, on the North-West, eleven chains and ninety links in width, by a depth of one hundred and seven chains and fifty links on the North-East and one hundred and six chains on the South-West, having an area one hundred and thirty-nine and of twenty-three-hundredths acres."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Michel du Squateck, comté de Témiscouata, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

To be sold at the church door of St-Michel de Squateck, county of Temiscouata, on the EIGHT day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN,
ce 20 février 1965. 9721-9-2-o
[Première insertion: le 27 février 1965.]

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, Sheriff,
February 20, 1965. 9721-9-2
[First insertion: February 27, 1965.]

L A B E L L E

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 7342. { LES PLACEMENTS THE-
MIS LTÉE, corporation
légalement constituée ayant
son siège social à St-Eustache, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* LUCIEN BERTRAND, journalier, domicilié à Labelle, district de Labelle, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR DU BUREAU D'ENRÉGISTREMENT du district de Labelle, mis-en-cause.

Avis de vente

Savoir: « Un lopin de terre de forme triangulaire faisant partie du lot originaire numéro deux cent soixante-dix (tie 270) des plan et livre de renvoi officiels du village de Labelle, mesurant ce lopin de terre, cent quatre-vingts pieds dans sa ligne nord, cent quarante-deux pieds dans sa ligne sud-est et soixante-dix-huit pieds dans sa ligne sud-ouest, et borné au nord par la ligne divisant les lots numéros deux cent soixante-dix et trois cent six (270 et 306) au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties du même lot numéro 270 restant la propriété de Josaphat Clément ou ses représentants et plus particulièrement le point extrême est de la ligne nord se trouve à soixante-dix-huit pieds à l'ouest du Lac Caribou, mesure prise en suivant la ligne de division entre les lots 270 et 306, et le coin sud dudit lopin de terre touche le chemin public du Lac Caribou, toutes ces mesures étant anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes y constituées, avec et y compris les bâtisses dessus en voie de construction.

Pour être vendu à la porte de l'église de Labelle, dans le district de Labelle, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi
Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN RÉMI MARTIN.
Mont-Laurier, le 23 février 1965. 9776-9-2-0

M O N T M A G N Y

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 9629. { DAME MARIE-ANGE
LESSARD, domiciliée
à St-Philémon, comté de Bellechasse, district de Montmagny, épouse contractuellement séparée de biens de Omer Lapointe, garagiste, domicilié au même endroit de St-Philémon, comté de Bellechasse, district de Montmagny et ledit Omer Lapointe, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; demanderesse; *vs* EDDY THERRIEN, hôtelier, demeurant à St-Damien, comté de Bellechasse, district de Montmagny; défendeur.

« Un emplacement avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, connu comme faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-neuf du quatrième rang du canton Buckland (ptie 19, rg IV) comté de Bellechasse, et borné comme suit: à l'est par la route de la station, au sud et à l'ouest par

L A B E L L E

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 7342. { LES PLACEMENTS THE-
MIS LTÉE, body legal-
ly incorporated, having its
head office in St-Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* LUCIEN BERTRAND, labourer, domiciled in Labelle, district of Labelle, defendant, and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRY OFFICE of the district of Labelle, mis-en-cause.

Notice of sale

To wit: "A piece of land triangular in shape forming part of original lot number two hundred and seventy (Pt 270) in the official plan and book of reference of the village of Labelle, measuring, said strip of land, one hundred and eighty feet on its north line, one hundred and forty-two feet on its southeast line and seventy-eight feet on its southwest line, and bounded on the north by the line dividing lots numbers two hundred and seventy and three hundred and six (270 and 306), on the southeast and southwest by other parts of the same lot number 270 remaining the property of Josaphat Clément or his representatives, and more particularly the extreme east point of the north line is situated at a distance of seventy-eight feet from Caribou Lake, a measure taken following the division line between lots 270 and 306, and the south corner of said piece of land touches on the public road of Caribou Lake; all these measures are English and more or less."

The whole as it is presently to be found with the servitudes constituted thereon, with and including the buildings under construction thereon.

To be sold at the church door of Labelle, district of Labelle, on the TENTH day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JEAN RÉMI MARTIN, *Sheriff.*
Mont-Laurier, February 23, 1965. 9776-9-2

M O N T M A G N Y

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 9629. { DAME MARIE-ANGE
LESSARD, domiciled
in St-Philémon, county of Bellechasse, district of Montmagny, wife contractually separate as to property of Omer Lapointe, garageman, also domiciled in St-Philémon, county of Bellechasse, district of Montmagny, and the said Omer Lapointe, to authorize his wife in these presents, plaintiff; *vs* EDDY THERRIEN, hotel-keeper, living at St-Damien, county of Bellechasse, district of Montmagny, defendant.

"An emplacement with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, measuring ninety feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, known as forming part of the lot of land known and designated under number nineteen on the fourth range in the township of Buckland, (pt. 19, range IV) county of Bellechasse, and bounded as follows: on the east by Station St., on the

Wilfrid Brochu, au nord par Wilfrid Brochu et Napoléon Aubin ou leurs représentants. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Damien, comté de Bellechasse, LUNDI, le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 22 février 1965. 9777-9-2-0

south and on the west by Wilfrid Brochu, on the north by Wilfrid Brochu and Napoléon Aubin or their representatives."

To be sold at the church door of St-Damien, county of Bellechasse, on MONDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY,
Montmagny, February 22, 1965. 9777-9-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal à savoir: { METROPOLITAN
No 657 076. { LOAN CORP., de-
manderesse, vs JANRIPAS
INC., défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur l'avenue Greene, en la cité de Montréal, et composé:

a) Du lot numéro deux mille deux cent vingt-cinq, (2225) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux mille deux cent vingt-deux, (2222) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

c) D'une partie du lot numéro deux mille deux cent vingt et un (Ptie 2221) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, laquelle partie de lot mesure environ trente et un pieds de long de l'avenue Greene sur quarante-cinq pieds de profondeur et bornée de la manière suivante: en front, vers le nord-est, par ladite Avenue Greene; en arrière, vers le sud-ouest, par la partie ci-après décrite du lot numéro 2220 d'un côté, vers le sud-est, par ledit lot numéro 2222 ci-dessus et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le résidu dudit lot numéro 2221;

d) D'une partie du lot numéro deux mille deux cent vingt (Ptie 2220) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, laquelle partie mesure environ trente-deux pieds de largeur sur quarante-cinq pieds de profondeur et bornée comme suit: en front, vers le nord-est par la partie du lot numéro 2221 ci-dessus désignée; en arrière, vers le sud-ouest, par le lot numéro 2219 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, d'un côté, vers le sud-est, par le lot numéro 2222 et de l'autre côté, vers le nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 2220.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment celle portant les numéros 240 à 256 de ladite avenue Greene.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve ».

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL 1965, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
Montréal, le 22 février 1965. 9748-9-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { SUN LIFE ASSURANCE
No 661 189. { COMPANY OF CA-
NADA, demanderesse, vs
GEORGE M.C. HAY et al, défendeurs.

Ce certain emplacement ayant front sur le chemin Rothbury, en la cité de Pointe-Claire, dis-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { METROPOLITAN
No. 657 076. { LOAN CORP., plain-
tiff, vs JANRIPAS INC.,
defendant.

"An immoveable having frontage on Greene Ave., in the city of Montreal, and composed:

(a) Of lot number two thousand two hundred and twenty-five (2225) in the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

(b) Of lot number two thousand two hundred and twenty-two (2222) in the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

(c) Of a part of lot number two thousand two hundred and twenty-one (2221) in the official plan and book of reference of the parish of Montreal, which part of the lot measures approximately thirty-one feet in length on Greene Ave. by forty-five feet in depth, and is bounded in the following manner: in front, on the northeast, by said Greene Ave., in the rear, on the southwest, by the part hereinafter described of lot number 2220, on one side, on the southeast, by said lot number 2222 mentioned above, and on the other side, on the northwest, by the remainder of said lot number 2221;

(d) Of a part of lot number two thousand two hundred and twenty (2220) in the official plan and book of reference of the parish of Montreal, which part measures approximately thirty-two feet in width by forty-five feet in depth, and is bounded as follows: in front, on the northeast, by the part of lot number 2221 designated above, in the rear, on the southwest, by lot number 2219 in the official plan and book of reference of the parish of Montreal, on one side, on the southeast, by lot number 2222 and on the other side, on the northwest, by the remainder of said lot number 2220.

With all the buildings thereon erected, and in particular the one bearing numbers 240 to 256 said Greene Ave.

The whole as it is presently to be found, with all the servitudes, passive, apparent or unapparent attached to the said immoveable, without exception nor reserve.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of the month of APRIL, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Montreal, February 22, 1965. Sheriff.
9748-9-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montréal, to wit: { SUN LIFE ASSURANCE
No. 661 189. { COMPANY OF CA-
NADA, plaintiff, vs GEOR-
GE M.C. HAY et al, defendants.

That certain emplacement fronting on Rothbury Road in the city of Pointe Claire, district

trict de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision quarante-huit du lot cent trente-trois (133-48) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 113 dudit chemin Rothbury.

Un dépôt de \$1382.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur, conformément à un jugement rendu par l'Honorable Juge A.I. Smith, en date du huitième jour de février 1965.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le DEUXIÈME jour d'AVRIL, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
Montréal, 22 février 1965. 9749-9-2

of Montreal, known and designated as subdivision forty-eight of lot one hundred and thirty-three (133-48) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less; with the building thereon erected bearing civic number 113 in said Rothbury Road.

A deposit of \$1382.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment rendered by the Honourable Justice A.I. Smith, dated the eighth day of February 1965.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of APRIL 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 22, 1965. 9749-9-2-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { M. GILLES GAUTHIER,
No 29,623. } *avocat de l'étude légale*

{ *Chartier & Gautier, domicilié en la cité de Louiseville, district de Trois-Rivières, membre du barreau ayant payé toutes ses cotations et inscrit à son registre pour le district de Trois-Rivières, demandeur vs MELLE CÉCILE BÉDARD, fille majeure, domicilié en la paroisse de Bécancour, district de Nicolet, défenderesse.*

« Un lot de terre faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (ptie 497) du cadastre officiel de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, mesurant cent cinquante pieds de largeur à son front, qui longe le fleuve St-Laurent, à environ vingt-cinq pieds du fleuve St-Laurent, par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, ledit terrain étant encavé dans la terre de Monsieur Armanzor Tourigny, avec en plus le droit de passage consenti par ledit Armanzor Tourigny, dans un acte de vente reçu par Me. René Blondin, notaire, en date du 16 septembre 1949, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Nicolet, No 1, à Bécancour, sous le No 73117-B-111, lequel droit de passage est sur une lisière de terrain de dix pieds de largeur pour communiquer de l'emplacement présentement vendu au chenal; avec toutes les bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Bécancour, le DIXIÈME jour de MARS (1965) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, ce 29 janvier 1965. 9434-6-2-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières.

Superior Court, { M. GILLES GAUTHIER,
No. 29,623. } *lawyer of the legal study*

{ *of Chartier & Gauthier, domiciled in the city of Louiseville, district of Trois-Rivières, member of the Bar, having paid all his dues and inscribed on its register for the district of Trois-Rivières, plaintiff, vs MISS CÉCILE BÉDARD, fille majeure, domiciled in the parish of Bécancour, district of Nicolet, defendant.*

“A lot of land forming part of lot number four hundred and ninety-seven (Pt. 497) on the official cadaster for the parish of Bécancour, county of Nicolet, measuring one hundred and fifty feet in width on the front, which runs along the St-Lawrence River, at about twenty-five feet from the St-Lawrence River, by one hundred feet in depth, English measure, the said lot of land encroaching into the land of Mr. Armanzor Tourigny, with moreover, the right of way consented to by the said Armanzor Tourigny, in a deed of sale received by Me. René Blondin, notary, dated September 16, 1949, and registered at the registration office of the county of Nicolet, No. 1 at Bécancour, under No. 73117-B-111, which right of way is on a strip of land ten feet in width to communicate from the emplacement presently sold to the channel; with all the buildings.”

To be sold at the parochial church door of Bécancour, on the TENTH day of MARCH, (1965) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Nicolet, January 29, 1965. 9434-6-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LES PRÉVOYANTS DU
Cour Supérieure, { CANADA, corporation
No 135-134. } *ayant son principal siège d'affaires en la cité de Québec,*

district de Québec, contre LUCIEN PASCAL, résidant à Beauport-Ouest, district de Québec, P.Q. et LE REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

« Un certain terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant le lot No 852-10,

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LES PRÉVOYANTS DU
Superior Court, { CANADA, corporation
No. 135-134. } *having its head office in the city of Québec, district of Québec, vs LUCIEN PASCAL, residing at Beauport-West, district of Québec, P.Q., and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRY DIVISION OF QUÉBEC, mis-en-cause.*

“A certain lot of land irregular in shape, known and designated as being lot No. 852-10, subdivi-

“A certain lot of land irregular in shape, known and designated as being lot No. 852-10, subdivi-

subdivision du lot huit cent cinquante-deux du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, avec bâtisse dessus érigée et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le DOUZIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
 Québec, le 1er février 1965. 9458-6-2-o
 [Première insertion: 6 février 1965]
 [Deuxième insertion: 27 février 1965]

sion of lot eight hundred and fifty-two in the official cadaster of the parish of Beauport, with the building thereon erected and dependencies”.

To be sold at the church door of Beauport, county of Quebec, on the TWELFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Québec, February 1, 1965. 9458-6-2
 [First insertion: February 6, 1965]
 [Second insertion: February 27, 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: ALGONQUIN BUILD-
 Cour Supérieure, ING CREDITS LTD.,
 No 135-373.) corps politique légalement incor-
 poré, ayant sa principale
 place d'affaires à Montréal, district de Montréal,
 P.Q., contre LIONEL GUILLEMETTE, domici-
 lilié et résidant à 2485, rue de la Ronde, Québec,
 district de Québec, P.Q.

« Un immeuble connu et désigné comme étant les lots numéros 393 de la subdivision du lot originaire numéro 584 (584-393) trois cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (584-394); et le lot numéro dix de la redivision du lot numéro trois cent soixante-seize de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (584-376-10) aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, cité de Québec, avec toutes les bâtisses dessus érigées et en particulier cette bâtisse portant sans doute le numéro civique 2485 de la rue De La Ronde, à Québec. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
 Québec, le 23 février 1965. 9778-9-2-o
 [Première insertion: 27 février 1965]
 [Deuxième insertion: 20 mars 1965]

Québec, to wit: ALGONQUIN BUILD-
 Superior Court, ING CREDITS LTD.,
 No. 135-373.) body politic legally incorpo-
 rated, having its head office
 in Montreal, district of Montreal, P.Q., against
 LIONEL GUILLEMETTE, domiciled and resid-
 ing at 2485 de la Ronde Street, Quebec, district
 of Quebec, P.Q.

“An immovable known and designated as being lots numbers 393 of the subdivision of the original lot number 584 (585-393) three hundred and ninety-three of the subdivision of the original lot five hundred and eighty-four (585-394); and lot number ten of the redivision of lot number three hundred and seventy-six of the subdivision of original lot number five hundred and eight-four (584-376-10) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Roch-North, presently Limoilou Ward, city of Quebec, with all the buildings thereon erected and especially that building undoubtedly bearing civic number 2485 De La Ronde Street, in Quebec.”

To be sold at my office, at the Court House, at Québec, on the SECOND day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Québec, February 23, 1965. 9778-9-2
 [First insertion: February 27, 1965]
 [Second insertion: March 20, 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: THE NATIONAL LIFE
 Cour Supérieure, ASSURANCE COMPA-
 No 133-975.) NY OF CANADA, corpora-
 tion légalement constituée,
 ayant son bureau d'affaires dans la cité de Québec,
 contre JEAN-PAUL MOREAU, domicilié au
 numéro 791, de Lafrenière, Ste-Foy, district de
 Québec, P.Q., et JEAN-CHARLES PICHER,
 notaire, en sa qualité de régistrateur de la division
 d'enregistrement de Québec, P.Q., mis-en-cause.

« Un terrain avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances connu et désigné comme les subdivisions soixante-seize et soixante-dix-sept du lot originaire cinquante-huit (58-76 et 58-77) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
 Québec, le 22 février 1965. 9779-9-2-o
 [Première insertion: 27 février 1965.]
 [Deuxième insertion: 20 mars 1965.]

Québec, to wit: THE NATIONAL LIFE
 Superior Court, INSURANCE COMPA-
 No. 133-975.) NY OF CANADA, legally
 incorporated corporation,
 having a business office in the city of Québec,
 against JEAN-PAUL MOREAU, domiciled at
 number 791 De Lafrenière, Ste-Foy, district of
 Québec, and JEAN-CHARLES PICHER, notary
 in his quality of registrar of the registration
 division of Québec, P.Q., mis-en-cause.

“A lot of land with house thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated as subdivision seventy-six and seventy-seven on the original lot fifty-eight (58-76 and 58-77) on the official cadaster for the parish of Ste-Foy, registration division of Québec.”

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Québec, on the SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Québec, February 22, 1965. 9779-9-2-o
 [First insertion: February 27, 1965.]
 [Second insertion: March 20, 1965.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE NATIONAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires dans la cité de Québec, contre **JEAN-PAUL MOREAU**, domicilié au numéro 791, De Lafrenière, Ste-Foy, district de Québec, et **JEAN-CHARLES PICHÉ**, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« Un terrain avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, connu et désigné comme la subdivision du lot cent cinquante-huit du lot originaire trois cent quarante-six (346-158) et la resubdivision un de la subdivision cent cinquante-sept du lot originaire trois cent quarante-six (346-157-1) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et QUART de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ME ANTOINE BOURGET, C.R.**
 Québec, le 22 février 1965. 9780-9-2-0
 [Première insertion: 27 février 1965.]
 [Deuxième insertion: 20 mars 1965.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, **GEORGES GODIN**, entrepreneur de frais funéraires, des cité et district de Montréal, demandeur, *vs* **OVILA ALLARD**, de Sorel, district de Richelieu, défendeur.

« Un terrain situé en la cité de Sorel, côté nord de la rue St-Isidore, faisant partie du lot numéro douze (P-12) au cadastre de la ville de Sorel, mesurant soixante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, tenant en front la rue Ste-Isidore, en profondeur le terrain du cimetière, du côté est autre partie dudit lot de Léopold Métivier et Lionel Chassé et du côté ouest autre partie dudit lot de Charles-Édouard Guibault, avec les bâtisses y érigées portant le numéro civique 18 de ladite rue Ste-Isidore ».

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, à Sorel, comté de Richelieu, district de Richelieu, le TROISIÈME jour d'AVRIL 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ADÉLARD GOULET**,
 Sorel, le 18 février 1965. 9735-9-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, **SHELDONS ENGINEERING LTD.**, corporation ayant une place d'affaires dans la cité et district de Montréal, demanderesse *vs* **JEAN FORTIN**, de la ville de Matane, et faisant affaires seul sous la raison sociale de « Les Entreprises Fortin Enr. district de Rimouski, défendeur.

Fieri Facias

Quebec, to wit: **THE NATIONAL LIFE INSURANCE COMPANY OF CANADA**, legally incorporated corporation, having a business office in the city of Quebec, against **JEAN-PAUL MOREAU**, domiciled at number 791 De Lafrenière, Ste-Foy, district of Quebec, and **JEAN-CHARLES PICHÉ**, notary, in his quality of registrar of the registration division of Quebec, mis-en-cause.

« A lot of land with house thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated as subdivision of lot one hundred and fifty-eight from the original lot three hundred and forty-six (346-158) and the resubdivision one of the subdivision one hundred and fifty-seven of the original lot three hundred and forty-six (346-157-1) on the official cadaster for the parish of Ste-Foy, registration division of Quebec. »

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the SECOND day of APRIL next, at FIFTEEN minutes past TEN o'clock, in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
 Quebec, February 22, 1965. 9780-9-2
 [First insertion: February 27, 1965.]
 [Second insertion: March 20, 1965.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, **GEORGES GODIN**, undertaker of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **OVILA ALLARD**, of Sorel, district of Richelieu, defendant.

« A lot of land situated in the city of Sorel, on the north side of St-Isidore St., forming part of lot number twelve (Pt. 12) on the cadaster of the city of Sorel, measuring sixty-five feet in width by ninety feet in dept, touching in front St-Isidore St., in depth the cemetery, on the east side, the other part of the said lot of Léopold Métivier, and Lionel Chassé, and on the west side, the other part of the said lot of Charles-Édouard Guibault, with the buildings thereon erected bearing civic number 18 of the said street St-Isidore. »

To be sold at my office at the court house at Sorel, county of Richelieu, district of Richelieu, on the THIRD day of APRIL, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
 Sorel, February 18, 1965. 9735-9-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, **SHELDONS ENGINEERING LTD.**, corporation having its place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **JEAN FORTIN**, of the town of Matane, and carrying on business alone under the style of « Les Entreprises Fortin Enr. », district of Rimouski, defendant.

Un entrepôt d'une grandeur de 28 x 75, situé sur le Banc de Sable, paroisse de St-Rédempteur de Matane, sur un terrain appartenant au Ministère des Terres et Forêts lot No 68-A, au cadastre officiel révisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane.

✶ Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS, 1965, à DEUX heures de l'après-midi. (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 1 février 1965. 9435-6-2-o

A warehouse in size 28 x 75, situated on the "Banc de Sable, parish of St-Rédempteur de Matane", on a lot of land belonging to the Department of Lands and Forests, lot No. 68-A, on the official cadaster revised for this part of the parish of St-Jérôme de Matane.

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur de Matane, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1965, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff,
Rimouski, February 1, 1965. 9435-6-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Sherbrooke, Cour Supérieure, No 27.222.) ROSAIRE GAGNON, agent d'immeuble, domicilié et résidant à 456, rue King est, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, vs ROMÉO GAGNÉ, commerçant, domicilié et résidant à Disraëli, district de St-François, défendeur.

« Un morceau de terre situé dans le village de Disraëli, connu comme faisant partie du numéro vingt-trois B (Pt. 23-B), du septième rang, au cadastre officiel du canton de Garthby, mesurant cent pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, borné en front par l'ancien chemin public, du côté sud-ouest, par partie du même numéro appartenant à J. Omer Bilodeau représentant Roméo Gaudreau, et par partie du même numéro appartenant à Pierre Dion, en arrière, au nord-ouest, par une rue projetée et du côté nord-est par le résidu dudit numéro vingt-trois B appartenant à Honoré Goulet représentant Roméo Gaudreau; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présentement, avec droit pour l'acquéreur de puiser de l'eau en commun avec R. Gaudreau en faveur de l'emplacement vendu par les présentes et de l'emplacement appartenant à R. Gaudreau ou représentants, étant partie du même numéro, du côté nord-est, à une source sise sur partie du numéro vingt-trois B appartenant à Pierre Dion, au nord-ouest des emplacements en faveur desquels elle a été créée à une distance d'environ cent pieds, avec droit d'y poser des conduites souterraines, entre la dite source et les dits emplacements et d'y faire tous travaux nécessaires et utiles pour la conduite de l'eau. » et

« Un terrain vague situé au village de Disraëli connu comme faisant partie du numéro vingt-trois B (Pt. 23-B), du rang sept, au cadastre officiel du canton de Garthby, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins borné en front par l'ancien chemin public, du côté sud-ouest par partie du même numéro appartenant à M. Léo Adam, en arrière au nord-est, par partie du même numéro appartenant aux représentants de Pierre Dion, et du côté nord-est par une partie du même numéro appartenant à l'acquéreur; avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Luce de Disraëli, comté de Wolfe, MARDI, le NEUVIÈME jour de MARS 1965, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, DONAT JACQUES,
Sherbrooke, le 27 janvier 1965 9411-6-2-o
[Première insertion, le 6 février 1965]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Sherbrooke, Superior Court, No. 27,222.) ROSAIRE GAGNON, real estate agent, domiciled and residing at 456 King St. East, in the City of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs ROMÉO GAGNÉ, trader, domiciled and residing at Disraëli, district of St. Francis, defendant.

"A piece of land situated in the village of Disraëli, known as forming part of number twenty-three B (P. 23-B) on the seventh range in the official cadaster of the Township of Garthby, measuring one hundred feet in width by two hundred feet in depth, bounded in front by the former public road, on the south-west side by part of the same number belonging to J. Omer Bilodeau representing Roméo Gaudreau, and by part of the same number belonging to Pierre Dion, in the rear, on the north-west, by a proposed street and on the north-east side by the remainder of said number twenty-three B belonging to Honoré Goulet representing Roméo Gaudreau, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; the whole as it is presently to be found with the right, in favour of the purchaser, to draw water from the well in common with R. Gaudreau on the emplacement sold by these presents and on the emplacement belonging to R. Gaudreau or representatives, being part of the same number, on the north-east side, at a spring situated on part of number twenty-three B belonging to Pierre Dion, on the northwest the emplacements in favour of which it was created at a distance of approximately one hundred feet with the right to install subterranean pipes between the said spring and the said emplacements and to carry on all the works necessary and useful for the piping of the water." and

"A vacant lot of land situated in the Village of Disraëli, known as forming part of number twenty-three B (P. 23-B), on Range seven, in the official cadaster of the Township of Garthby, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, bounded in front by the former public road, on the south-west side by part of the same number belonging to Mr. Léo Adam, in the rear, on the north-east, by part of the same number belonging to the representatives of Pierre Dion, and on the northeast side by a part of the same number belonging to the purchaser, with circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Luce de Disraëli, county of Wolfe, on TUESDAY, the NINTH day of MARCH, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff,
Sherbrooke, January 27, 1965. 9411-6-2
[First insertion: February 6, 1965]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (L'OFFICE DU CRÉDIT
Sherbrooke, AGRICOLE DU QUÉ-
No 28,677. BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à
Québec, demandeur, vs CAMILLE D'AMOURS,
cultivateur, R.R. 5, Coaticook, comté de Stan-
stead, P.Q., (Baldwin's Mill), défendeur, et
Raymond Latulippe, 400 rue Alexandre, Sher-
brooke, P.Q., en sa qualité de syndic à la cession de
biens dudit Camille D'Amours, mis-en-cause.

« Une propriété de ferme au canton de Barnston connue et désignée comme étant les lots de cadastre numéro dix-sept-C (17-C), de la contenance de cinquante-deux acres de terre, dix-huit-A (18-A), de la contenance de cent neuf acres de terre, tous deux du neuvième rang, le lot de cadastre numéro dix-huit-B (18-B), rang huit, dudit cadastre, sujet cependant ce dernier lot à la coupe de bois en faveur de François d'Amours et son épouse leur vie durant, telle que constituée par l'acte de vente enregistrée à Coaticook sous le numéro 30806; le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un autre morceau de terre audit canton pris dans le coin sud-ouest du lot vingt-quatre-B (24-B), du dixième rang, étant cette partie dudit lot se trouvant au sud-ouest du chemin Keller traversant ledit lot et contenant environ vingt acres de terre en superficie, ce morceau étant borné au nord-est par ledit chemin et au sud-ouest par les lignes sud et ouest dudit lot.

Sujets les trois premiers lots en premier lieu mentionnés à l'option d'achat en faveur de Michael C. Sawchuk, tel que par contrat enregistré sous le numéro 35012.»

Pour être vendu « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Ste-Suzanne, Stanhope, comté de Stanstead, MARDI, le SEIZIÈME jour de MARS 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, DONAT JACQUES,
Sherbrooke, ce 2 février 1965. 9459-6-2-o
[Première insertion, le 13 février 1965]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, (LE MINISTÈRE DU RE-
No 16,408. VENU DE LA PRO-
VINCE DE QUÉBEC, de-
mandeur, vs DAVID GOULET, ci-devant de
Shawinigan-Sud, district des Trois-Rivières et
y faisant affaires sous le nom de « Huile à Chau-
ffage Imperial Enr., et actuellement des cité et
district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Deux (2) lots de terre situés à Shawinigan-Sud, connus et désignés comme étant les lots Nos 162 et 163, subdivision du lot originaire No 919 du cadastre de la paroisse Notre-Dame du Mont-Carmel, avec bâtisses dessus érigées.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Shawinigan-Sud, district de Trois-Rivières, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Hyacinthe, 18 février 1965. GÉRARD BEAUDET,
9736-9-2-o

Fieri Facias de Terris
District of St-Francois

Superior Court, (THE QUEBEC FARM
Sherbrooke, CREDIT BUREAU,
No. 28,677. a body politic and corporate,
having its head office at
Quebec, plaintiff; vs CAMILLE D'AMOURS,
farmer, R.R. 5, Coaticook, county of Stanstead,
P.Q., (Baldwin's Mill) defendant, and Raymond
Latulippe, 400 Alexandre Street, Sherbrooke,
P.Q., in his quality of trustee to the cession of
property of the said Camille D'Amours, mis-en-
cause.

«A farm property in the township of Barnston, known and designated as being cadastral lots number seventeen-C (17-C), of an area of fifty-two acres of land, eighteen-A (18-A), containing one hundred and nine acres of land, both of the range, cadastral lot number eighteen-B (18-B), range eight of the said cadaster, subject, however this last lot to the wood cut in favor of François d'Amours and his wife during their lifetime, as incorporated by the deed of sale registered at Coaticook under number 30806; the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Another piece of land on the said township taken in the southwest corner of lot twenty-four-B (24-B), on the tenth range, being this part of the said lot which is to be found on the southwest of the Keller Road, crossing the said lot and containing about twenty acres of land in area, this piece being bounded on the northeast by the said road and on the southwest by the south and west lines of the said lot.

Subject the three first lots mentioned in the first place to option of purchase in favor of Michael C. Sawchuk, as per registered contract under number 35012.»

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Suzanne, Stanhope, county of Stanstead, THURSDAY, the SIXTEENTH day of MARCH, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff.
Sherbrooke, February 2, 1965. 9459-6-2
[First insertion, February 13, 1965]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, (THE DEPARTMENT OF
No. 16,408. THE PROVINCIAL REVE-
NUE OF THE PROVINCE
OF QUEBEC, plaintiff, vs DAVID GOULET,
formerly of Shawinigan-South, district of Trois-
Rivières, and doing business under the name of
"Huile à Chauffage Imperial Enr.", actually of
the city and district of St-Hyacinthe, defendant.

«Two (2) lots of land situated in Shawinigan-South, known and designated as being lots numbers 162 and 163, subdivision of original lot No. 919 of the cadaster of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Shawinigan-South, district of Trois-Rivières, the THIRTIETH day of the month of MARCH 1965, at TWO o'clock in the after-noon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, February 18, 1965. 9736-9-2-o

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Municipalité du comté de L'Assomption

Municipality of the county of L'Assomption

ERRATUM

ERRATUM

Dans l'avis de vente pour taxes de la Municipalité ci-haut mentionnée, publié dans la Gazette Official de Québec des 23 et 30 janvier 1965 aux pages 474 et 724, veuillez faire les corrections suivantes.

In the notice of the sale for taxes in the abovementioned Municipality published in the Quebec Official Gazette on January 23 and 30 1965 on pages 474 and 724, kindly make the following corrections.

Municipalité de la ville de L'Assomption, lire cadastre de la paroisse de L'Assomption.

Municipality of the town of L'Assomption, read cadastre of the Parish of L'Assomption.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-R. LABELLE,

9771-0

J.-R. LABELLE.

9771-0

Secretary-Treasurer.

INDEX No 9

ACTION		ACTION	
en séparation de biens		for Separation as to Property	
Beaudry vs DeLisle			1445
ARRÊTÉ en Conseil		ORDER in Council	
304 - Camionnage, Montréal			1446
304 - Cartage, Montreal			1446
ASSOCIATION Coopérative		COOPERATIVE Association	
Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Robert Bellarmin (Association coopérative) (Form.) ..			1455
AVIS		NOTICES	
Chevaliers de Colomb de l'Ancienne Lorette (Conseil 4246) (Règl.- By-laws)			1455
Chevaliers de Colomb La Guadeloupe inc. (Les) (Conseil 3010) (Règl.- By-laws)			1456
Saint-Boniface-de-Shawinigan Village (Appropriation de certains immeubles - Appropriation of certain immovables)			1456
Sainte-Foy, cité - city (Requête - Petition)			1455
Société St-Jean-Baptiste locale de St-Thomas-de-Caxton (Const.- Inc.)			1456
CAISSES	SAVINGS	Dissoute	Dissolved
d'épargne et de crédit and credit unions		École Normale Laval de Mérci 1964 ..	1467
Caisse Populaire de Longueuil (La) - (Nom - Name ch.)	1459	Divers	Miscellaneous
Caisse Populaire de Ste-Odile-sur-Rimouski (La) - (Nom - Name ch.)	1459	Association des Majorettes et des Cadets de Ste-Catherine, cité de LaSalle (Règl.- By-laws)	1465
Caisse Populaire Ste-Odile (La) - (Form.)	1459	Cie Hydrolic Vincent Itée (La) - (Dir.) ..	1465
BILLS	BILLS	Crédit St Laurent inc. (Dir.)	1466
Sanctioned	1458	Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant (Dir.)	1465
Sanctionnés	1458	Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie Enfant (Règl.- By-laws)	1465
COMPAGNIES	COMPANIES	Deaudefin (E.) inc. (Dir.)	1464
Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires	Notices relative to the Act of Licensed to do Business	Denbo of Canada Ltd. (Dir.)	1464
Bache & Co. Inc.	1459	École P. R. inc. (Règl.)	1466
Canuck Pottery Limited	1460	Entreprises Hemmingford inc. (Les) - (Dir.)	1466
Consolidated Manitoba Mines Limited ..	1460	Grande Réserve inc. (La) - (Dir.)	1464
Drycleaners Acceptance Corporation	1460	Greenshields Incorporated (Dir.)	1465
Dunloe Investments Limited	1460	Hemmingford Enterprises Inc. (Dir.) ..	1466
Grammont Motel Ltd.	1461	Hôtels Ramada Itée (Les) - (Dir.)	1464
Great Lakes Nickel Corp. Limited	1461	Kiwanis Club of Montreal Foundation (Règl.- By-laws)	1466
R-N Acceptance Limited	1461	Labrador Acceptance Corporation (Dir.)	1465
Chartes - Abandon de	Charters - Surrender of	Montreal Acceptance Corporation (Dir.)	1467
Canscot Building Limited	1463	Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil (L') - (Règl.- By-laws)	1466
Club Avalon Limitée	1463	Phénix Finance inc. (Dir.)	1467
Delta Mining Corporation Limited	1462	Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc. (Le) - (Dir.)	1464
Equity Development Corp.	1463	Prêt d'Honneur de la S.S.J.B. de Sherbrooke, inc. (Le) - (Règl.- By-laws) ..	1464
Hunter Investments Ltd.	1463	R.P. School Inc. (By-laws)	1466
Jonquière Hardware Ltd.	1462	Ramada Hotels Ltd. (Dir.)	1464
Juron Corporation Limited	1463	St Lawrence Credit Corporation (Dir.) ..	1466
Queen's Hotel Limited	1462	St-Martin Die Casting Co. Ltd. (Dir.) ..	1464
Quincaillerie Jonquière Ltée	1462	Service Familial de la Rive Sud (Règl.- By-laws)	1467
Rim Rock Oils Ltd.	1462		
Space Age Metals Corporation Limited ..	1462		

Divers	Miscellaneous		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Service régional des bibliothèques de West-Island (Règl.).....	1465	Entreprises Berthelet inc. (Les).....	1400
Sterling Finance Corporation (Dir.)...	1467	Entreprises B.M.C. inc. (Les).....	1401
Terreval inc. (Dir.).....	1466	Entreprises de la Côte ltée (Les).....	1401
Vincent Hydrolic Co. Ltd.....	1465	Entreprises Fortier inc. (Les).....	1401
West-Island Regional Library Service (By-laws).....	1465	Entreprises M.D.M. ltée (Les).....	1402
Wray (Jos. C.) & Bro. Inc. (Dir.).....	1467	Entreprises René Léger inc. (Les).....	1402
		Entreprises Roger Pilon inc. (Les).....	1402
		Entreprises St-Nicolas inc. (Les).....	1403
		Équipement commercial Boutin inc.....	1403
		Eugo limitée.....	1403
		Federal Acceptance Corp.....	1404
		Fega Insurance Claims Inc.....	1404
		Fifty Artists Incorporated.....	1393
		Filatext Inc.....	1404
		Fine Fabrics Ltd.....	1405
		Four Fifty-One Investment Corp.....	1405
		Foyer d'Alma inc.....	1405
		G. C. Knitting Inc.....	1406
		Gatineau Dairy Ltd.....	1411
		Gestima inc.....	1406
		Gigi Knit Mills Ltd.....	1406
		Gordon Clothing (1965) Ltd.....	1407
		Gouverneurs de l'hôpital Marie-Enfant.....	1407
		Granda, Leduc, Ruest inc.....	1408
		Grenier & frères ltée.....	1408
		Hanna confection inc.....	1408
		Hannah & Co. Ltd.....	1409
		Immeubles DeLong inc.....	1398
		Impressions Piché & frère inc. (Les).....	1409
		Inel Electrical Contractors Inc.....	1409
		Inel entrepreneurs électriciens inc.....	1409
		Informo inc.....	1410
		International Dance Studio Inc.....	1410
		Investigations techniques de Québec, limitée.....	1410
		J B entrepreneurs inc.....	1411
		Kebec Marina Inc.....	1411
		Laiterie Gatineau ltée.....	1311
		Laurentian Transit Inc.....	1412
		Laurette Sportswear Inc.....	1395
		Lecavalier Auto Parts Inc.....	1412
		Leduc (Réal) inc.....	1413
		Legault (Jean-Guy) assurances limitée.....	1413
		Lewin Electronics Ltd.....	1413
		Librairie Au Passe-Temps inc.....	1414
		Magasins Crystal limitée.....	1398
		Maison Natt inc.....	1414
		Masson Mansions Ltd.....	1414
		Meshwork (M.) Inc.....	1415
		Minz (R.D.) Co. Ltd.....	1415
		Monte Carlo Uniforms Inc.....	1415
		Morgan textiles et coupons ltée.....	1416
		M-Tronics Corp.....	1416
		Mt. Vernon Industrial Realities Ltd.....	1417
		Napoli Meat Market.....	1417
		National Bricklaying Co. Ltd.....	1417
		Nettoyeurs Simard inc.....	1418
		North Shore Hockey League Inc.....	1418
		Oeuvre des terrains de jeux de Sainte-Thérèse-de-Colombier inc. (L').....	1418
		Outillage agricole du Québec inc.....	1419
		Paradis (J.H.) ajusteur & évaluateur inc.....	1419
		Patrician Plastic Co. Ltd.....	1419
		Perron inc. (Le).....	1420
		Pinedale Construction Inc.....	1420
		Pioneer Electric of Quebec Inc.....	1394
		Placements Unit, ltée.....	1420
		Primavera ltée.....	1421
		Provincial uniforme ltée.....	1421
		Provincial Uniform Ltd.....	1421
		Quebec Association of Independent Schools.....	1421
		Quebec Technical Investigations, Limited.....	1410
		Quévillon Estates Ltd. (Correction).....	1467
		Ramada International Inc.....	1422
		Ram (Matthew) & Associates Inc.....	1422

Lettres Patentes**Letters Patent**

A.C. Safety Fire Service Inc.....	1382
A.C. service feu sécurité inc.....	1382
Ameublements Poulin & frère limitée (Les).....	1382
Amiens Building Inc.....	1399
Appartements Notre-Dame inc. (Les).....	1383
Arell Machining Ltd.....	1383
Army Navy & Air Force Veterans in Canada, Rosemount Unit No 347 Inc. (The).....	1383
Association Carrefour inc.....	1397
Association culturelle Duvernay (L').....	1384
Association des cabarets et hôtels de la province de Québec.....	1384
Association des locataires de la cité et banlieue de Québec inc.....	1385
Balmoral motel-hôtel inc.....	1385
Baril et frère ltée.....	1385
Beauchesne (Édouard) inc.....	1386
Beaufort Realities (1964) Inc.....	1386
Beauharnois Holding Ltd.....	1387
Beauvais & Lusignan inc.....	1387
Bellevue construction inc.....	1387
BeTex inc.....	1388
Bilodeau inc.....	1388
Blanchard Industries Co. Inc.....	1388
Bock et frère limitée.....	1389
Boisvert (Gilles) inc.....	1389
Bonenfant (Maurice) & cie ltée.....	1389
Boutin Commercial Equipment Inc.....	1403
Briggs (T.M.) Plumbing & Heating Inc.....	1390
Brubec Ltd.....	1390
Brubee ltée.....	1390
Buffet Jacquot inc.....	1390
Caron (Albéric) inc.....	1391
Carrière St-Edwidge inc.....	1391
Centre d'accueil Désy inc.....	1391
Charlevoix automobiles ltée.....	1392
Châtelet inc. (Le).....	1392
Chez Doreene ltée.....	1393
Cinquante Artistes incorporée.....	1393
Club Es-Ski-Mo Jonquière inc.....	1393
Club nautique du Saguenay inc.....	1394
Commodités provinciales Illimitées inc.....	1394
Compagnie électrique Pioneer de Québec inc.....	1394
Confections Laurette inc.....	1395
Conseil des arts de Joliette.....	1395
Coram Construction Company.....	1396
Corbeil (Lucien) inc.....	1396
Corporation de loisirs de St-Joseph-de-la-Rive.....	1396
Créations Darnel ltée.....	1397
Crossroads Association Inc.....	1397
Crystal Stores Limited.....	1398
Carpet (D.) Inc.....	1398
DeLong Real Estate Inc.....	1398
Dion (Luc) automobiles inc.....	1399
Dollard TV Sales & Service Inc.....	1399
Domaine Quévillon ltée (Correction).....	1467
École de prothèses et orthèses de Québec inc. (L').....	1425
Édifice Amiens inc.....	1399
Elsee Investments Ltd.....	1400
Encans agricoles Léo ltée.....	1400

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Réclamations d'assurances Fega inc.	1404	
Repentigny automobiles inc.	1423	
Rocket Distributors Ltd.	1423	
Ronsard construction inc.	1423	
Roy (Wilfrid) inc.	1424	
Saga Automotive Inc.	1424	
Saumure (Roger) inc.	1425	
School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc. (The)	1425	
Sept-Iles taxis inc.	1425	
Servit Construction Limited	1426	
Simard Cleaners Inc.	1418	
Sogelec inc.	1426	
Stanley Safe & Associates Ltd.	1426	
Stark Realities inc.	1427	
Studio A.B.A. inc.	1427	
Studio de santé — Place Crémazie inc.	1428	
Super-Affiche inc.	1428	
Superior Show-Card Inc.	1428	
Toupin (Henri) inc.	1428	
Tredco Knitting Mills Co. Ltd.	1429	
Unlimited Provincial Commodities Inc.	1394	
United Casing Supply Ltd.	1429	
United Orchards Inc.	1430	
Vartan Seftor Inc.	1429	
Vergers Unis inc. (Les)	1430	
Voyages Rita Caron inc.	1430	
Wally-Hayes Ltd.	1430	
Weinstein (Wm.) Sales Inc.	1431	
Woodbridge Furniture Ltd.	1431	
163 Bellechasse Ltd.	1431	

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	
A.B.C. Distributing Inc.	1432	
Air Québec	1442	
Association du béton du Québec inc. (L')	1432	
Belvedere Golf Club Inc.	1434	
Bencas Corporation	1432	
Bergevin Construction Inc.	1433	
Berjaco ltée	1433	
Bi-Gau inc.	1433	
Canadian Lencourt Mines Limited	1433	
Cie d'Autobus Rimouski, ltée (La)	1434	
Club de Golf Belvédère inc.	1434	
Compagnie de bois Nottaway limitée (La)	1434	
Compagnie de navigation Charlevoix Saguenay limitée (La)	1434	
Construction Technician's School Inc.	1437	
Côté enseignes limitée	1435	
Couvoir modèle limitée	1435	
Creative Communications Group Limited (The)	1435	
Delta Minerals Corporation	1435	
Déménagement & entreposage Ken- woods ltée	1439	
Diamond Flooring Limited	1436	
Duffield Investments Ltd.	1436	
Dufour (W.A.) construction ltée	1436	
Dumont Express (1962) Ltd.	1437	
Dumont Express (1962) ltée	1437	
École de techniciens de la construction inc.	1437	
Electronic Signals of Quebec Inc.	1444	
Entreprises Phibes inc. (Les)	1437	
Épec inc.	1437	
Europa-Financia Limited	1438	
Fellows, Dingwall & Tilden, Ltd	1438	
Grenache inc.	1438	
Industries Strap-Pac inc. (Les)	1444	
Industries Trans-Canada inc. (Les)	1439	
Jolyn Investments Ltd.	1439	
K.M. Corporation	1439	

Kenwood's Moving & Storage Ltd.	1439
L.G. Investment Ltd.	1442
Lessard (P.A.) & fils inc.	1440
Lévesque Sport & Camping ltée	1440
Lili Corsets Inc.	1440
Lustra Lighting Ltd.	1440
Mija Corporation	1440
Modern Motor Sales Limited	1441
Murdochville Television Inc.	1441
Nottaway Lumber Company Limited	1434
Palmer Junior Wear Mfg. Co. Inc.	1441
Pelletier (Adrien) inc.	1441
Pétroles du Golfe ltée	1442
Placement L.G. ltée	1442
Planchers Diamant limitée (Les)	1436
Porlier Transports limitée	1442
Quebecair	1442
Quebec Concrete Association Inc.	1432
Renaud & cie limitée	1443
St. Félicien Air Service Ltd.	1443
Sico inc.	1443
Signaux Électroniques de Québec inc. (Les)	1444
Steinberg limitée	1444
Steinberg's Limited	1444
Strap-Pac Industries Inc.	1444
Trans-Canada Industries Inc.	1439
Trio Shirt Mfg. Co.	1444
Waterloo Box & Packaging Limited	1445
Windsor Trading Co. Ltd.	1445

Sièges sociaux **Head Offices**

Automates Chantecler inc. (Les)	1471
Brault, Guy, Chaput Inc.	1468
Compagnie de Développement Indus- triel de Granby Ltée	1469
Coopératio Inc.	1469
Cora Painting Ltd.	1469
Corsair Investments Ltd.	1470
De-Mix Ltée	1469
Domaine Gentilly Incorporée	1469
Entreprises St-Nicolas Inc. (Les)	1471
Épec Inc.	1471
Granby Industrial Development Com- pany Ltd.	1469
Hébert (H.E.) Ltée	1470
Hilton of Quebec Inc.	1470
Hôtels Ramada ltée (Les)	1468
Immeubles du Rang des Douze Ltée (Les)	1470
Montréal P & L Auto ltée	1472
Olympic Finance Inc.	1471
Peinture Cora ltée	1469
Ramada Hotels Ltd.	1468
St-Martin Die Casting Co. Ltd.	1468
Société Jacquar inc.	1468
Terres Laurentiennes Inc. (Les)	1468
Vaportite (Quebec) Corp.	1471

DEMANDES **APPLICATIONS**

à la Législature **to Legislature**

Beth Hillel Congregation	1474
Boileau, Jean	1472
Bureau Métropolitain des Écoles Pro- testantes de Montréal	1476
Cap-de-la-Madeleine, c.s.-s.c.	1474
Carrières Dulude Limitée	1474
Domaine Quévillon Ltée	1475
Dominion Lime Ltd.	1474
Dorval, cité - city	1472
Dulude Quarry Limited	1474
Église Baptist de la Foi	1476
Électrolier Corporation	1473
Estate Tancrède Bienvenu	1477
Faith Baptist Church	1476
Lac Mégantic, ville	1477
Lake Mégantic, town	1477

DEMANDES à la Législature <i>(suite)</i>	APPLINATIONS to Legislature <i>(continued)</i>	Établissement de la Cour de Magistrat pour le district judiciaire de St- Maurice..... 1490	
Montreal-East, town.....	1473	Establishment of the Magistrate's Court for the judicial district of St-Maurice.	1490
Montréal-Est, ville.....	1473		
Protestant School Board of Greater Montreal.....	1476	SOUSSIONS	TENDERS
Québec, cité - city.....	1473	Bedford, ville - town.....	1495
Quévillon Estates Ltd.....	1475	Châteauguay-Centre, ville - town.....	1496
Saint-Damien-de-Brandon.....	1475	Contrecoeur, village.....	1497
Saint-Zénon.....	1475	Cowansville, ville - town.....	1493
Succession Tancrède Bienvenu.....	1477	Granby, cité - city.....	1498
Verdun, cité - city.....	1472	Montmagny, ville - town.....	1494
		Ste-Geneviève, ville - town.....	1500
		St-Jean, cité - city.....	1501
		St-Jean-Chrysostome, par.....	1502
LIQUIDATION	WINDING	SYNDICATS	SYNDICATES
Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée (La).....	1478	Professionnels	Professional
Quebec Marble and Tile Company Li- mited.....	1478	Fédération de l'union catholique des cultivateurs des Laurentides (La) - (Const. - Inc.).....	1504
Société Coopérative Agricole de St- Théophile.....	1478	Fédération patronale des coiffeurs pour dames et messieurs de la province de Québec inc. (Nom - Name ch.).....	1503
Syndicat Coopératif Lavendrye.....	1477	Syndicat national catholique des em- ployés du commerce de Thetford Mines inc. (Erist. term.).....	1503
		Syndicat national des projectionnistes et employés de cinéma et de théâtre (C.S.N.) (Const. - Inc.).....	1503
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	Syndicat National des travailleurs des pâtes et papiers d'Alma inc. (Nom - Name ch.).....	1504
Affaires municipales	Municipal Affairs		
Charlesbourg, cité - city (Annex.).....	1478	VENTES	SALES
		Effets non-réclamés	Unclaimed Baggage
Terres et Forêts	Lands and Forests	Canadian Pacific Railway Company... ..	1504
Cadastre:	Cadastre:	SHÉRIFS	SHERIFFS
Chertsey, canton - township.....	1479	Abitibi	Abitibi
St-Georges, par.....	1479	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Auger.....	1505
		Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Auger.....	1505
Travail	Labour	Arthabaska	Arthabaska
Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:	Couture vs Pratte.....	1505
Alimentation, Jonquière (Prél.).....	1488	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Gagnon.....	1506
Barbers and hairdressers, St-Hyacinthe (Amend.).....	1479	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Gagnon.....	1506
Barbers and hairdressers, Victoriaville (Amend.).....	1481	Beauce	Beauce
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St- Hyacinthe (Mod.).....	1479	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Beaudoin.....	1506
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Victo- riaville (Mod.).....	1481	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Beaudoin.....	1506
Building materials (Levy).....	1483	Gaspé	Gaspé
Directeurs de funérailles, Montréal-Ile Jésus (Prél.).....	1482	Roy vs Brisebois.....	1506
Food products, Jonquière (Levy).....	1488	Hauterive	Hauterive
Funeral Directors, Montrea-Ile Jésus (Levy).....	1482	Carrier vs Montreuil.....	1507
Hardware, Quebec (Levy).....	1487	Hull	Hull
Matériaux de construction (Prél.).....	1483	Assad vs Lavergne.....	1507
Métal en feuilles, Montréal (Mod.).....	1481	Bourassa vs Paris.....	1507
Métal en feuilles, Montréal (Prél.).....	1485	Sordini et al vs Le Citoyen Cie de Cons- truction Ltée.....	1508
Quincaillerie, Québec (Prél.).....	1487		
Sheet metal, Montreal (Amend.).....	1481	Iberville	Iberville
Sheet metal, Montreal (Levy).....	1485	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Prudhomme.....	1508
		Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Prudhomme.....	1508
NOMINATION	APPOINTMENT		
Divers.....	1490		
Miscellaneous.....	1490		
RÉGIE	QUEBEC		
des marchés agricoles	Agricultural		
du Québec	Marketing Board		
Ord. G-5-65 (Lait partiellement écrémé- Partly skimmed milk).....	1492		
PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS		
Abolition de la Cour de magistrat pour le comté de St-Maurice.....	1491		
Abolition of the Magistrate's Court for the county of St-Maurice.....	1491		

Kamouraska	Kamouraska	Richelieu	Richelieu
Binette <i>vs</i> Rodrigue.....	1509	Godin <i>vs</i> Allard.....	1514
Labelle	Labelle	Rimouski	Rimouski
Placements Thémis Ltée (Les) <i>vs</i> Bertrand.....	1510	Sheldons Engineering Ltd. <i>vs</i> Fortin...	1514
Montmagny	Montmagny	Saint-François	Saint Francis
Lessard <i>et vir vs</i> Therrien.....	1510	Gagnon <i>vs</i> Gagné.....	1515
Montréal	Montreal	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> D'Amours.....	1516
Metropolitan Loan Corp. <i>vs</i> Jauripas..	1511	Québec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> D'Amours.....	1516
Sun Life Assurance Company of Canada <i>vs</i> Hay <i>et al</i>	1511	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
Nicolet	Nicolet	Department of Revenue of the Province of Quebec <i>vs</i> Goulet.....	1516
Gauthier <i>vs</i> Bédard.....	1512	Ministère du Revenu de la province de Québec <i>vs</i> Goulet.....	1516
Québec	Quebec	Taxes	Taxes
Algonquin Building Credits Ltd. <i>vs</i> Guillemette.....	1513	L'Assomption, comté - county (<i>Erratum</i>).....	1517
National Life Assurance Company of Canada (The) <i>vs</i> Moreau.....	1514		
National Life Assurance Company of Canada (The) <i>vs</i> Picher.....	1513		
Prévoyants du Canada (Les) <i>vs</i> Pascal..	1512		

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

